Cent cinquante ans de « progrès » et de « démocratie » ont fourni la preuve que toutes les réformes qu'on pourra appliquer au régime capitaliste ne changeront pas la situation réelle du travailleur. L'amélioration du pouvoir d'achat ouvrier, obtenue par des luttes incessantes, est compensée par l'augmentation continue des besoins, et surtout elle est durement payée par l'accélération et l'intensification permanente du travail, par la transformation de l'ouvrier ou de l'employé en automate. Les droits politiques et autres conquis par les ouvriers n'empêchent pas que la société continue à être dominée par une classe privilégiée de capitalistes et de grands bureaucrates, qui la dirigent dans leurs propres intérêts.

La bureaucratie inamovible qui dirige les partis et syndicats réformistes fait partie du régime, elle utilise les luttes ouvrières pour se tailler une place dans sa gestion. La bureaucratie « communiste » veut utiliser les luttes ouvrières pour établir un régime de type russe, trompeusement intitulé « socialiste », où les dirigeants de l'Etat et de l'économie prennent la place des patrons privés cependant que la situation réelle du travailleur reste inchangée.

Les travailleurs ne seront libérés de l'oppression et de l'exploitation que lorsque leurs luttes aboutiront à instaurer une société *véritablement socialiste*, où les *Conseils de travailleurs* auront tout le pouvoir, où la production et l'économie seront soumises à la *gestion ouvrière*. La seule voie conduisant à une société socialiste, c'est *l'action autonome et consciente des masses travailleuses*, non pas le coup d'Etat d'un parti bureaucratique et militarisé qui instaure sa propre dictature.

Pour défendre ces idées et les diffuser dans la classe ouvrière, une nouvelle organisation révolutionnaire est nécessaire, qui sera basée sur la *démocratie prolétarienne*. Les militants n'y seront plus des simples exécutants au service d'une bureaucratie dirigeante, mais détermineront eux-mêmes l'orientation et l'activité de l'organisation sous tous ses aspects. L'organisation ne visera pas à diriger la classe et à s'imposer à elle, mais sera un *instrument* de sa lutte.

Ces idées, exprimées depuis 1949 dans la revue *Socialisme ou Barbarie*, et dans son supplément mensuel *Pouvoir Ouvrier*, forment la base de l'organisation *Pouvoir Ouvrier* en France. Des groupes fondés sur les mêmes conceptions existent en Angleterre (*Socialism Reaffirmed*) et en Italie (*Unità Proleteria*).

3 N.F. **Le Gérant : P. ROUSSEAU**

Socialisme ou barbarie Décembre 1961-février 1962 33

SOCIALISME OU BARBARIE

Revue théorique de l'organisation **Pouvoir Ouvrier**

PARAIT TRIMESTRIELLEMENT

SOMMAIRE

Jean DELVAUX : Crise du gaullisme et crise de la « gauche ».

Jean-François LYOTARD : L'Algérie, sept ans après.

D. MOTHÉ : Les jeunes générations ouvrières.

P. CANJUERS : La société sud-africaine.

Paul CARDAN : Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne.

LE MONDE EN QUESTION

Les actualités. *Situation des libertés civiles aux Etats-Unis de 1961. Conférence Internationale d'organisations révolutionnaires.*

Volume VI (13e année)
Décembre 1961 - Février 1962

N° 33

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les trois mois

42, rue René-Boulanger, PARIS-X^e

Règlements au C.C.P. Paris 11 987-19

Comité de Rédaction :

Ph. GUILLAUME — F. LABORDE — D. MOTHE

Gérant : P. ROUSSEAU

Le numéro	3 N.F.
Abonnement un an (4 numéros)	10 N.F.
Abonnement de soutien	20 N.F.
Abonnement étranger	15 N.F.

Volumes déjà parus (I, n°s 1-6, 608 pages ; II, n°s 7-12, 464 pages ; III, n°s 13-18, 472 pages : 3 N.F. le volume. IV, n°s 19-24, 1 112 pages ; V, n°s 25-30, 684 pages : 6 N.F. le volume). *La collection complète* des n°s 1 à 30, 3 304 pages, 20 N.F. *Numéros séparés :* de 1 à 18, 0,75 N.F. le numéro ; de 19 à 30, 1,50 N.F. le numéro.

L'insurrection hongroise (Déc. 56), brochure	1,00 N.F.
Comment lutter ? (Déc. 57), brochure	0,50 N.F.
Les grèves belges (Avril 1961), brochure	1,00 N.F.

Abonnement à *Pouvoir Ouvrier* (ronéotypé, mensuel) : un an (11 numéros), 2,50 N.F. (ou dix timbres à 0,25 N.F.). Abonnement de soutien : un an, 5 N.F. Versements à *Socialisme ou Barbarie.*

Crise du gaullisme et crise de la " gauche "

Etrange pays. Vers la mi-septembre un attentat bien préparé contre de Gaulle échoue ; réussi, c'est la Ve République qui sautait. Trois semaines après, la troupe de Gaulle en tournée dans les départements les plus misérables fait recette, et le protagoniste se mêle à la foule. Pourtant, ces mêmes paysans qui l'acclament, ou bien leurs frères, bloquaient les routes deux mois auparavant pour protester contre sa politique agricole. A Paris et ailleurs, les explosions de plastic se succèdent ; elles pourraient faire sauter des pâtés de maisons, elles ne cassent que des vitres. En Algérie, le hors-la-loi Salan s'adresse à la population sur les longueurs d'onde de la radio officielle, préalablement sabotée. L'O.A.S. va-t-elle tenter sa chance ? M. Marçais, député ultra d'Alger, lui dit dans *Carrefour* que « ce serait très inopportun ». Et *Le Monde* titre, avec un sérieux imperturbable : « Le gouvernement entend parer à un nouveau putsch ». Faut-il donc croire que cela n'allait pas de soi ? Peut être ; en tout cas, pour y parer, le Conseil des Ministres se borne à procéder « semaine après semaine, à un examen clinique de la situation en Algérie ».

C'est peut être aussi tout ce qui est en son pouvoir. L'O.A.S. ne pourrait pas faire ce qu'il fait en Algérie, et même en France, sans des complicités solides dans l'Armée, la police, l'administration, les entourages ministériels. A quelle autorité obéissent donc les rouages de l'appareil d'Etat ? Cela dépend. « Depuis deux ans les activistes les plus recherchés sont rarement découverts, s'ils ont la bonté de se livrer eux-mêmes il est difficile de trouver des juges pour les condamner, et envoyés par miracle en prison il leur est plus naturel d'en sortir. Les routes ne sont sûres que pour les évadés, et les frontières sont des passoires ». Ce style admirable est celui de Jacques Fauvet (*Le Monde*, 1/2 octobre 1961). Seulement, ce qu'il appelle la « mollesse du pouvoir », il faut lui donner son vrai nom : la décomposition de l'appareil d'Etat.

Tout le monde parle de putsch imminent, mais personne n'a l'air de s'en inquiéter outre mesure. Les politiciens professionnels ont déclaré la patrie en danger, proclamé la nécessité de regrouper et d'unir les démocrates et même les républicains — puis sont revenus à leurs belotes. M. Mendès France convoqua une conférence de presse pour faire savoir que le pays

était au bord de la guerre civile, après quoi il partit en Italie. Quant aux français moyens, ils travaillent, se laissent exploiter, regardent la TV et dorment comme si le putsch éventuel ne les regardait absolument pas. Quelques appels à préparer la lutte contre les activistes sont tombés à plat ; on signale la constitution d'un comité anti-fasciste à Sainte-Brieuc, d'un autre à Albi.

Deux conditions essentielles semblent donc réunies pour qu'un nouveau putsch éclate et même réussisse. Si les généraux et les préfets, les commissaires de police et les juges d'instruction, avant de combattre un coup d'Etat, attendent d'être sûrs que celui-ci ne l'emportera pas ; et si la population refuse absolument de s'y intéresser — alors effectivement, une solide organisation de conspirateurs pourrait s'emparer du pouvoir.

Mais qu'y ferait-elle ? La réussite d'un putsch de l'O.A.S. serait, *ipso facto*, son échec. Soit un quelconque Salan « au pouvoir », à Paris. Renverserait-il la politique algérienne actuelle ? Admettons. Il lui faudrait quand même, s'il voulait mener la guerre à outrance, faire marcher, dans tous les sens du mot, la société française. Or, en dehors d'une minuscule frange d'ultras, personne en France ne veut la continuation de la guerre. La bourgeoisie veut en finir, car elle ne lui rapporte rien et risque en se prolongeant de troubler gravement la poursuite de ses affaires. Les travailleurs sont restés jusqu'ici apathiques pour beaucoup de raisons, mais aussi parce qu'ils croyaient que de Gaulle ferait la paix. Cette apathie ne se prolongerait pas longtemps si on leur proposait une poursuite indéfinie de la guerre. Le contingent a déjà montré le 22 avril qu'il n'acceptera pas passivement n'importe quel sort. Enfin, tous les gouvernements occidentaux se coaliseraient contre une politique qui pousserait le F.L.N. dans les bras de l'U.R.S.S. et de la Chine.

Salan, ou qui que ce soit, ne pourrait donc pas renverser la politique algérienne, sans être renversé lui-même dans quelques semaines. Le putsch pourrait-il n'être que le point de départ pour l'instauration d'un quasi-fascisme ; les gens de l'O.A.S. viseraient-ils l'instauration d'un nouveau régime en France même, et qu'en Algérie advienne que pourra ? — Cette perspective est aussi peu fondée que la précédente. Ni un régime, ni même un mouvement fasciste ou similaire ne sont possibles actuellement en France, car ils n'auraient ni programme, ni idéologie, ni base dans une section quelconque de la masse, ni enfin et surtout d'appui des couches dominantes qui se trouvent fort bien de la situation actuelle et n'ont aucune raison de s'embarquer dans une aventure qui se terminerait très mal en tout état de cause.

Mais, dira-t-on, tout cela étant admis, les gens de l'O.A.S. ne sont pas obligés de le voir. Après tout, le 22 avril la situation n'était pas tellement différente.

En effet, et l'on ne peut exclure une tentative des activistes de s'emparer du pouvoir, ou de faire sécession en Algérie. Ce

qu'on peut exclure, c'est que les activistes au pouvoir ou non, puissent imposer leur politique ; et ce qui est plus qu'improbable c'est qu'ils arrivent jamais au pouvoir en France. La situation est certes différente en Algérie, mais là encore, comme le montre J.-F. Lyotard dans l'article que l'on lira plus loin, les perspectives d'une O.A.S. installée au pouvoir sont rigoureusement nulles. Ajoutons qu'en cas de coup limité à l'Algérie, l'O.A.S. aurait à affronter pas seulement et pas tellement la partie « loyaliste » de l'administration et de l'Armée, mais le contingent et la masse musulmane dont l'attitude sera déterminée, beaucoup plus que par les consignes officielles du F.L.N., par la haine inassouvissable des colons racistes que l'atmosphère et les ratonnades des derniers mois n'ont rien fait pour apaiser.

***

Si l'idée d'un putsch prend aux yeux de beaucoup une consistance qu'elle n'aurait pas par elle-même, c'est qu'elle surgit sur le fond d'une autre constatation, infiniment plus sérieuse et irrécusable : la décomposition de l'appareil d'Etat et l'effondrement des institutions politiques du capitalisme, Parlement et partis.

Cette décomposition et cet effondrement ne sont pas nouveaux ; ce sont eux qui ont déjà rendu possible le 13 mai, cet autre putsch qui avait à la fois réussi et échoué. Tentative des éléments les plus arriérés de la société française de Dunkerque à Tamanrasset d'imposer la politique utopique et anachronique de l'Algérie française, il n'a réussi à renverser la IVe République qu'en manquant ses objectifs propres ; récupéré par les classes dominantes de la métropole, il a été mis au service de fins absolument contraires à celles des colons et des officiers activistes d'Alger. Il s'agissait, à court terme, de mettre de l'ordre dans le chaos généralisé créé pendant la dernière période de la IVe République ; à plus long terme, de rationaliser les structures économiques, sociales et politiques du capitalisme, de résoudre la contradiction entre la croissance d'une industrie moderne et le poids énorme des éléments archaïques dans l'économie, la politique et l'état, de liquider au mieux l'empire colonial et la guerre d'Algérie.

Le bilan du nouveau régime, du point de vue du capitalisme français, n'est pas simple. La situation économique immédiate du capitalisme français, qui au printemps 1958 était au bord de la faillite, a été redressée. Le budget a été équilibré, l'inflation éliminée, la balance des paiements extérieurs devenue excédentaire a permis de rembourser des dettes de presque deux milliards de dollars et de porter les réserves or et dollars de 370 millions de dollars fin 1958 à 2.850 millions fin septembre 1961. Le secret de ce redressement est fort simple : cependant que la rationalisation de la production, les nouveaux investissements et l'accélération du rythme

de travail faisaient augmenter la production industrielle de 20 % entre 1957 et 1960, les salaires réels des travailleurs après une baisse substantielle en 1958 et surtout 1959, retrouvaient à peine à la fin de 1960 leur niveau de 1957. Ce n'est qu'en 1961 qu'une augmentation des salaires réels en gros parallèle à celle de la productivité a recommencé.

Si rien de positif n'a été fait sur les grands problèmes de structure (agriculture, distribution, éducation, logement et urbanisme) au moins les effets du mouvement « spontané » du capitalisme n'ont pas été entravés comme par le passé ; ils ont même été favorisés par l'accélération du Marché Commun et l'intégration accrue de la production française au marché mondial. L'absorption des paysans par les villes et l'industrie s'est intensifiée, les usines vont chercher la main-d'œuvre bon marché et docile au fin fond des provinces, les fusions d'entreprises et les accords de spécialisation ont transformé plusieurs secteurs de l'industrie.

La décolonisation en Afrique noire était inévitable, mais telle qu'elle a été effectuée par de Gaulle elle a abouti à une débandade. Sans rappeler la farce de la « Communauté », il suffit de constater que la « présence française » en Afrique noire est désormais uniquement fonction des subsides versés par Paris aux gouvernements locaux, et durera autant que ces subsides.

Mais chacun constate l'échec du gaullisme en Algérie et son incapacité de reconstituer l'appareil d'Etat. Ce sont là évidemment deux phénomènes qui se sont réciproquement conditionnés, mais dont la cause profonde et commune est finalement la nature même du régime, son mode d'existence social et politique. Le régime est né, et ne pouvait que naître d'une opération au sommet. Il n'a pas été porté au pouvoir, ni n'y a été maintenu, par un mouvement politique véritable, qui aurait entraîné l'adhésion active d'un secteur quelconque de la société. Sa stratégie a donc naturellement consisté en une tentative de restaurer et de consolider l'appareil d'Etat à partir du sommet, profitant du soutien purement passif et plébiscitaire de la grande majorité de la population. Pour ce faire, il lui fallait d'abord ramener l'Armée d'Algérie sous l'autorité de Paris. Ce processus, entamé en septembre 1958, n'a jamais pu aboutir. De Gaulle n'a pas pu sortir de ce cercle vicieux, il s'y est plutôt lamentablement embrouillé : pour liquider les prétentions de l'Armée à un rôle politique, il fallait supprimer le fondement de ces prétentions, la guerre d'Algérie ; et pour terminer la guerre, il fallait être capable d'imposer le silence aux officiers. En fait, la prolongation de la guerre renouvelait constamment la dissidence potentielle des officiers activistes, et celle-ci rendait encore plus difficile la conclusion d'un accord avec le F.L.N. Il faut reconnaître que les invraisemblables absurdités qui ont caractérisé la conduite de l'affaire algérienne depuis trois ans — les tergiversations, les palinodies, les ajournements, les refus de

négocier suivis de l'octroi unilatéral et sans contrepartie de ce qui avait été refusé avec acharnement — ne résultent pas seulement de l'incapacité personnelle et de l'irréalisme de de Gaulle, mais reflètent également cette situation objective.

A cet égard, les plébiscites ne pouvaient être d'aucun secours. Le cercle vicieux n'aurait pu être brisé que par une force politique réelle en métropole, qui aurait animé et impulsé l'appareil d'Etat, entraîné des couches de la population à soutenir la politique gaulliste, fourni les cadres qui l'auraient réalisée. Or, une telle force politique, la bourgeoisie française a été et reste incapable de la produire. Rien de plus frappant que le contraste entre l'application que mettent bourgeois et « cadres » français à gérer leurs affaires privées, et ce mélange d'incapacité et d'indifférence qui les caractérise dès qu'il s'agit de « politique » — c'est-à-dire de leurs affaires collectives ; rien de plus éclatant que la contradiction entre l'état économique florissant du capitalisme français, et son délabrement étatique et politique. De l'échec du mendésisme à cette mare aux grenouilles qu'est l'U.N.R., en passant par la ridicule « néo-droite » de Duchet et les pitoyables « gaullistes de gauche », l'histoire des dix dernières années l'illustre suffisamment. L'explication de ce fait doit être recherchée dans l'histoire sociale et politique de la France depuis de longues années (1) mais aussi et surtout dans les traits les plus profonds de la période actuelle. Un mouvement politique nouveau, et essentiellement conservateur, ne saurait se constituer dans un contexte de dépolitisation générale et d'effondrement des valeurs de la société capitaliste. On ne voit pas où pourrait-il trouver les idées, les cadres, l'enthousiasme et le pouvoir de mystifier un secteur tant soit peu notable de la population.

La bourgeoisie a donc appuyé le régime gaulliste, elle n'a pas pu le nourrir et en faire une force capable de régénérer un appareil d'Etat décomposé, encore moins d'imposer de nouvelles orientations là où un effort de création politique était nécessaire. Le régime a des assises *sociales* certaines et solides dans toutes les couches privilégiées ou même modestement nanties, qui y voient la seule force capable de sauver le pays du « chaos ». Il n'a pas d'assises politiques ; il repose sur un mélange d'imaginaire et de négatif : le mythe de Gaulle et l'apathie politique généralisée. Ce serait suffisant, si les temps étaient tranquilles, l'Armée disciplinée et la police loyale. Ce n'est pas le cas.

C'est dans ces conditions que le mythe de Gaulle est appelé à remplir une fonction qui enfle au fur et à mesure que se rétrécit l'emprise du pouvoir sur la réalité, c'est-à-dire que s'accumulent les démonstrations d'imprévision, d'incompétence, d'incapacité, d'incohérence, de néant total du régime

(1) V., dans le N° 25 de cette revue, l'ensemble de textes : *La crise française et le gaullisme.*

et de son chef. Lorsqu'une époque n'a pas ses grands hommes, elle les invente, et il est tellement essentiel pour la société française que de Gaulle soit un grand homme d'Etat qu'une sorte de conspiration inconsciente se fait sentir jusque chez les adversaires du régime pour préserver le mythe. Pire que dans le conte d'Andersen, reconnaître que le Roi est nul serait insupportable parce que ce serait reconnaître la nullité de tout l'univers politique et de soi-même. Les échecs ont beau s'accumuler (2), par eux et à cause d'eux se constitue une entité de Gaulle à part et au-dessus de tous les actes du régime, qui échappe à la critique et même à l'appréciation. On juge inadéquat, faux, stupide, catastrophique tout ce que de Gaulle fait de particulier — le Général en général est toujours préservé. Et il en sera ainsi aussi longtemps que le mythe gardera son importance vitale pour la survie du système — donc aussi longtemps que de Gaulle restera au pouvoir.

Il n'y a donc pas eu de solution au problème politique du capitalisme français, et cela signifie que le régime actuel reste à la merci d'une crise sérieuse, interne ou externe, d'un changement d'attitude de la population, et même qu'il est suspendu à la survie de de Gaulle (que le sort d'un régime dépende de cet accident qu'est la mort d'un individu n'est nullement accidentel car cela traduit précisément l'incapacité de la société considérée à résoudre le problème de sa direction politique). A ce titre là, quel que puisse être le degré de modernisation de l'économie dans les années à venir, il subsistera une différence essentielle entre le capitalisme français et les autres pays capitalistes modernes : une fragilité fondamentale du système étatique et politique. Des réformes de la Constitution n'y changeront rien, aussi longtemps que l'institution et la vie de nouvelles organisations politiques de « droite » ou de « gauche » restera impossible.

***

Au ridicule du pouvoir fait évidemment pendant le ridicule de l' « opposition ». Une motion de censure, déposée au Parlement lorsqu'elle doit être déclarée irrecevable, ne l'est plus lorsqu'elle pourrait être mise aux voix. Une question préalable déposée avec tambours et trompettes est rapidement retirée sur demande du Gouvernement. Que cherchent donc les héros de la IVe République ? Rappeler qu'ils existent. Ils agitent la menace du putsch fasciste, visiblement sans y croire eux-mêmes ; les regroupements qu'ils proposent pour y faire

(2) Mentionnons sans choisir : la Constitution bancale de la Ve République ; la « Communauté » en peau de chagrin ; le tour de force consistant à faire de Houphouet-Boigny un ultra-nationaliste ; la pagaille algérienne ; les fissures introduites à la politique occidentale face aux Russes ; les pouvoirs dictatoriaux utilisés pendant cinq mois en vue de muter deux sergents et trois gendarmes, etc., etc.

face, se limitent à un entretien d'une heure et demie entre Mendès France et Mollet. Mollet ? On croit rêver. Qui donc a installé Lacoste à Alger, y a maintenu Salan et Massu, rappelé les disponibles, attaqué Suez ? Et qui a été ministre d'Etat de de Gaulle de mai à novembre 1958 ? Ils parlent de regroupement ; mais combien de personnes ces chefs seraient-ils capables de mobiliser pour une action quelconque ? Et que proposent-ils ? Rien ; le plus explicite, Mendès France, demande carte blanche pendant deux mois pour faire la paix en Algérie et « proposer au pays de nouvelles institutions », que celui-ci aurait sans doute à approuver par référendum (il ne faut pas perdre les bonnes habitudes). Quel genre d'institutions ? Aucun doute n'est permis à cet égard, lorsqu'on voit se dessiner la coalition qui devra les préparer : une resucée de la IVe République est tout ce que ces partis seront capables de produire, si l'occasion leur en est donnée.

***

On ne peut donc s'étonner de l'indifférence absolue manifestée par la population à l'égard de ces revenants. La grande majorité des travailleurs ne croit pas à la menace fasciste, en quoi elle n'a pas tort, et ne voit pas comment la compagnie de M. Mollet l'aiderait à la combattre, en quoi elle a raison. Mais il y a évidemment des facteurs beaucoup plus profonds et durables dans cette attitude. Il y a, fruit d'une longue expérience (3), le mépris de la politique et des politiciens traditionnels, vus à juste titre comme des escrocs réunis en cirque ; la conviction qu'en tout état de cause, ces agitations ne changeront rien d'essentiel aux conditions de vie et de travail ; le découragement sur la possibilité de modifier l'organisation de la société ; enfin, la déperdition de l'idée que les travailleurs peuvent avoir une action *autre*, une action *autonome* qui ne se situe pas sur le terrain de la politique traditionnelle mais vise à la détruire aussi bien que la société dont elle procède. Ce sont là des traits communs à tous les pays capitalistes modernes.

Mais en France les traits négatifs de cette situation ont été encore accusés par un autre facteur : la prostration des travailleurs sur le plan revendicatif. Le prolétariat français a subi sans réagir la réduction du niveau de vie, l'accélération des cadences, les économies de personnel, le durcissement de la « discipline » dans la production qui lui ont été imposés en 1958-59. Renforcée par des facteurs temporaires — les événements politiques, la menace de licenciements en fonction de la récession de 1959 et de la rationalisation des entreprises, le discrédit accru des syndicats, l'impression même qu'il

(3) On a donné une analyse de cette expérience dans *Bilan*, N° 26 de cette revue, pp. 3 à 12.

s'agissait d'une étape passagère — cette inaction, qui fait contraste avec la combativité *industrielle* du prolétariat anglais ou américain, par exemple, traduit des aspects essentiels de la situation du prolétariat français depuis la guerre. La division politique et syndicale très profonde depuis 1947-48 ; les traits particuliers de la bureaucratie syndicale, en partie inféodée presque directement aux gouvernements, en partie subordonnée, *via* le P.C., à la politique étrangère russe ; depuis quelques années, la rupture entre les générations et le refus par les jeunes ouvriers des formes anciennes d'organisation (4) ; subsidiairement, l'entrée dans l'industrie d'un nombre important de paysans et l'importation sur une large échelle de travailleurs étrangers, qui accédaient ainsi à un niveau de rémunération substantiellement supérieur — ce sont ces facteurs qui expliquent la faible combativité du prolétariat français depuis treize ans, et ses nombreux échecs. Ce sont eux également qui expliquent la facilité avec laquelle les bureaucraties syndicales ont pu faire disparaître jusqu'au souvenir même des formes de luttes ouvrières, et que les piquets de grève, les actions de solidarité, les collectes pour les grévistes soient devenues si rares en France.

***

Depuis trois ans, les travailleurs ont eu à se débattre contre des conditions d'existence très dures ; à la baisse du niveau de vie s'ajoutait l'insécurité de l'emploi et le durcissement des conditions de travail. Sur le plan collectif, ils ne trouvaient devant eux que la division, des organisations usées jusqu'à la corde, des traditions mortes. Maintenant, ils commencent à s'en sortir. La lente réanimation des luttes, commencée il y a plus d'un an, s'accentue comme en témoigne le succès répété des dernières grèves dans le secteur public. Autre fait caractéristique, à côté des demandes de salaire on voit apparaître des revendications concernant les conditions de travail et de vie dans l'entreprise.

Au même moment, les héroïques démonstrations des algériens, protestant contre la vie en ghetto qui est leur lot officiel dans le Paris de 1961, viennent rappeler brutalement à la population française que des milliers d'hommes vivant à côté d'elle sont prêts à affronter le combat et la mort pour en finir avec l'oppression. Elles viennent aussi dévoiler encore une fois l'ineffable ignominie de toutes les organisations « de gauche » qui protestent en paroles contre les traitements infligés aux algériens, mais pas une seconde n'envisageront une solidarité *effective*, dans la rue, avec des algériens qui manifestent : pour Thorez et les siens, pas moins que pour M. Robinet, les algériens sont des parias intouchables.

---

(4) V. l'article de D. Mothé, *Les jeunes générations ouvrières*, publié dans ce numéro.

Le futur putsch ; ce que de Gaulle pense, et ce qu'il dira à son prochain voyage ; le regroupement du P.S.U. et de la S.F.I.O. ; la succession du régime — ces futilités irréelles, voilà les préoccupations « réalistes » de bon nombre de militants pourtant sincères. La lutte du peuple algérien pour sa liberté, là-bas et ici ; les luttes des travailleurs français contre l'exploitation, qui recommencent — voilà ce qui est *réel* actuellement. C'est à partir de *cette* réalité qu'un mouvement ouvrier digne de ce nom pourra être reconstruit en France — non pas à partir d'une agitation vide contre un fascisme imaginaire. Et la tâche des militants n'est pas de mystifier les travailleurs et de se mystifier eux-mêmes en appelant à des regroupements à la fois impossibles, stériles et honteux. Elle est de s'atteler patiemment à cette reconstruction du mouvement ouvrier en aidant les travailleurs dans leurs luttes, en faisant renaître une conscience socialiste chez le prolétariat, en faisant comprendre la nature de la guerre d'Algérie, en suscitant la solidarité active des travailleurs français avec les algériens en lutte.

La tâche des militants ce n'est pas l'antifascisme confus, ni la préparation de la succession à de Gaulle. C'est la construction d'une organisation révolutionnaire de lutte, avec et pour les travailleurs.

Jean DELVAUX.

L'Algérie, sept ans après

1. — Jamais, depuis sept ans que les algériens se battent contre l'impérialisme français, celui-ci n'a été aussi loin dans les concessions, au moins verbales. Ce qui paraissait impossible il y a sept ans, à savoir qu'un gouvernement français reconnaisse jamais l'indépendance des départements d'Algérie et la souveraineté d'un gouvernement algérien sur les « territoires » sahariens, il a fallu, pour l'arracher, un million de morts, un million de déportés dans les camps de regroupement, des centaines de milliers d'émigrés en Tunisie et au Maroc, des dizaines de milliers de militants et de non militants arrêtés, torturés, internés, liquidés (1). Moyennant quoi de Gaulle découvre que *son* intérêt est d'abandonner l'Algérie. La cause est-elle donc entendue ?

Nullement. D'abord de Gaulle veut bien s'en aller, mais il faut qu'on lui dise merci : particularité caractérielle assurément, mais qui suffit à entraver des pourparlers en vue du « désengagement ». L'essentiel cependant n'est pas là. L'administration militaire et civile ne se retire pas de l'Algérie comme on descend d'un train. Son autonomie relative ne date pas d'hier, ni ses fonctions gestionnaires. Son retrait suppose donc son adhésion à la doctrine de de Gaulle. Et puis cette condition serait-elle remplie qu'il faudrait encore songer à « désengager » aussi les Européens d'Algérie, dont pour le coup l'autonomie et l'implantation sont plus que centenaires.

L'impérialisme, ce n'est pas seulement l'intérêt de de Gaulle : c'est aussi l'appareil dont la colonisation s'est servie et se sert pour écraser depuis cent trente ans un peuple et depuis sept ans sa révolte, c'est encore la population européenne que le capitalisme a installée dans ce pays, dotée de privilèges de toutes sortes, entretenue dans une incroyable mentalité. L'impérialisme, ce n'est pas seulement le décompte de ses intérêts actuels, c'est ce qui reste actuellement de ses intérêts passés, et dont il ne parvient pas à se débarrasser.

Tous les compromis, peuvent bien être passés avec le F.L.N., aucun n'est réalisable si Paris n'a pas les moyens de l'imposer à l'armée et aux Européens d'Algérie.

2. — L'armée d'abord n'a pas été reconquise par le gaullisme : Paris l'obligeait jour après jour à abandonner ses « succès ». Le gaullisme, pour elle, c'est cette défaite insidieuse, dont le sens commence à lui apparaître, et qui la démoralise. Les résultats qu'elle avait pu obtenir sur le plan militaire ont été annulés par la suppression des opérations offensives au printemps dernier et par le transfèrement en métropole de deux divisions de choc ; à l'intérieur l'ALN a pu reconstituer ses groupes partout où le quadrillage et les commandos mobiles l'avaient contrainte à se disloquer. Même aux barrages Est et Ouest, la situation a changé : on peut supposer en effet que le GPRA a saisi l'occasion que lui offrait l'affaire de Bizerte pour obtenir que du matériel lourd soit stocké en Tunisie et au Maroc (2).

Sur le plan politique, l'ordre de dégrouper les populations « regroupées » a interrompu le contact de l'armée avec la masse paysanne. Les zones naguère interdites sont désormais aux seules mains de l'administration frontiste. Les fonctions gestionnaires des postes français sont passées au second plan, après les tâches de police et de défense.

Les résistances de toutes sortes et finalement le putsch d'avril 1961 étaient nés de cette situation, celle d'un appareil contraint d'abandonner sa fonction sans aucune contre-partie : ni celle d'avoir remplie cette fonction, ni celle d'avoir à se convertir en vue d'une nouvelle tâche. Mais l'échec de la tentative de Challe a fait perdre à l'armée l'espoir de modifier la politique gaulliste en restant dans une semi-loyauté. Les sabotages, la résistance ouverte du contingent ont appris aux cadres non seulement quelle est l'opinion métropolitaine en général, mais aussi qu'ils n'auraient pas de troupes pour un coup d'état militaire sur place.

Sans doute une fraction des officiers et sous-officiers trouve-t-elle une issue en participant aux actions de l'OAS. Mais elle ne peut être qu'infime dans les corps de troupe, où une activité offensive est impossible à cause du contingent : en définitive les cadres activistes désertent, ce qui atteste que l'armée n'est pas l'OAS. On complote plus aisément dans les Etats-majors, mais c'est sans importance réelle.

Dans leur majorité, les militaires attendent : ils ne peuvent être gaullistes, ils jugent une initiative autonome de l'armée vouée à l'échec, enfin ils ne veulent pas lier leur sort à celui des activistes de l'OAS. On se contente donc d'effectuer les opérations de routine, sans espérer vaincre l'ALN, on oppose et on opposera à toute initiative de Paris une certaine force d'inertie : en particulier, il est exclu que l'armée puisse être engagée à fond dans la répression de l'OAS et plus généralement dans une opération de mise au pas des Européens d'Algérie. On ne la voit pas davantage collaborer avec les bataillons de l'ALN pour maintenir l'ordre dans une période

(1) Pour une population de 9 millions d'algériens. Ce qui signifierait pour la France actuelle : 5 millions de morts, 5 millions de déportés, plusieurs millions d'émigrés et plus d'un million d'internés.

(2) Le poste français de Sakhiet a été évacué au début d'octobre.

transitoire. Paris le sait si bien que pour cette dernière mission il essaie de créer une « force de police » algérienne, et que pour la première il fait appel à peu près exclusivement aux gendarmes et aux CRS.

3. — Les représentants civils de l'appareil étatique français en Algérie ne paraissent pas moins désenchantés. L'absence de directives précises, la perte du contact avec les populations algériennes les privent des fins et des moyens de leur mission. Dans la police chaque clique venge ses morts : les éléments ultras poursuivent la lutte contre le FLN, les commissaires « républicains » encore vivants cherchent à traquer l'OAS. L'administration préfectorale ou municipale, isolée dans tel ancien village de colonisation déserté par les Européens, laisse opérer presque ouvertement les propagandistes et les collecteurs du Front, les maires et les sous-préfets musulmans consultent l'organisation nationaliste sur les mesures locales ; au contraire dans tel quartier urbain, soumise à la pression des pieds noirs, l'administration ferme les yeux sur les lynchages, ses hommes paient et laissent payer l'impôt à l'OAS, une jurisprudence de fait remplace le tribunal pour les affaires criminelles et même civiles. Les services économiques enregistrent pour leur part non seulement la stagnation du plan de Constantine, mais le marasme général que provoquent l'exode des bénéfices et des capitaux, l'exil d'une partie de la population européenne, la thésaurisation consécutive à l'inquiétude.

L'appareil étatique français en Algérie offre dans son ensemble l'aspect d'un organisme en train de se rétracter sur place, laissant au dehors de lui les deux communautés se polariser plus énergiquement que jamais autour de leurs organisations respectives.

4. — Les officiers extrêmistes ont tiré les conclusions négatives d'avril 1961 : l'armée ne peut pas être l'instrument de la politique « Algérie française », le semi-légalisme à la manière de Challe est impossible. Ils ont donc positivement organisé la seule force qui s'oppose à la fois à la lutte de libération algérienne et à la politique gaulliste de dégagement : les Européens ; avec cette force ils ont commencé à construire un appareil contre-révolutionnaire illégal. Les anciennes organisations ultras ont été pulvérisées en groupes d'action cloisonnés, et absorbées dans une hiérarchie unique. Des opérations d'intimidation, d'intoxication et de terrorisme ont été dirigées contre les Européens hésitants et l'administration. Pour les manifestations de rue, les jeunes, les étudiants ont été organisés en commandos et encadrés. Le collectage des fonds s'effectue sur le modèle du FLN. Des filières pour les déserteurs et les personnalités existent. Cette organisation cristallise l'expérience que les cadres militaires ont pu faire de la guerre de répression sur les fronts coloniaux depuis

quinze ans, elle rencontre pour la première fois le terrain favorable d'une population que tout prédispose à la soutenir.

L'OAS constitue donc un obstacle sérieux à la politique de de Gaulle. Elle tend à supplanter l'administration officielle dans les villes où les Européens sont nombreux. Elle suffit à maintenir beaucoup de cadres militaires et civils dans l'expectative. Infiltrée dans l'appareil policier et militaire, elle émousse la répression dirigée contre elle.

Pourtant les activistes n'ont sur le terrain aucune perspective *offensive*. Un gouvernement « Algérie française », aurait-il le soutien de toute la population européenne, ne pourrait se maintenir une fois sécession faite. Le problème reste donc, comme l'a montré l'échec du putsch d'avril, celui de la liaison avec la métropole. L'attitude actuelle de l'armée rend improbable, on l'a dit, un coup de force militaire. Reste à savoir si les difficultés que rencontre le régime en France peuvent servir de tremplin à une action plus ou moins travestie de l'OAS.

A défaut d'une telle extension de son influence vers la métropole, l'OAS conserve en Algérie un atout défensif : elle peut exercer, et elle exerce déjà, le chantage à l'affrontement des communautés, au « bain de sang », à la « congolisation » de l'Algérie. Elle peut ainsi espérer, à tort ou à raison, participer en tiers aux négociations touchant l'avenir du pays, en tout cas les influencer, et préparer sa domination dans les éventuels secteurs de regroupement européens.

5. — Mais les perspectives que les parties en présence entrevoient, comme les hypothèses que l'on peut faire à leur sujet, restent subordonnées à l'orientation que le Front entend imprimer à la lutte des algériens. Le GPRA paraît en effet détenir la clé de la situation, selon qu'il appuie de Gaulle contre l'OAS ou qu'il s'attaque indifféremment à toutes les expressions de l'impérialisme, qu'elles soient périphériques ou centrales.

A la politique du dégagement, il pourrait donner un appui tactique, en lançant sa propre organisation secrète contre l'OAS, et aussi un appui politique en faisant aboutir au plus vite un accord avec Paris sur la période transitoire. De Gaulle et le GPRA n'ont-ils pas dans l'OAS un adversaire commun ? — Mais c'est là une hypothèse absurde : son apparente logique omet la cohérence des raisons et des passions en présence. Pour le dire en bref, les algériens luttent pour s'affranchir de l'impérialisme, et l'impérialisme, jusqu'à nouvel ordre, c'est pour eux une situation de dépendance maintenue tant bien que mal par 500 000 hommes de troupe, des camps, des prisons, des déportations, des bouclages, des interrogatoires, et, au bout de tout cela, par Paris. A côté l'OAS fait tout au plus figure de caricature provocatrice. En outre le FLN n'a pas d'intérêt tactique à affaiblir réellement les activistes, c'est-à-dire à renforcer de Gaulle, tant que

celui-ci ne lui aura pas consenti des concessions irréversibles touchant l'indépendance, la souveraineté sur le Sahara, le sort des Européens, l'organisation de la période transitoire et sa propre représentativité.

Une coopération de l'ALN avec non pas même l'armée française, mais une « force algérienne » distincte ne peut donc être envisagée avant que ces concessions aient apporté la garantie que l'impérialisme français abandonne pour de bon l'Algérie. En attendant, la lutte continuera. Il est même probable qu'elle se renforce, au moins en Algérie, où la situation militaire, on l'a dit, est plus favorable aux combattants algériens qu'auparavant et où l'implantation des militants dans les villes semble plus forte que jamais.

Cela ne veut pas dire que le GPRA refuse de négocier ; au contraire, de l'affaiblissement actuel du gaullisme et du fait que le Front est la seule force capable de s'opposer réellement aux activistes, il peut espérer tirer des concessions qu'il sent proches. Mais il ira aux négociations avec une intransigeance intacte sur les principes. Ce n'est plus lui le demandeur (3).

6. — Une telle orientation atteste combien l'insurrection s'est transformée depuis 1954, dans deux sens complémentaires et antagoniques : sa base populaire s'est élargie d'année en année, son programme s'est enrichi de l'expérience accumulée dans la lutte et de l'apport des nouvelles couches sociales et des nouvelles générations ; les petits noyaux clandestins du début sont devenus un appareil hiérarchisé, formalisé, qui pénètre dans toutes les activités de la population algérienne et, en raison de sa structure, ne parvient cependant à en répercuter les modifications que faiblement. Il y a eu depuis des années bien des signes de cette transformation ; le plus récent, même s'il n'est pas, et de loin, le plus important, est le remplacement d'Abbas par Ben Khedda à la présidence du GPRA.

Nous nous sommes déjà expliqués sur l'entrée massive de la nouvelle génération algérienne dans la lutte proprement politique et sur la tension qu'elle devait créer entre cette « vague nouvelle » et la direction (4). Autant qu'à l'échec des négociations d'Evian et de Lugrin, c'est à ce décrochage relatif par rapport à leur base que les dirigeants ont voulu riposter en renouvelant l'équipe du GPRA. Ben Khedda n'est certes pas un homme nouveau, ni l'incarnation de la jeune génération algérienne. Mais Abbas était un politicien bourgeois classique, rallié tardivement, tandis que le nouveau président est par excellence un homme de l'appareil. Il n'a

(3) Au moment où nous écrivons, Tunis réclame de nouveau la participation de Ben Bella et de ses camarades aux négociations : c'est qu'elle équivaudrait à une reconnaissance de facto du GPRA.

(4) Voir *Socialisme ou Barbarie*, N° 32, pp. 62-72.

cessé d'occuper des postes responsables dans le Front depuis sa création. Son expérience est celle d'un « révolutionnaire professionnel ». Son idéologie, qui accepte de combiner les références islamiques avec le salut aux pays « socialistes », semble tout à fait éclectique. Sa promotion enfin a vraisemblablement été le résultat d'une lutte de fractions au sein du GPRA, et même du CNRA.

Mais toutes ces particularités sont autant de signes d'une unique réaction : confronté avec l'échec des négociations, avec le dynamisme des jeunes algériens des villes, avec les réticences des syndicalistes (notamment dans la Fédération de France), l'appareil frontiste a riposté en se renforçant, en éliminant les membres qu'il n'avait pas forgés de toutes pièces, en donnant la première place à un homme dans lequel il puisse s'incarner sans réserve. L'éclectisme de Ben Khedda confirme cette interprétation : il exprime fidèlement l'incertitude idéologique du FLN, mais il était aussi une condition indispensable pour obtenir une majorité parmi les membres du CNRA et du GPRA. Les luttes de fraction, parfois politiques et parfois personnelles, ne peuvent actuellement que s'achever par des compromis. L'éclectisme est la transcription idéologique du compromis pratique.

On peut donc s'attendre que les exigences radicales, latentes dans la jeune génération, et les tendances « marxisantes » des syndicalistes ne trouvent pas encore l'occasion de s'exprimer à travers la direction actuelle. Celle-ci va renforcer l'unité de l'appareil en simplifiant et en contrôlant les liaisons internes, reconstituer partout son autorité, en particulier dans la Fédération de France et les organisations syndicale et étudiante, encadrer plus étroitement la population algérienne en multipliant les agitateurs et les propagandistes, équiper en matériel lourd l'ALN extérieure et en faire le noyau d'une armée régulière, resserrer les liens avec les autres mouvements coloniaux.

Ce que cette orientation signifie c'est que la consolidation de l'appareil destiné à encadrer les masses pendant l'étape suivante, celle de la construction de la nouvelle société algérienne, doit être entreprise sans délai et placée à égalité d'importance avec la lutte de libération nationale. L'élimination de la bourgeoisie nationaliste est ainsi consacrée. Cette dernière avait besoin d'un compromis rapide avec l'impérialisme pour établir son autorité et maintenir la lutte dans son cadre strictement nationaliste, de même que l'impérialisme avait besoin de cette bourgeoisie pour passer un compromis ; cet enchaînement est maintenant impossible. Ce n'est pas dire que Ben Khedda soit Mao-Tse-Toung ; mais il suffit d'un Fidel Castro pour faire reculer l'impérialisme. De ce point de vue la question de savoir qui, de la bourgeoisie ou de la bureaucratie locales, prendra finalement la direction de la lutte, est déjà réglée. Mais celle qui ne l'est pas, c'est la question de l'encadrement des masses, c'est-à-dire de renforcement de la

bureaucratie par rapport aux couches les plus dynamiques de la population.

Le renforcement de l'appareil n'est pas une donnée indépendante : il traduit au contraire, — en les trahissant parce qu'il les transpose dans le langage de la bureaucratie —, une action plus intense, une pression plus forte des masses algériennes. S'il faut renforcer l'appareil, c'est parce qu'il s'affaiblissait non pas relativement à la lutte contre l'impérialisme, mais par rapport à la croissance de l'expérience et de la conscience politique, sociale et historique dans toutes les couches de la population, chez les travailleurs, les femmes, les jeunes. La répression et la riposte à la répression sont la matière de la vie quotidienne depuis sept ans : les questions qui se posent dans cette vie et les réponses qui peuvent leur être données sont pareillement l'objet de la réflexion quotidienne. Il n'y a pas un algérien maintenant qui n'ait des idées sur tous les problèmes de sa société, qui plus ou moins obscurément n'ait dans sa tête et presque dans sa chair une certaine image de la société qu'il va falloir construire, — simplement parce que la durée et l'intensité de la lutte lui ont imposé une expérience très étendue.

Ce bouleversement de la conscience traditionnelle, cette accumulation d'une expérience dans laquelle se trouve incluse, pour les algériens qui ont travaillé en France, celle de la production moderne, constitueront pour les dirigeants de demain une donnée difficile à maîtriser. En renforçant l'appareil, ceux-ci cherchent (même s'ils n'en sont pas conscients) à canaliser les forces vives de la société future, tant que la lutte de libération leur permet d'exiger et d'obtenir une adhésion presque inconditionnelle ; la chose sera sans doute moins aisée lors de l'étape suivante. Ainsi se trouve préfigurée, avant même que l'impérialisme ait lâché prise, la lutte des classes dans l'Algérie indépendante.

Jean-François LYOTARD.

Les jeunes générations ouvrières

La crise de la jeunesse est dans toutes les bouches, sous toutes les plumes. Dans une société où rien ne tient plus debout, le commentateur officiel feint de découvrir avec une surprise d'autant plus ridicule qu'elle est sincère (l'infâmie allant de pair avec l'inconscience), que les jeunes ne participent plus à des valeurs — inexistantes, ne s'alignent plus sur des adultes — déboussolés, bref, qu'ils ne marchent plus.

Aspect de la décadence occidentale ? On le rencontre aussi bien à Varsovie ou à Moscou. Phénomène limité à la progéniture des classes privilégiées ? S'il est incontestable qu'une jeunesse sans responsabilités matérielles immédiates peut donner à son désarroi une expression plus fréquente et surtout plus « scandaleuse », c'est totalement abstrait de prétendre qu'aux jeunes ouvriers ne se posent que les problèmes de leur classe en général. Ces problèmes ont été portés et vécus d'une certaine façon par les ouvriers aujourd'hui mûrs ou vieux, et c'est sur ce terrain aussi et peut être surtout que la rupture se fait entre les générations ouvrières.

C'est donc à un double titre : comme manifestation extrême de la décomposition de la société capitaliste, et comme exemple (virtuellement le plus lourd de conséquences) de refus de participer aux valeurs, aux activités et aux organisations instituées, que le problème de la jeunesse nous apparaît à la fois capital et différent du traditionnel phénomène du « conflit des générations ». Nous en commençons aujourd'hui l'examen avec le texte de D. Mothé publié ci-dessous, qui décrit l'attitude des jeunes travailleurs en usine et leurs rapports avec les autres ouvriers. Nous publierons par la suite un ensemble de textes sur la jeunesse étudiante, et nous espérons conclure par une étude sur l'ensemble du problème.

Dans la grande industrie il n'y a pas beaucoup de jeunes qui entrent comme O.S. ou manœuvres. La plupart des jeunes ont un métier. Les O.S. et les manœuvres sont fournis d'une part par la main-d'œuvre paysanne, les déracinés, ceux que la terre ne suffit plus à nourrir, ceux qui ont été chassés de leur village par le tracteur, les machines modernes et la rationalisation. Ceux-là, il y en a tous les jours des nouveaux qui arrivent, heureux s'ils peuvent entrer dans l'industrie. Là les machines et la rationalisation leur ont réservé une place et ils s'en trouvent au début tout reconnaissants envers la société et le progrès. Il y a d'autre part les légions d'émigrés : les quelques politiques qui arrivent des Balkans et les émigrés

Italiens et Espagnols qui viennent pour envoyer de l'argent à leur famille. Il y a enfin les Nord-Africains.

Les jeunes Français des villes sortent en général des écoles d'apprentissage avec un métier, ou bien, s'ils n'en ont pas, leurs parents les envoient dans l'administration. Peu de parents consentent à expédier leurs enfants dans les chaînes de montage ou sur des machines de fabrication, ou s'ils y consentent c'est qu'ils ne savent pas ce qui s'y passe — et quel est l'ouvrier qui ne sait pas ce qui se passe derrière les murs des grandes entreprises.

Le jeune des villes, lui, il entre dans l'industrie gonflé à bloc, il a été dans les écoles d'apprentissage, il a fait du travail compliqué. On lui a dit et répété :

— Vous verrez quand vous serez dans l'industrie, vous verrez ce n'est pas de la rigolade, c'est autre chose que ce que vous faites.

Les jeunes l'ont cru, ils n'avaient aucune raison de ne pas le croire. Ils ont appris les maths, ils ont abordé la trigonométrie, l'algèbre ; ils ont fait du dessin, ils ont appris à travailler sur des machines, calculer des cônes de filetage, le taillage des engrenages hélicoïdaux, ils ont appris à calculer les cotes, ils ont appris à se servir du plateau circulaire, du mandrin diviseur.

Ils ont visité des usines, ils ont vu des adultes travailler et leur cœur s'est serré, ils ont vu les autres. On les a conduits comme n'importe quel visiteur, c'était l'apologie de la mécanique et de l'industrie :

— Voyez ceci est une Truforming, nouvelle machine américaine, ceci une Doall, autre nouvelle machine américaine.

Les mots techniques, la complexité des machines leur en ont imposé. Ils sont passés dans les allées des ateliers avec un chef qui leur a expliqué gentiment ou impersonnellement, ils ont regardé les adultes comme des étrangers. Ce ne sont pas les ouvriers qu'on leur montrait, mais les machines, tant et si bien que la plupart ne se sont même pas aperçu que ce serait bientôt là leur place.

Ils n'ont pas vu ou compris le regard ironique des vieux ou des adultes, ils n'ont pas vu la mine désabusée des jeunes ouvriers, ils ont vu ce que les visiteurs voient, c'est-à-dire rien. Ils ont vu des machines, ils ont entendu un chef ; pour eux l'industrie a pris la forme d'une grande foire aux merveilles.

On leur a dit et répété qu'ils y joueraient un rôle dans ce carrousel de machines ; on leur a répété que leur place était là, réservée, qu'ils allaient devenir des gens indispensables.

— « Je croyais que l'industrie n'attendait que nous après mon apprentissage, je croyais que les patrons allaient me dire : Enfin vous voilà, on vous attendait » — me racontait un jeune. — « Je croyais que j'étais quelqu'un parce que j'avais fait trois ans d'apprentissage ».

La réalité s'est vite chargée d'enlever la couche d'illusion que les écoles d'apprentissage badigeonnent pendant des années.

Quand il entre dans la grande boîte l'arpète n'est pas bousculé comme avant par les compagnons. Autrefois, même avant la guerre, l'apprenti était celui qui allait d'abord servir de bonne à tout faire aux autres compagnons. Quand il entrait dans l'industrie il devait, en plus de la maîtrise, supporter ses propres camarades de travail, et le plus sadique n'était pas toujours le patron ou le contremaître. La vie de l'apprenti, c'était l'apprentissage de toute la saleté, de toute l'ignominie des adultes.

C'est lui qui faisait toutes les commissions, lui que l'on prêtait, qui faisait les petits travaux, lui qui se faisait engueuler par tout le monde. Souvent, pendant les premières années, l'apprenti apprenait plus à éviter les coups de pied dans le cul qu'à se servir d'une lime ; l'apprenti c'était le souffre-douleur.

Aujourd'hui l'apprentissage se fait en dehors de l'atelier ou de l'usine, l'apprenti est mis sous verre et quand on le lâche il est à peu près l'égal des autres. Il n'aura pas à subir des humiliations ou leur mauvaise humeur.

Quand il entre, il est presque admis comme un homme par les autres. Toutefois, s'il est considéré par les ouvriers comme un adulte, par contre quand il passera par les nombreuses mains de la maîtrise il sera considéré encore comme un enfant.

Pour la maîtrise le jeune c'est toujours celui que l'on doit former, celui que l'on doit tenir, celui à qui on doit inculquer la discipline. La maîtrise se donne bénévolement un rôle éducateur auprès du jeune. De plus, comme le jeune est souvent plus vulnérable dans le travail, il semble moins disposé à se défendre que les autres et la maîtrise en profite. Le jeune reste souvent, dans ce sens, le souffre-douleur de la maîtrise. Les sévices et les ennuis que les chefs lui causent, trouvent toujours une justification : c'est pour lui apprendre.

— C'est pour lui apprendre quoi ?

— Lui apprendre la vie.

Alors l'injustice est permise, elle est même recommandée.

Quand il a passé par les différents bureaux pour se faire immatriculer, étiqueter, inscrire, placer, il sera un privilégié s'il ne s'est pas déjà fait engueuler.

Dès qu'il a endossé son bleu, alors c'est la dégringolade des illusions. D'abord dans le travail, il s'aperçoit vite que le travail n'est pas si intéressant qu'à l'école d'apprentissage. Il s'aperçoit ensuite qu'il n'est presque pas intéressant ; enfin, après quelque temps, qu'il n'est pas intéressant du tout. Il s'aperçoit que ce que l'on veut c'est de la vitesse.

Au début il ne va pas vite, il s'applique, il a peur de

louper ses pièces. Alors il se fait engueuler ; il faut aller plus vite, respecter les délais ; alors il s'affole, il va vite et commence à tuer les pièces. Alors il se fait engueuler et on lui fait remarquer que c'est le deuxième reproche pour son travail. Alors il se débrouille. Il essaie de respecter les délais et de ne pas trop bousiller les pièces. Son seul secours sera les autres, les autres compagnons qui lui donneront les combines; les combines n'auront rien à voir avec ce qu'il a appris à l'école, ce seront même des méthodes qu'il aura du mal à accepter. Il considérera les autres comme des hérétiques jusqu'au jour où lui aussi mettra son honneur professionnel de côté et cherchera comment faire sa paye. S'il a du mal à s'adapter, la maîtrise ne loupera pas une occasion pour le menacer de la porte.

Non, on ne l'attendait pas dans l'industrie !

Il se rendra compte qu'il n'est pas indispensable, que pour faire ce qu'il fait son apprentissage ne lui a presque pas servi, qu'enfin il s'ennuie à travailler, que les journées sont longues. Il sera aussi amer contre le travail que les vieux. Il sera même plus amer parce qu'il n'y est pas habitué.

Quand il regarde autour de lui il voit les vieux qui font depuis des dizaines d'années ce qu'il fait depuis des mois.

Il les voit aussi ancrés dans leurs habitudes, le regard souvent éteint, avec leurs manies. Ils sont là, ils ont vécu là et n'attendent que la retraite ; c'est le seul espoir qui leur reste.

Il questionne : dans trente ans je serai comme eux ? Il voit sa propre image dans trente ans, il voit sa vieillesse.

Oh ! mais dans trente ans j'aurai quitté les manivelles, je ne suis pas fait pour ce genre de chose. Moi, la mécanique ce n'est pas mon fort. Je ne vais pas faire ce travail de con pendant longtemps.

Il interroge autour de lui :

— Tu ne connais pas un boulot ou on ne s'emmerde pas ?

— Tu n'as jamais réussi à sortir de là-dedans ?

— As-tu essayé ?

Pourtant il y a des tas d'autres boulots qui sont bien :

— Tiens, regarde dans les bureaux !

Alors il se brode toute une mythologie sur le travail des bureaux, sur le travail des représentants, sur tous les autres emplois. Il pense que tout est mieux que son travail. Il cherche, questionne, mais ne veut pas devenir ce vieux qu'il voit travailler devant lui. Sa propre image dans trente ans, il commence à la haïr.

— Les vieux ils sont cons. Regarde-les, ils ne disent rien, ils sont toujours à leur travail. Ils ont l'air d'aimer leur boulot. Ils ont l'air d'avoir peur, ils ne rouspètent pas. Ils attendent leur retraite. Quand on parle avec eux, ils parlent comme des livres. Ils disent des choses toutes préparées, toutes faites qu'ils

répètent depuis des années. Les choses qu'ils disent, c'est comme s'ils les avaient empruntées à la maison, c'est comme les outils qu'on leur prête pour travailler. Ils s'en servent ; ils se servent des mêmes.

— Mon petit t'es jeune toi, t'as pas connu le temps où...

Le temps où il y avait des choses formidables. On travaillait moins, on s'entendait mieux entre nous, on rouspétait, on se mettait en grève ; ou bien le temps où les chefs étaient plus sévères, où on licenciait pour un oui ou pour un non, le temps où on devait beaucoup travailler, le temps où l'on ne gagnait pas sa vie.

Le temps d'autrefois c'est toujours quelque chose de magnifique ou d'horrible, ce n'est jamais une époque qui ressemble à celle où l'on vit. Eh bien, les jeunes ils n'en croient pas un mot ; ils écoutent, ça les ennuie ; ils en rigolent. Pour eux le passé, ça devait être ce que c'est maintenant et ce que ce sera dans 20 ou 30 ans.

Les vieux ils radotent.

— Mon petit, toi tu ne connais pas la vie. Tu vois j'en ai pas l'air, mais j'ai bourlingué dans ma vie...

— Mon petit tu es jeune, eh bien moi à ton âge j'en ai fait des coups. On peut dire que j'ai profité de la vie, moi. A ton âge je vadrouillais toutes les nuits et, tu vois, les femmes, eh bien moi j'en ai profité tu sais. Quand je repense à tout ça, eh bien je dis que j'ai eu raison.

— Il faut profiter de la vie quand on est jeune !

— Les jeunes de maintenant ils ne savent pas. C'est vrai... Ils ne s'amusent pas comme dans le temps.

— Moi j'ai 54 ans mon petit et les carottes sont cuites. Encore 11 ans et je m'en vais. L'usine, la politique, je m'en fous, j'en ai que pour 11 ans.

— Mon petit il faut prendre la vie comme elle vient. Crois-moi, tu vois j'ai 60 ans. Il y a 35 ans que je suis dans la boîte et j'en ai vu des choses, j'en ai vu passer des gens ici. Eh bien, tu vois je suis encore costaud, je pourrai encore en remontrer à pas mal de jeunes.

Des discours de ce genre tous les jours. Les vieux qui cachent leur infirmité de travailleur, les vieux qui racontent leur vie et qui disent tous la même chose.

Qu'ont-ils fait en réalité ?

Rien. Rien qui puisse en faire des héros. Rien qui puisse les faire considérer par les jeunes. Les vieux ils ont attendu. Leur histoire de travailleur est pavée par le vide.

Il y a eu une guerre, ils l'ont faite.

Il y a eu le travail obligatoire en Allemagne, ils y ont été.

Il y a eu la Résistance, certains y ont participé.

Ils sont revenus et tout a recommencé. Ces générations n'ont rien à dire. De 36 peut-être, mais ça été si court, si rapide qu'on s'en souvient à peine.

Tout cela c'est encore une raison d'avoir de la rancune

contre les vieux. Non seulement ils représentent ce qu'on sera plus tard, mais aussi leur passé est méprisable, triste et ennuyeux.

Il y a leur langage, mais aussi leur façon de penser qui est d'une nature différente. Les vieux ont été élevés, se sont éduqués dans leur organisation syndicale ou au travers d'elle. Pour la plupart, leur culture leur est venue de la politique. Ils sont capables de vous parler de la Chambre bleu horizon, d'autres du gouvernement Daladier, de Paul Raynaud, de Jouhaux, de Blum, etc. Ils peuvent vous raconter toute l'histoire qu'ils ont vécue par les événements politiques. Leur mode de pensée a été un mode politique. Leur phrase a été empruntée au vocabulaire de la politique. Il y a des choses tabou chez les vieux comme il y a des choses sacrées. Ils peuvent difficilement accepter des choses qui n'entrent pas dans ce mode de pensée.

Par exemple, le syndicat reste pour la plupart d'entre eux un organisme tabou. C'est l'organisme de défense des travailleurs. On peut le critiquer mais c'est cela ; dans le temps ça a été cela.

Pour les jeunes le syndicat c'est une administration quelconque. Ils ne savent pas combien il y en a, qu'est-ce qu'ils représentent, si l'un est meilleur que l'autre. Ils ne le savent pas et ne veulent pas le savoir. Ils s'en désintéressent totalement.

Les partis politiques existent, oui, mais que sont-ils ? Que représentent-ils ? Y a-t-il des partis qui représentent les travailleurs ? Et qu'est-ce que ça veut dire, représenter les travailleurs ?

Il y a eu aussi des guerres.

— En 1914 ça c'était la guerre, c'est pas comme la guerre d'Algérie, ça n'a rien à voir. C'était une vraie guerre.

Les jeunes répondent :

— Vous ne connaissez rien à la guerre d'Algérie, vous n'y avez pas été.

Et ils parlent de leur guerre. Chacun a eu la sienne, et quand ils en parlent ils ne confrontent pas leurs guerres, ils parlent chacun de la leur sans écouter l'autre. Tout est différent. Avoir fait les mêmes choses ne les rapproche pas, bien au contraire ça semble les éloigner davantage.

Des fois les discussions s'animent.

— Qu'est-ce que vous foutez vous les jeunes ? Vous ne pensez qu'à vous amuser. Vous n'avez rien dans la tête.

— Et vous qu'est-ce que vous avez foutu pendant 50 ans ?

Un jeune lâche un mot qui fait rugir un vieux. Il ne comprend pas. Pourquoi y a-t-il des mots qui les choquent ? Pourquoi y a-t-il des choses qu'il ne faut pas dire ?

Ils ne comprennent pas, plutôt ils ne se comprennent pas entre eux.

Les vieux veulent moraliser, mais leur morale n'a pas de contenu, c'est de la camelote, des lieux communs. Les vieux veulent transmettre leur expérience de la vie aux jeunes, mais cette expérience est dérisoire, misérable, souvent lamentable.

Les vieux veulent enseigner, mais même le langage qu'ils emploient est incompréhensible. Et puis enseigner quoi ? Il n'y a qu'à les voir. Ils sont soumis, courbés par leur condition. Ils baissent la tête devant les chefs, évitent de trop rouspéter, et ils veulent malgré cela moraliser !

Ce qu'ils ont fait ?

Ils ont beau le raconter, l'enjoliver, l'exagérer, ça ne provoque pas l'enthousiasme, les baillements tout au plus.

Au-dessus de 35 ans quelle est cette génération ? Les uns, les politiques — peut-être les derniers de cette espèce — ceux qui parlent non pas pour comprendre les autres mais pour leur faire comprendre leurs idées. Les discussions ou le raisonnement suit la même nécessité, la même logique. Le raisonnement sur les élections, sur le gouvernement, sur la situation internationale. Des gens qui ne parlent plus aux autres, qui ont plutôt l'air de se parler à eux-mêmes quand ils s'expriment, parce que personne ne les écoute ou bien ça ne pénètre pas. Ces gens qui parlent comme à des sourds, qui s'en rendent compte mais qui ne veulent pas comprendre pourquoi les autres sont sourds, pourquoi toutes ces discussions les ennuient profondément. Ils ne veulent pas et le plus terrible c'est qu'ils semblent ne plus pouvoir comprendre les jeunes, tous ceux dont le raisonnement ne se base plus sur les valeurs qui les guident. Ils parlent avec les vieux, et ils se répètent inlassablement en bâillant eux aussi parce qu'ils s'ennuient de se répéter les mêmes choses, toujours les mêmes. Il y a toute cette catégorie de politiques, les plus cultivés, et puis les autres qui ont abandonné toute activité, qui se cantonnent dans leur vie personnelle, qui suivent leurs habitudes jusqu'à la retraite, qui vivent au ralenti, pour eux-mêmes ; qui parlent d'eux, de leur maladie, de leurs problèmes. Ils en parlent avec les autres, le monde s'est rétréci à leurs dimensions ; dans l'atelier ils jugent tout d'après eux-mêmes.

Cette génération n'a engendré que les militants usés et les autres fermés au monde.

Derrière cette génération il y a les jeunes qui s'interrogent, bousculent toutes les idées, tous les tabous et vivent avec les autres comme dans un musée de vieilleries. Les jeunes qui ne croient pas au travail, qui veulent avoir de l'argent, monter les échelons, les jeunes avides de richesses, détestant ce qu'ils font, dégoûtés des autres, cyniques, sceptiques à tout, mettent tout en cause, passant tout au crible, et ayant définitivement exclu « l'Espoir » de leur vocabulaire.

Le monde meilleur, les lendemains qui chantent, c'est de la mythologie. La seule chose qui compte c'est de trouver le truc, la combine pour sortir des manivelles, s'échapper comme

un voleur de l'atelier avec une situation ou un carnet de chèques, mener la belle vie, les voitures, les femmes, l'air libre.

C'est cela pour les jeunes les lendemains qui chantent, mais il faut être stupide pour relier cet espoir à un idéal politique quelconque. Ils savent bien que cet idéal ne peut être qu'un idéal individuel. Ils savent bien que pour avoir la belle vie, il faut qu'il y ait des masses de gens qui triment, qui aient la mauvaise vie, qu'il faut des manœuvres, des O.S., des travailleurs enfermés dans les usines. Ils le savent. Ils n'arrivent pas à avaler les histoires que les politiques peuvent bien leur raconter. Ils ne croient pas à des lendemains qui chantent collectifs puisqu'ils savent qu'il n'y a pas de lendemain qui chante dans le travail, dans les usines et aux manivelles. Les seules perspectives c'est de passer la barricade, aller des manivelles aux grands bureaux. Et cela ce n'est pas une solution collective, ce ne peut être qu'une solution individuelle basée sur la chance.

Quel idéal, disent les vieux, les politiques, avec mépris ; quel idéal ils ont ces jeunes ? De notre temps nous, on se battait pour la collectivité, eux, ils ne pensent qu'à eux-mêmes.

Et les vieux, les politiques, ils ne s'aperçoivent pas qu'ils récoltent les fruits de leur propagande, les fruits de leur politique, ils ne reconnaissent plus ce qu'ils ont débité dans leurs tracts, aidé à colporter dans la population.

Pourtant qu'ont-ils proposé aux jeunes ? Un avenir meilleur, c'est quoi ? De meilleurs salaires, consommer plus, avoir sa voiture, avoir le confort. Pour montrer que les ouvriers russes sont heureux, on les montre en vacances, on les montre chez eux, on les montre dans le train, dans un salon de lecture, au spectacle. C'est cela le bonheur, c'est moins travailler et consommer plus de richesses.

C'est cela que veulent les jeunes aussi, et pourtant ils ne vont pas au parti, ils comptent s'en tirer tout seuls, parce qu'il n'y a pas de limite dans cet idéal. Quand on a une voiture, on veut en avoir une meilleure ; quand on a trois semaines de congé, l'idéal devient un mois, puis cinq semaines, etc. Tout cela n'a pas de limite et si l'on réfléchi, pas une société ne peut combler cet idéal. Les jeunes deviennent asociaux parce qu'ils acceptent l'idéal que les politiques leur proposent.

Un délégué communiste nous avait expliqué un jour que la société russe résolvait le problème de l'humanité parce que c'était la seule société qui permettait aux travailleurs de s'élever. Voici ce qu'il expliquait.

— Là-bas la hiérarchie sociale existe bien entendu, mais les travailleurs ont la possibilité de grimper les échelons hiérarchiques, ce n'est pas comme dans les pays capitalistes.

Ainsi un manœuvre peut aller, et va, au cours du soir. Il apprend un métier, devient O.S., il continue à apprendre et devient professionnel, et ainsi de suite, disait-il.

Sans s'en apercevoir il venait de donner une solution personnelle, mais qui répondait mieux à son idéologie que n'importe quelle étude du parti. Il avait trouvé un système où les travailleurs pouvaient s'évader de leur condition et ne plus être travailleurs, il avait imaginé un monde où le travailleur n'était qu'un travailleur de passage, une véritable société idéale pour n'importe quel ouvrier du monde entier. Etre aux manivelles pour dix ou quinze ans et être à peu près sûr de les quitter. Evidemment cette société imaginaire se présentait comme une société où la hiérarchie sociale correspondait à l'âge des gens, où les jeunes commençaient manœuvres et finissaient directeurs.

C'était une lacune dans son raisonnement et toute société hiérarchisée présente comme idéale une société où les valeurs d'argent et de consommation sont les seules valables ; il faut être du côté des riches, être du côté de ceux qui commandent et non de ceux qui exécutent.

Cet idéal c'est celui des travailleurs, c'est celui de l'humanité, c'est celui des jeunes. Mais ces derniers s'aperçoivent bien que cet idéal ne peut être qu'individuel et dans ce sens c'est eux qui sont logiques, ils sont les seuls qui poussent leur idéal jusqu'à sa propre logique : se débrouiller pour ne plus être travailleur, même au besoin en devenant un gangster.

La société que proposent les politiques c'est cette société qui exclut la solidarité ; c'est cette société où les hommes luttent pour ne plus être ce qu'ils sont. Et contre qui les hommes peuvent-ils lutter si ce n'est contre d'autres hommes qui détiennent ces postes ou même les convoitent simplement. C'est la loi de la jungle qu'on propose à tous les horizons aux jeunes et c'est la loi de la jungle qu'ils ont adoptée ; seulement pour les politiques cette loi avait des limites, des tabous. Les jeunes n'ont fait que reculer ces limites, éloigner les tabous ou tout simplement les supprimer.

Les tabous c'était :

— l'amour de la Patrie,
— l'amour du Travail,
— le civisme,
— le loyalisme,
— l'esprit de famille,
— l'honnêteté, etc...

Toute cette morale était plaquée sur la société comme un pansement, ces lois ne correspondaient plus à l'idéal social.

L'amour du Travail ?

Mais puisque l'idéal de tous les hommes c'est de ne plus travailler ? Puisque la société fait miroiter aux travailleurs des lendemains qui chantent dans lesquels ils travailleront moins ?

L'amour du Travail ?

Puisque ceux qui commandent sont plus rétribués, gagnent plus, sont plus récompensés que ceux qui travaillent, puisque les privilèges sont distribués à ceux qui ne font pas de travail manuel ou intellectuel mais à ceux qui dirigent ?

L'amour du travail est devenu l'amour de diriger.

L'amour de la Patrie ?

Mais dans cette société l'ennemi pour l'exécutant est celui qui commande. Aimer sa patrie c'est aimer son chef, son adjudant, son capitaine, son général, c'est aimer sa condition de soldat.

La morale de la société s'est individualisée, elle devient monstrueuse et les politiques ne la reconnaissent même plus, pourtant c'est eux qui l'ont colportée et défendue.

Les jeunes entrent peu à peu dans leur case comme les boules dans un billard japonais, ils y entrent sans enthousiasme, dégoûtés, sans idéal, sans croire à rien, en remettant tous leurs espoirs en eux-mêmes. Alors c'est la course aux places et aux situations, excluant toute solidarité, toute vue collective des choses ; c'est le culte du moi, d'un moi auquel on ne croit pas, c'est le cynisme élevé en principe. La vie s'ouvre devant eux comme un immense champ de course.

Revenus de l'armée certains se lancent dans les études techniques pour passer dans les bureaux. Qu'importe la place, dessinateur, technicien, agent de fabrication, pourvu qu'on quitte les manivelles.

Les rapports humains se ferment de plus en plus, le langage devient hésitant, on fait attention avant de parler tellement il y a d'embûches, tellement certains mots heurtent des susceptibilités, le langage se ferme peu à peu et perd de sa spontanéité. Il faut réfléchir avant de parler, tellement réfléchir qu'on ne parle plus ou presque. Ce que l'on dit n'a plus d'intérêt et on lance des paroles sans s'en apercevoir, on suit ses mots sans y penser. Le langage sert de moins en moins à communiquer, il sert de moins en moins à s'exprimer, à comprendre les autres. Le langage devient un amalgame de mots, une parure que l'on porte, des conventions que l'on traîne. Le langage se peuple peu à peu de lieux communs qui souvent s'enchaînant les uns aux autres forment ce que l'on appelle la conversation. Parler se vide de sens, on ne parle plus que pour briser la monotonie, mais le vide des mots engendre la lassitude.

Pour un vieux le mot socialiste, le mot communiste, le mot syndicat, le mot Juin 36, le mot Résistance, le mot fasciste, le mot boche, le mot guerre, le mot Russe, le mot Américain, provoque une réaction passionnelle. Ces mots doivent être bien employés par les jeunes, autrement ils provoquent l'irritation et la colère. A tous ces mots sont rattachés une histoire, des souvenirs, une partie de la propre

vie des anciens ; ces mots ont des valeurs, provoquent des émotions. Pour les jeunes ce sont des mots et rien de plus. ça n'évoque rien, que le vide des mots. Ils voient des anciens se mettre en colère autour d'une phrase. Ils ne comprennent pas, ça les ennuie.

Les anciens voudraient bien que les jeunes emploient ces mots dans leur bon sens. Mais quand ils les emploient ils les utilisent comme tant d'autres sans faire attention ; sans se soucier de leur contenu, puisque pour eux ils n'ont pas de contenu.

Qu'est-ce que « fascisme » pour un jeune qui avait 4 ou 5 ans pendant la guerre ?

Ils essaient de parler et de raisonner avec leur expérience, avec ce qui les entoure, avec ce qu'ils voient. Les anciens raisonnent avec ce qu'ils ont vécu, avec ce qui les a entouré, avec ce qu'ils ont vu, la réalité c'est essentiellement leur passé. Le moment où ils ont fait quelque chose dans leur vie, ou du moins où ils ont cru faire quelque chose. Le présent s'est déprécié à leurs yeux, ils refusent souvent de le voir, ils sont trop fatigués, trop habitués à faire la même chose pour comprendre ce présent.

Il a dû exister dans l'histoire des périodes où les anciens léguaient leur expérience aux jeunes, où les anciens transmettaient leur savoir, leur culture, leurs croyances, leurs espoirs aux jeunes. Cette période a peut-être existé. Elle n'existe plus.

Le savoir ? Mais les jeunes savent plus que les vieux. Ils savent mieux leur métier, ils ont appris plus de choses que les anciens. Et de toute façon ils ne se servent ni les uns ni les autres de leur savoir pour travailler, alors ils sont à égalité. Les vieux n'ont aucune prépondérance sur les jeunes. Leurs croyances, nous l'avons vu, prêtent à équivoque et ce que les anciens ont pu croire les jeunes l'ont transformé, poussé à l'extrême, à l'absurde même.

Les vieux n'ont rien à apprendre aux jeunes, n'ont rien à leur dire, n'ont rien à leur transmettre.

Leurs traditions ? Les vieux ne peuvent plus transmettre ces traditions. Les traditions ouvrières se sont institutionalisées. Le Premier Mai c'est un jour de fête comme l'Ascension, ça ne représente rien d'autre. Les partis ouvriers, les syndicats, ce sont des institutions, ça ne représente rien que des institutions. Les anciens ont vécu un monde où tout cela n'était pas encore institutionalisé, où tout cela était lié à leurs luttes, à leur volonté, où ils déterminaient quelque chose dans les manifestations, dans les syndicats. Aujourd'hui tout cela est vide. Comment alors se comprendre, comment échanger ses idées, la confrontation devient pénible, on n'y arrive pas.

Pourtant il faut vivre ensemble jeunes et vieux pendant des heures. Il faut se cotoyer, il faut se rendre service, il faut s'aider. On ne peut pas vivre à l'atelier en perpétuelle hosti-

lité ou en perpétuelle incompréhension. Il faut s'humaniser, humaniser tout ce qui nous entoure, donner un peu de vie à cette atmosphère, la rendre respirable. Il faut être gentil. On cherche alors les points communs, ce qui nous rassemble, ce qui nous lie tous comme des galériens. On parle de nos chaînes, on en parle, on en parle, on trouve un coin de notre expérience qui nous unit, nous permet de nous comprendre. On en parle, heureux, rassurés tout d'un coup d'avoir trouvé un frère, heureux d'avoir pu correspondre. On cherche encore ce qui pourrait bien nous unir, on cherche mais à part nos chaînes il n'y a rien que la banalité. On s'y vautre aussi pour assainir nos relations.

Mais de chercher continuellement à s'en sortir n'est pas un des motifs qui provoque la solidarité. Vouloir s'en sortir c'est entrer en compétition avec tous.

Comme c'est le seul espoir qui reste, certains s'y accrochent.

Ainsi ils entrent peu à peu dans cette catégorie de gens qui cherchent tous les motifs, toutes les raisons pour se prouver qu'ils ne sont pas des parias, qu'ils ne sont pas réduits à cet état sublime d'infériorité. Une catégorie qui dépasse une autre, un coefficient hiérarchique qui s'éloigne du zéro absolu, une marque de confiance d'un chef qui s'ennuie et qui dit : « je te donne ces pièces à faire à toi parce que je sais que tu ne les tueras pas ». Un vêtement taillé chez un bon couturier, une voiture qui brille de ses chromes et de son vernis, une connaissance que l'on a glané au hasard de ses lectures et que l'on jette dans une conversation comme un trait de lumière. Une remarque désobligeante ou un sourire entendu que l'on réserve à celui qui a fait une faute professionnelle, à celui qui s'est fait engueuler par les chefs, à celui qui a eu l'imprudence de se faire prendre en faute. « L'idiot, il ne sait pas s'y prendre, moi quand je fais la chose je sais me démerder ».

Une phrase que l'on relève : « Non ce n'est pas français cela, on dit PSYKOLOGUE et pas PSYCHOLOGUE. — Pourtant ça s'écrit psychologue, alors je dis psychologue. — Bien sûr, tu ne comprends pas que c'est du grec, du vieux grec, et en vieux grec on dit K au lieu de CH ».

— « Moi mes pièces je les prends comme cela, ainsi je gagne du temps ; eux, ils s'y prennent comme des manches, *ils ne savent pas bosser*. Ils ne savent pas travailler, le grand argument que l'on essaie de placer ça et là pour essayer de se persuader et persuader les autres que — *Je sais travailler moi*, je suis qualifié, moi ».

Un petit grade que l'on cherche, une petite différence qui distingue des basses couches de cette population de manœuvres ou d'O.S.

Ceux qui se servent de n'importe quoi pour en faire un

petit piédestal, pour se grandir, s'élever au-dessus des autres, ne plus faire partie de cet flot humain.

Mais la réalité du travail est bien mince pour croire que l'on est différent des autres. On se hisse dans des petits groupes, mais devant tous les autres on reste un triste matricule. Il y a alors ceux qui fouillent dans leur imagination et racontent leur passé avec un flot de détails, d'anecdotes, toutes aussi fausses les unes que les autres, ceux qui tourmentent leur esprit pour s'insinuer dans toutes les conversations et dire :

— « Tout cela c'est rien, moi il m'est arrivé pire. C'est incroyable, je n'ose pas le raconter tellement c'est extraordinaire ».

Il raconte, s'élance, modifie l'histoire, la géographie, les lois de la gravitation et le principe d'Archimède. Il bouscule et terrasse plus fort que lui, trouve une réplique si pertinente qu'on ne peut lui répondre et l'on se confond en excuses, chasse ou pêche comme un homme des cavernes, séduit les femmes comme un Don Juan, fait l'amour comme une machine au mouvement perpétuel. Il est superman dans cet univers de sous-hommes qu'on veut lui faire vivre. Sa malveillance systématique vis-à-vis des autres lui sert à se hausser frénétiquement.

— Moi je ne suis pas malheureux — répétera-t-il.

Il s'affichera comme l'homme heureux, l'homme qui a tout ce qui lui faut, dont la vie est un équilibre parfait. Il joue son personnage, parfois arrive même à l'incarner, alors il devient complètement stupide. On l'évite, il devient solitaire et on l'appelle seulement quand on s'ennuie pour essayer de lui sortir une énormité et pour en rire ensuite pendant les longues heures de travail.

Se prendre pour un superman c'est une forme d'intégration dans le travail, c'est la seule forme, il n'existe que celle-là.

Personne ne s'intègre dans la production tel qu'il est. Soit il la refuse continuellement, il rechigne, dit à longueur de journée que c'est dégueulasse, qu'il veut en sortir, qu'il en sortira ; il répètera qu'on est tous des cons, qu'il est écœuré de tout, qu'il en a assez, qu'il ne vit que pour les vacances, qu'il est impossible de vivre pendant 35 ou 40 ans là-dedans ; soit il sera cet éternel mécontent et révolté, soit alors il s'intégrera mais en se transformant en un autre personnage. En étant le meilleur ouvrier, le plus riche, le plus distingué, le plus intelligent. Il ne peut pas s'intégrer comme P2, encore moins comme P1 ou comme O.S. Il ne peut pas être lui-même, sa propre image n'a pas de sens, sa propre vie est une farce.

— Pourquoi vient-on travailler tous les jours ? demande René.

— Pour gagner sa vie.

— Mais pourquoi gagne-t-on sa vie ?

— Pour vivre.

— Et nous vivons pour travailler. C'est absurde en y réfléchissant. On vit pour s'emmerder là-dedans. On vit pour devenir aussi con que les vieux.

Il montre tous ces visages fermés, ces grandes rides qui barrent les faces comme une croix, les yeux éteints où tout l'être n'est que fatigue, ennui et routine.

Pourquoi vivent-ils eux ?

Pourquoi ont-ils vécu ?

S'ils vont jusqu'à la retraite, et bien peu y arrivent, ils ne savent plus vivre, ils n'ont jamais su que travailler. A 65 ans les yeux sont si fatigués que lire est une calamité, une fatigue supplémentaire. Quand ils étaient jeunes, ces vieux, ils n'ont rien appris qu'à travailler. Les loisirs n'existaient presque pas. Le dimanche on se reposait, on bricolait, on allait au bistrot. Maintenant beaucoup, quand ils s'en vont de l'atelier, le quittent avec crainte. Ils ont vécu là, que vont-ils devenir, que vont-ils faire, seuls dans les rues de la ville ?

On n'apprend pas à vivre ou à s'occuper à 65 ans si pendant 65 ans on ne vous a appris qu'à obéir, à se taire et à faire un travail stupide ; 65 ans c'est trop tard, et ils le savent.

Beaucoup, malades, restent et veulent rester jusqu'à la fin et un beau jour ils disparaissent, ils meurent sans beaucoup de jours de maladie. Des hommes de 60 ans paraissent souvent 10 ou 15 ans de plus. Le matin depuis le métro ces vieux se poussent, se traînent, se catapultent avec des cannes, des difformités, des colonnes vertébrales inclinées à droite ou à gauche, des claudications, des mains où les doigts manquent, habillés comme des ouvriers, provocants avec leur bleu et la casquette, ils y viennent, attirés comme par un aspirateur, ils accourent au portillon, baissent la tête devant les gardiens, se bousculent, peut-être heureux d'avoir encore le droit de se faire plumer, la seule marque de virilité, ce qui leur reste pour leur prouver qu'ils sont encore utiles, ils viennent finir leurs jours, souvent en avance, avant les autres ils s'installent paisiblement à leur place en attendant le klaxon. Ils lisent le même journal depuis des dizaines d'années, ne discutent presque plus, se taisent, ne chahutent pas, s'effacent peu à peu.

Tout leur est hostile ; la maîtrise qui ne lésine plus sur son arrogance quand il s'agit de moribonds, le travail aux cadences trop rapides qu'ils ne peuvent plus suivre, les autres travailleurs dont la force, la santé, sont une menace perpétuelle pour leur avenir, des muscles frais qui sont là comme pour les pousser plus vite, les remplacer à leur machine, des muscles assoiffés d'automatismes qui obéissent à leur propriétaire et à la maîtrise. Tout cela n'est qu'hostilité. Ils essaient de se préserver de tout par le mutisme, par un peu plus de servilité, des courbures d'échine, une obéissance excessive aux

règlements, une observation de plus en plus rigoureuse de ce qu'il faut faire et ne pas faire, une plus grande vigilance sur son propre jugement, l'incertitude perpétuelle sur le travail. L'abolition de toute assurance, le doute continuel sur ce qu'on fait, sur ce que l'on est, la hantise de la malfaçon et de l'engueulade, l'obsession de la porte comme châtiment suprême, l'attente passive de la mort, sans résistance, par la peur de vivre.

Les vieux politiques, ceux qui ont milité ou militent encore, s'accrochent à leurs amis, à leur parti, à leur syndicat comme à une épave. Ils approuvent, acceptent de distribuer le journal, diffusent tout sans se demander quelles idées, quelles consignes ils diffusent mais souvent le font pour être intégrés à la communauté, pour trouver un endroit où ils servent à quelque chose, pour avoir un peu de chaleur humaine. Ils sont là dans leur organisation comme l'ombre fidèle où les années ont lavé presque définitivement toute couleur de révolte. Ils sont passifs et résolus, là pour aider et se taire, contre l'aumône d'une poignée de main amicale. Comme des chiens battus, ce qu'ils revendiquent encore c'est une caresse.

Les politiques c'est les privilégiés, là ils ont des amis, les autres n'en ont plus, que leur femme peut-être, qui dans bien des cas est le reproche vivant de leur propre vie. Ils sont seuls, ne croient en rien et passent leur temps à organiser les détails de leur vie avec minutie ; chaque chose est rangée, chaque sou destiné à agrémenter, à peupler leur vieillesse, leur avenir.

Ils se retirent peu à peu des groupes, sont exclus des conversations. Ils se répètent à longueur de journée et leur cerveau, lui aussi fatigué de ne pas avoir eu droit à fonctionner, comme ankylosé, bégaie, ânonne, des fois se bloque sur une idée.

Et ils se voient ainsi, abandonnés peu à peu par les autres, à rabâcher, à mâchonner tout seuls leur misère qui n'est même pas originale.

C'est cela l'image de l'avenir des jeunes travailleurs. C'est cette seule réalité de l'avenir qu'ils peuvent voir et comprendre. Ils pouffent de rire quand ces vieux leur parlent des lendemains qui chantent.

— « Il faut être con pour y avoir cru » disent-ils. Eux on ne les aura pas. Ils s'en sortiront.

Et il leur faudra des années pour se persuader qu'ils n'en sortiront pas. Ce sont ces années de la jeunesse qui sont glorifiées et affichées comme l'emblème du bonheur.

— « On n'a pas tous les jours 20 ans ».

Ce sont ces années de désillusion que pas à pas ils vont franchir.

René a 24 ans, il me confie qu'il a peur. Peur de quoi ?

— J'ai peur quand je rentre à l'usine, j'ai peur dans la rue, j'ai peur du monde. Je ne me sens en sécurité que chez moi, dans l'appartement que j'ai arrangé moi-même.

Il y bricole dans son appartement, il se sent enfin libre de réfléchir, de juger. Avec les autres il y a toujours une tension ; il faut prendre des précautions. Quand on exprime son opinion avec d'autres, on n'exprime souvent qu'une opinion tronquée, on exprime plus une opinion par rapport à l'autre que sa véritable pensée. On parle pour le partenaire soit en se méfiant, soit en le provoquant. Rarement les rapports humains se dépouillent d'une certaine censure.

René continue :

— Moi je te le dis à toi cela, je te dis que j'ai peur des gens parce que je sais que tu peux comprendre et que tu n'iras pas le répéter, mais je n'irai pas le dire aux autres.

— Pourquoi ?

— Parce que les autres ils se foutraient de moi, ils en riraient, ils profiteraient de la situation pour faire des plaisanteries.

Après une discussion où il s'était fait engueuler il conclut qu'à partir de maintenant « il fermerait sa gueule ».

— Pourtant j'avais dit cela, et cela je le pensais. Alors les autres ils ont été me chercher des tas de conneries.

Il fermera sa gueule et parce qu'il n'arrive pas à s'exprimer il se vengera en empêchant les autres de s'exprimer. Il tournera tout en dérision. La moindre discussion il la sabotera systématiquement. Il poussera tout à l'absurde, il ridiculisera tout, parce qu'il trouve tout ridicule.

Il comprend que les gens n'expriment pas ce qu'ils pensent, ou très peu ce qu'ils pensent. Qu'entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font il existe un abîme. Il découvre la superficialité de l'expression. Il découvre la banalité des mots et des rapports entre les individus. Alors il critique, il démolit toutes les idées en les poussant un peu, pas beaucoup, pour qu'elles bousculent dans l'absurde. Il répète les poncifs avec grandiloquence :

— Le prolétariat ne reculera pas, il saura mettre à la raison les patrons et leurs valets.

— Contre l'exploitation éhontée du capitalisme nous saurons nous unir tous, combattre ensemble et vaincre.

La bonne blague, il fait comme d'autres, il s'en tape sur les cuisses.

— Tout ça c'est des mots et les gens ils ne comprennent pas que c'est des mots, seulement des mots. Mais il y en a encore qui y croient à tout cela.

Jean, même âge, dans un accès de franchise et de confidence prétend qu'il ressent les choses, qu'il a des idées mais qu'il n'arrive pas à les exprimer.

— Et si je les exprime, eh bien personne ne les comprend. On ne comprend pas ce que je veux dire.

Il en conclut qu'il est trop ignorant, qu'il n'est pas assez cultivé. Puis il ajoute que puisque les gens (il veut dire surtout les adultes et les vieux) ne le comprennent pas, il préfère se taire.

— Mais pourquoi n'essaies-tu pas de les convaincre, de te faire comprendre ?

Il me regarde étonné, comme si je venais de dire une énormité.

— Essayer de me faire comprendre par tous ces cons, c'est impossible, essayer de les convaincre qu'ils sont ce qu'ils sont ? Personne n'y arrivera.

Il réfléchit.

— Tu crois qu'on peut les changer ? (il veut parler des vieux).

Pour lui comme pour d'autres les vieux appartiennent à un autre monde, ont un autre système de pensée, se servent d'un arsenal de vieilleries, de lieux communs, d'idées et de mots tout couverts de poussière, salis, dégoûtants.

Mais comme ils refusent d'attaquer de front tout cet univers, ils deviennent cyniques, superficiels et critiques.

Leur critique systématique devient du nihilisme. Ils savent que toutes les valeurs des anciens sont à jeter au panier et ils n'osent rien mettre à la place. Ils ne se sentent pas attirés par d'autres valeurs. Toutes les valeurs leur semblent critiquables. Le vide absolu devient leur seul point de rencontre. Ils sont heureux de critiquer, de démolir, et ils font tout cela au nom du bon sens. Ils se sentiraient honteux de remplacer ces vieilles valeurs par d'autres.

Leur seule façon de s'affirmer c'est en balayant tout devant eux, en se purifiant continuellement des valeurs comme s'il s'agissait d'une maladie microbienne, et quand parfois on les prend en flagrant délit de croyance ils s'en excusent.

Celui qui va se marier dit qu'il va faire une connerie, et il le pense souvent très sincèrement.

Quel est le jeune qui oserait affirmer auprès de ses camarades qu'il va se marier avec une femme qu'il aime ? Quel est celui qui oserait dire cela en bravant le ridicule ? Il dira qu'il se marie parce que tout le monde passe par là. Qu'il fait cela parce que ça se fait. Qu'il le pense vraiment ou non n'est pas la question, mais le fait est qu'il n'ose pas affirmer que l'amour est une valeur en laquelle il croit. La seule valeur admise est la négation des valeurs, de toutes les valeurs, de toutes les morales, de toutes les croyances.

Pourtant dans la pratique ils se conduisent souvent comme les plus conformistes, ils viennent régulièrement au travail, respectent autant que les autres les règlements, ne parlent pas plus que les autres, se marient conformément aux traditions, ont des enfants comme les autres.

Leur anticonformisme est surtout verbal et ce qu'ils rejettent ce n'est pas le mode de vie, c'est le mode de pensée, c'est la croyance en ce mode de vie qu'ils rejettent ; c'est la moindre justification de cette vie. Ils semblent agir sans y penser, ou en pensant le contraire, mais ils agissent dans les voies traditionnelles, les voies de la facilité. Ils se laissent pousser par le courant. Ils se laissent aller partout où les traditions les poussent avec cynisme, avec dégoût, en se moquant souvent d'eux-mêmes.

Ce qui frappe c'est à la fois leur degré de conscience et leur degré de passivité. La lucidité qu'ils ont sur le monde dans lequel ils vivent et l'acceptation de leur propre souffrance, de leur propre condition. La seule explication que l'on peut donner à cela c'est qu'ils n'ont rien où s'accrocher, qu'ils n'ont pas confiance dans leur jugement puisqu'ils se trouvent seuls, que les vieux et les traditions ne leur sont d'aucun secours et qu'au contraire les seuls qui pourraient les aider à s'opposer au monde, les encourager à cette réfutation de la société, les condamnent et les méprisent.

Ce sont ces tendances saines, ces tendances révolutionnaires des jeunes qui vont se perdre dans le néant, qui vont s'abîmer peu à peu dans la vie quotidienne. Le dynamisme des jeunes va se perdre dans l'abrutissement du travail parce que les anciens sont incapables de comprendre autre chose que leur lamentable passé et leurs haillons crasseux qui leur servent de culture.

La violence et la provocation systématique ont été des traits par lesquels les travailleurs arrivaient à se distinguer de leur uniformité de vie. Certains essaient d'émerger de cette monotonie par une attitude de dur. Etre un homme, se conduire comme un homme, avoir des couilles au cul, ne pas se faire prendre pour un con, ne pas être une lavette. Pour certains cela a été une obsession et reste une obsession de leur vie. Dans la production cette attitude d'homme est difficile et presque impossible à conserver. Ne pas être une lavette consisterait à se faire respecter par la maîtrise, exiger d'elle d'avoir un minimum d'égards et cela n'est pas possible à l'échelle individuelle. Si soixante-dix pour cent d'ouvriers d'un atelier acceptent les brimades, les trente pour cent qui restent pourront difficilement ne pas les accepter et quand il ne reste que cinq pour cent qui veulent les refuser il leur est encore plus difficile de rester dans l'atelier ou l'usine.

Le sentiment de dignité est très difficilement compatible avec la condition ouvrière. Le travailleur c'est, comme le soldat, celui qui est à la merci d'autres hommes.

Ce sentiment de dignité il essayait de l'introduire dans son travail quand le travail n'avait pas encore été détérioré jusqu'à l'absurde comme il l'est aujourd'hui.

Essayer de mettre un peu de dignité dans des séries de 5 000 pièces est impossible.

Etre digne en face des chefs qui vous provoquent et avec lesquels vous devez mesurer vos paroles c'est aussi difficile.

Le mieux est de se faire oublier, ne pas se faire remarquer, passer inaperçu.

Certains essaient alors de faire passer ce sentiment de dignité dans leurs rapports avec leurs camarades. La dignité, la violence et la susceptibilité se confondent alors très facilement.

On ne veut pas se laisser faire par ses propres camarades. Les moindres discussions, les moindres différends prennent alors un ton acerbe. On se provoque pour un oui ou un non, on se menace comme les nobles des XVIe et XVIIe siècles, la menace de duel est constamment étalée. On se sent atteint dans sa dignité, alors on veut réparer l'outrage, on le répare rarement avec les poings, souvent avec des insultes. Cette attitude c'était et c'est pour beaucoup le dérivatif, c'est le moyen de se croire véritablement un homme qui est respectable et qui est respecté. Quand le duel se réalise avec un membre de la maîtrise celui qui l'a provoqué passe pour un héros et on en parle encore des années après qu'il a été congédié.

On parle encore d'un ouvrier qui, il y a 25 ans, s'était fait congédier par un contremaître. Après s'être fait régler son compte, il est revenu dans l'atelier et est allé dans le bureau vitré de son chef. Il a fermé la porte derrière lui et a même pris la précaution de tourner le verrou. Alors là il a eu une explication, il a réglé son compte au contremaître. Les arguments il le savait n'avaient aucune valeur puisqu'il était sans recours contre un chef, alors il ne lui restait qu'un autre argument, le plus sûr, la force. Là il se sentait l'égal de l'autre. Il se savait même favorisé, il devait même se douter que l'autre aurait peur, qu'il penserait à sa situation avant de se défendre. Lui n'avait rien à perdre. Alors il l'a frappé, et les autres ont regardé et leur cœur s'est rempli de joie. Celui-là il est devenu un héros, on en parle encore tandis qu'il doit être vieux. Lui s'il racontait son histoire les jeunes l'écouteraient sûrement, l'envieraient, le jalouseraient même. Lui il a osé, mais on ne fait qu'en parler.

La violence est pour beaucoup un reste d'attachement à des valeurs préprolétariennes, à des valeurs humaines qui existaient dans les sociétés ou les hommes n'étaient pas considérés comme des choses. La susceptibilité, on la retrouve encore chez les Nord-Africains qui admettent difficilement le caractère inhumain des rapports dans l'usine. La violence n'est plus que la réponse désespérée à cette situation. C'est une réponse de ceux qui refusent la civilisation de l'usine, de ceux qui ont cru ou qui croient à des valeurs, qui ont la

force de s'insurger contre les saloperies, de ceux qui arrivent d'autres classes et qui ne comprennent pas, qui ne veulent pas se dépouiller de leur dignité, ceux qui ont eu l'habitude de respecter l'homme.

Les jeunes des villes eux, depuis qu'ils étaient tout gosses, ont été habitués à cotoyer la saloperie, à y vivre, à s'accommoder avec elle. Ils ont vu, ils ont jugé depuis longtemps, ils ne s'indignent plus, mais sont cyniques. Ils n'ont pas le courage de tout casser mais refusent de croire en quoi que ce soit. On les a trop trompés. Les mensonges qu'on a voulu et qu'on veut leur faire avaler sont trop énormes.

Mais il y a aussi ceux qui s'acharnent à trouver des jouissances dans leur travail, les obsédés qui font avec amour ce que la plupart font avec dégoût, qui prennent les pièces d'acier le plus dur avec des précautions d'infirmière, qui rangent leurs outils comme des douzaines d'œufs. Ceux qui nettoient et renettoient leur place, leur machine, qui polissent leur travail, fignolent tout et parfois même perchent une fleur ou une photo sur leur placard. Ceux qui ont résolu de s'accommoder à la résignation de leur travail et qui en jouissent.

T. fait partie de ceux-là. Il est P 1 et fait toujours à peu près le même travail. A l'entendre on le croirait ingénieur ou technicien. Pour faire la moindre opération il éprouve le besoin de parler longuement, de décrire par le détail ce qu'il va faire, comment il va le faire. Ce qu'il ne va pas faire aussi. Il dira comment il affûtera son outil et la difficulté à surmonter. Il est prolixe en détails de toutes sortes et lasse son auditoire. On le regarde d'un œil éteint, parfois certains lui répondent qu'ils s'en foutent de ses pièces. Alors il va, il vient, il bichonne, contrôle, recontrôle et n'oubliera pas de parler des pièces qui lui ont paru avoir un peu plus d'intérêt que les autres. Il y trouve sa fierté et lorgne ses voisins. S'il peut les prendre en défaut il s'esclaffe. Il contrôle leurs pièces pour s'assurer que les siennes sont mieux. Il y trouve sa joie. Un pauvre petit plaisir minime dans la saleté de l'atelier il le ramasse, l'embellit et le garde peut-être pendant 9 heures d'affilée.

La vie de T., s'il fallait la romancer, serait sa vie professionnelle, son drame serait d'être O.S. dans la production, son ambition, augmenter au moins d'une catégorie, son dénouement la réussite : avoir augmenté d'une catégorie professionnelle, avoir passé la barrière des O.S. D'autres vies auraient plus d'ambitions, celle par exemple de passer de professionnel à employé de bureau.

C., un autre vieux, a 51 ans, travaille avec beaucoup de minutie, chaque rectangle qu'il fait il le contrôle, retouche pour 1/10 de mm et préfère perdre du temps que livrer des pièces que les contrôleurs lui refuseraient. Il veut être un

bon ouvrier et comme on ne peut pas faire du bon travail et le faire dans le délai, alors il passe plus de temps que les autres. Il travaille continuellement sans s'interrompre et malgré tout n'arrive pas à « faire sa paye », c'est-à-dire qu'il préfère toucher 5 000 francs de moins par paye plutôt que de risquer d'avoir un reproche sur son travail.

Son travail représente une justification de sa vie. Sa vie c'est son travail, il y pense, il le surveille constamment. Sa principale préoccupation est encore le travail, pourtant ce travail demande trop peu d'intérêt pour passionner autant les autres et surtout les jeunes.

La vie de la plupart des travailleurs qui ont dépassé la quarantaine aujourd'hui, c'est-à-dire de ceux qui sont entrés dans la production entre les deux guerres, est encore une vie qui est marquée par le travail, c'est-à-dire une vie dans laquelle le travail, la profession ont joué un rôle considérable. Chez certains on peut même dire que la profession a été leur seule activité intellectuelle. Ils ont débuté très jeunes, 12 ou 13 ans, dans l'industrie. Le métier demandait une somme de connaissances que l'apprenti d'abord et le compagnon ensuite devait acquérir et s'approprier peu à peu au cours de son travail. Cela constituait une préoccupation intellectuelle et, avec la politique et le syndicalisme, c'était à peu près la seule préoccupation intellectuelle que l'ouvrier pouvait se permettre. Les autres il n'en était pas question. Le spectacle, le cinéma, la radio, la télé n'existaient pas. Il n'avait pas beaucoup de ressources pour utiliser ses loisirs. Sa vie à l'usine et sa vie chez lui n'étaient pas tellement en contradiction. Les discussions, les préoccupations, tout était axé sur sa vie. La vie de ses camarades était identique. Le monde ouvrier était un monde à part. L'horizon intellectuel était axé, centré sur ce monde. C'est ce qui explique l'importance des traditions prolétariennes, des traditions professionnelles et des traditions syndicales.

Aujourd'hui ces deux axes de la vie intellectuelle ont presque totalement disparu de la vie d'un jeune travailleur.

Le monde du travail et le monde syndical sont incapables de fournir un aliment intellectuel suffisamment consistant pour satisfaire les travailleurs. Le monde du travail et du syndicalisme c'est la plupart du temps la négation de toute vie intellectuelle.

Parallèlement à cela le travailleur a appris et a les yeux ouverts sur des tas de problèmes annexes à son travail et à sa condition. Les jeunes ont été plus longtemps à l'école, ils y ont acquis non pas dans leurs livres mais au travers de leur vie d'écolier des tas de connaissances. Au spectacle, à la télé, au sport, ils glanent les connaissances les plus hétéroclites et leur vie intellectuelle devient une espèce de monde ouvert à une multitude de choses qu'ils ne peuvent satisfaire qu'en

dehors du travail et de la vie militante. De ce fait le travail non seulement n'est plus un aliment culturel, mais de plus c'est une gêne à la vie intellectuelle. Le travail est un handicap pour celui qui fait du camping ou se passionne de sport. Le travail en devient ainsi un ennui encore plus honni. Le contraste entre la vie civile et la vie de l'usine devient plus atroce. Les spectacles de télé ou le cinéma ou les romans montrent tous un monde où le travail est à peu près exclu.

Les travailleurs ont ainsi une vision plus nette et plus concrète de ceux qui ne travaillent pas, ou de ceux dont le travail diffère du leur. Tout tend à leur montrer que le monde et la société sont supportables pour les autres et non pour eux. Le monde de la télé et du spectacle est ainsi idéalisé, et le travailleur cherche à réaliser cet idéal, à ne plus être prolétaire. Il juge et mesure sa condition avec d'autres valeurs de comparaison que le travailleur de 1900 qui était trop absorbé par son travail et qui n'avait pas les connaissances extérieures pour comparer sa condition à celle des autres classes. Si d'un côté tout est mis en question par les jeunes, d'un autre aucune idée constructive ne germe pour faire face à ce qu'ils démolissent.

Pourquoi aucune idée, aucun idéal ne peuvent se frayer dans l'esprit de ces jeunes ?

D'abord parce qu'il n'y a pas d'idéal sur le marché. Les intellectuels n'en fabriquent plus. Ce qu'ils offrent à leurs clients ce sont des idéaux politiques de bas prix ou bien la conformisme le plus béat. Il n'y a rien, pas d'idéal à consommer.

Ceci, nous l'avons dit, nous le constatons tous les jours, mais est-ce suffisant pour affirmer que les jeunes livrés à eux-mêmes sont incapables de rien découvrir ? C'est certainement plus difficile si les aînés, comme c'est le cas, non seulement ne les aident pas, mais gardent et défendent avec acharnement tout leur patrimoine culturel. Mais est-ce correct d'affirmer que sans l'aide de ces générations les jeunes ne peuvent plus en sortir ?

Certainement pas. On doit chercher une autre réponse qui explique ce no man's land idéologique de la jeunesse.

La première constatation que l'on peut faire est que la société dans laquelle les individus vivent aujourd'hui est une société qui n'est pas faite pour développer les idéaux, bien au contraire. La société dans laquelle est plongée la jeunesse a tellement divisé les individus que les problèmes universels échappent continuellement à leur emprise. Pour saisir, pour comprendre le sens de la vie, le sens du monde, pour donner un but à son existence non seulement il n'y a rien, mais tout se dérobe. Le monde devient de plus en plus insaisissable. Les problèmes semblent de plus en plus complexes. Chacun est pris dans une sphère très limitée par ses occupations, son

métier et son entourage. Les communications entre les individus dépassent rarement le milieu de travail et parfois le voisin de palier. Il n'y a pas échange d'idées, d'expériences, non seulement entre les intellectuels et les manuels, mais aussi entre les gens d'une même usine, entre les gens d'un même quartier ou d'un même immeuble. Les gens vivent seuls ; ils ont tout pour régler individuellement les problèmes familiaux, ménagers, culturels et les loisirs. Les gens travaillent et vivent seuls sans coopérer avec les autres. Il semble que l'on ait tout mis sous la main des individus pour qu'ils n'aient plus à communiquer entre eux. La vie des gens dans les villes est devenue une vie de Robinson.

Les problèmes de la vie se rétrécissent au cadre familial ou individuel. On ignore totalement les problèmes des autres ou, si on les connaît, c'est le plus souvent par l'intermédiaire des journaux, de la télé et du cinéma.

Le langage, la discussion, la confrontation ont été rejetés au second ou troisième plan de la vie des gens. Les machines à parler, les machines à images, sont devenues le véhicule des échanges, le seul lien entre les individus. Et ces machines ne sont tenues que par des margoulins ou des forbans.

Toute la vérité, toute la réalité du monde doivent passer par le crible des machines et des propriétaires des machines.

Ces moyens de communication, s'ils permettent aux individus de se cultiver, de percer un tas de phénomènes qu'ils n'auraient jamais pu même effleurer au temps de la diligence, ne leur permettent pas par contre d'avoir une vision globale de l'existence.

La parcellisation de la culture est devenue un des obstacles principaux à toute tentative d'universalisation.

Pour connaître les phénomènes nucléaires il y a des revues, des livres de vulgarisation, des séances de télé, des explications fort simples à l'aide de tableaux au Palais de la Découverte.

Pour connaître le fonctionnement des hormones, la gravitation, il y a sur le marché, dans la rue, chez soi tout un matériel qui permet au plus ignorant d'avoir une idée assez proche de la réalité.

Pour savoir ce qu'on attend de la vie il n'y a rien.

Ainsi il est plus facile d'obtenir d'un manœuvre ou d'une bonne à tout faire une réponse sur les satellites artificiels, que sur le but de leur propre existence.

La plupart des gens et des jeunes en particulier ne savent pas ce qu'ils font, ce qu'ils feront et pourquoi ils le font.

Tout système rationnel semble de plus en plus exclu dès qu'il s'agit de l'existence.

Toute la vision et l'intelligence des jeunes devient floue dès que l'on aborde le problème du but de leur vie.

Travailler ? Se marier ? Avoir une famille ? Une voiture ? Aller en vacances ? Ne pas travailler ? Ne pas avoir de

famille ? Avoir plusieurs maîtresses ? Etre riche ? Etre gangster ?

Le système de vie désuniversalise les jeunes.

Chacun se sent perdu dès qu'il aborde des sujets étrangers à sa profession et à ses occupations. La connaissance comme la vie des gens est si cloisonnée que chacun se sent prisonnier dans sa spécialité. La profession, la culture et les loisirs sont parcellarisés. Les jeunes choisissent une fois pour toutes leur métier, le sport qu'ils pratiqueront toute leur vie et les sujets culturels auxquels ils se consacreront.

Il n'y a pas de mobilité. Très rares sont les ouvriers qualifiés qui changent de métier dans leur existence. Ils changent de catégorie, quelques-uns gravissent les échelons hiérarchiques, mais presque personne ne change, presque personne n'étend ses connaissances à d'autres domaines. La stabilité de la société française est une des causes essentielles de cet état de chose.

On voit de plus en plus rarement des ouvriers qui ont bourlingué dans leur vie. Cette spécialisation dans leur branche professionnelle est un facteur supplémentaire d'aliénation qui donne à l'ouvrier le sentiment d'être un individu dépendant de plus en plus non seulement des autres mais aussi de toute la société. Il se considère comme le rouage d'un monde, ce qui provoque souvent un découragement en face des problèmes sociaux. L'organisation de la société le dépasse car il n'en perçoit qu'une parcelle. La politique et les conceptions universelles du monde ont du mal à se frayer une voie dans sa vie.

La parcellisation des tâches et la production en série d'objets de consommation et d'utilité domestique est un autre facteur qui accentue ce phénomène de dépendance.

Pour régler leurs problèmes matériels les travailleurs ont de moins en moins à intervenir activement. Ils trouvent dans la société tout ce qu'il faut pour régler le moindre détail de leur confort. Les objets courants dont on a besoin sont des produits qui foisonnent sur le marché. L'ouvrier qui construisait sa maison le dimanche, celui qui passait son temps à fabriquer des aménagements à son appartement, celui qui étudiait les différentes techniques pour construire des commodités domestiques, disparaissent de plus en plus. La société met à la disposition des individus les appareils les plus perfectionnés qui rendent inutile toute curiosité technique.

De plus la vie domestique s'est peuplée d'appareils de plus en plus compliqués qui excluent automatiquement l'ingérence des amateurs. Un frigidaire ou un chauffe-eau qui se détériore sont remplacés par le fabricant. Le coup de téléphone a remplacé le tournevis.

Les bricoleurs de voitures disparaissent parmi les jeunes.

Toute la mécanique devient très complexe et les grandes marques de voitures ont tout prévu, la pièce de rechange attend dans un casier avec toutes les notices pour remplacer la pièce usée. Des maisons sont spécialisées pour régler les carburateurs, d'autres l'allumage. Les véhicules sont garantis, chaque marque a ses spécialistes qui réparent rapidement et sûrement n'importe quelle panne.

Le débrouillage, l'esprit d'initiative tendent de plus en plus à disparaître de la vie des gens. La société s'acharne à tout prévoir, l'homme n'a plus rien à inventer, il n'a qu'à rester dans son domaine, un spécialiste.

L'objet manufacturé entoure les individus, le seul obstacle à son utilisation est un problème d'argent.

L'objet manufacturé est popularisé, à peine usé il devient moins coûteux de le changer que de le réparer soi-même. L'objet manufacturé s'est développé à un tel point, qu'à chaque échelon hiérarchique correspondent certains objets. Ceux qui transgressent ces conventions sont considérés comme des anti-conformistes. Et la consommation des objets est dictée par les grandes réclames.

Si autrefois la vie professionnelle et les problèmes domestiques de l'ouvrier l'empêchaient de consacrer son intelligence à autre chose, par contre il se sentait certainement moins écrasé par la société. Il pouvait répondre à un tas de situations et grâce à son intelligence et à son habileté il pouvait surmonter certains problèmes. Chaque fois il en tirait une satisfaction.

Ceux qui ont construit en plusieurs années ou pendant toute une vie leur pavillon ont eu le sentiment d'avoir créé quelque chose. Ils ont pu développer et donner une issue à la créativité que la société leur refusait dans la production et surtout dans son organisation.

Aujourd'hui le jeune n'a plus besoin de bricoler. Cette issue lui est fermée. La production artisanale de tout ce dont il a besoin a été remplacée par la production d'objets de série.

Les vieux ouvriers ont appris des tas de choses qui leur ouvraient les portes des autres professions, des autres techniques, et leur donnaient cette impression d'autonomie et leur procuraient la confiance en eux-mêmes. Ils se sentaient moins démunis, moins dépourvus devant la société. Leur vie les valorisait.

Aujourd'hui qu'est-ce qui peut valoriser un jeune ouvrier ?

Les objets qu'il achète ? Les produits qu'il consomme ?

Cette valorisation n'est qu'artificielle et le rend bien plus démuni devant la société. Le sentiment de ne pouvoir rien faire que son métier s'il en a un, le rend plus dépendant des autres mais aussi semble l'écraser devant les problèmes sociaux.

Il se rend compte que sa propre expérience de la vie est tellement parcellaire et infinitésimale que tout bouleversement le rendrait extrêmement vulnérable.

La société dépouille de plus en plus les individus de toute créativité et les laisse là, entourés d'objets hétéroclites créant le vide dans leur activité.

En dehors de leur profession, les jeunes se sentent démunis, paralysés. Ils ont peur d'affronter ce qui se trouve en dehors de leur compétence ; ils n'ont pas envie de bricoler la société dans laquelle ils vivent.

C'est cela, la crise de la jeunesse aujourd'hui. Il n'est pas difficile de voir que cette crise est créée par la société, mais aussi qu'elle devient immédiatement une crise de la société elle-même.

D. MOTHE.

La société sud-africaine

Le 21 mars 1960, 70 noirs étaient massacrés à la mitrailleuse au cours d'une manifestation dans un faubourg de Johannesbourg. Dans les jours qui suivirent, grèves et émeutes de noirs éclatèrent presque dans toutes les villes ; le gouvernement était muni de pouvoirs dictatoriaux, des milliers d'arrestations étaient opérées par la police qui ne circulait plus dans les villes noires qu'appuyée par des autos blindées. La population blanche s'emparait précipitamment des stocks d'armes, des commandos afrikaaners dressés spécialement à la « guerre cafre » descendaient vers les villes. Cependant quelques semaines plus tard, l'ordre totalitaire régnait de nouveau et le gouvernement Verwœrd pouvait recommencer à caresser son projet chéri : la proclamation de la République.

Mais personne d'autre que les Afrikaaners bornés ne s'y est trompé dans le monde : cette secousse n'était pas un simple épisode. Une période nouvelle s'est ouverte dans l'histoire de l'Afrique du Sud, au cours de laquelle la domination sans partage des blancs sera remise en question de façon plus cruciale que par le passé. La vague de fond qui fait sauter l'une après l'autre toutes les constructions de l'exploitation et de l'oppression blanche en Afrique se rapproche terriblement vite. Hier elle gagnait le Congo Belge, aujourd'hui elle atteint la Rhodésie du Sud, une des colonies les plus peuplées de blancs et les plus prospères d'Afrique et l'Angola, domaine, réputé intouchable, de l'administration coloniale portugaise, toutes deux à la frontière même de l'Union. Celle-ci cherche à se retrancher, rompt les derniers liens qui la rattachaient au Commenwealth... Toutes ses défenses ne peuvent être qu'illusoires ; elle ne pourra s'isoler de l'Afrique en révolution, se constituer en bastion fermé.

Or en raison du potentiel économique de l'Afrique du Sud et surtout de sa structure sociale, la crise qui se prépare présente une signification originale par rapport aux crises de « décolonisation » qui secouent l'Afrique noire depuis quelques années. L'Union sud-africaine n'est pas seulement une société coloniale, c'est aussi un pays relativement industrialisé; elle combine une politique raciale caricaturale, de ségrégation impitoyable et de refoulement des noirs dans les réserves, c'est-à-dire d'isolement par rapport à la vie « moderne », avec des rapports sociaux capitalistes, qui impliquent nécessairement la participation des noirs en tant que salariés à la vie

économique du pays, et par exemple leur afflux dans les villes industrielles. La structure coloniale est recouverte et démentie par la structure capitaliste. Cela veut dire que la population africaine salariée subit simultanément et contradictoirement l'exploitation dans sa forme colonialiste et dans sa forme capitaliste industrielle. Avec les Rhodésies, l'Union sud-africaine est l'un des rares pays africains où il y ait un prolétariat (*au sens strict*) noir. *La combinaison est à coup sûr explosive, et mérite examen.*

***

L'Afrique du Sud est aujourd'hui un des pays les plus riches du monde ; le revenu moyen par tête de la population européenne y est plus élevé qu'aux USA ou au Canada. Cette richesse repose uniquement sur la spoliation de 12 millions de non-blancs par 3 millions de blancs. Les premiers, en effet, ne touchent qu'entre 19 et 23 % du revenu national.

Cette spoliation prend plusieurs formes : celle d'une expropriation des terres cultivables et celle d'une exploitation du travail. Ces deux formes ont toujours été associées ; l'ancienne économie agricole des Boers était fondée à la fois sur la possession des meilleures terres et sur le travail des noirs expropriés. Mais il est évident qu'aujourd'hui, l'exploitation du travail est devenue largement prédominante. En effet, l'Afrique du Sud connaît depuis la guerre un prodigieux essor économique, une véritable révolution industrielle. A côté des mines et de l'agriculture, l'industrie de transformation est devenue le secteur prépondérant. Cela n'a été possible que grâce à une surexploitation de la main-d'œuvre. Or cette main-d'œuvre est noire (1) : la division raciale tend ainsi à se confondre avec la division des classes.

On ne peut cependant comprendre la situation actuelle qu'à partir de la spoliation foncière qui a marqué la première colonisation boer. Les noirs de l'Union ne possèdent en droit que 13 % du sol ; ce sont les « réserves », qui se sont constituées au fur et à mesure que les Boers, fuyant la cohabitation avec les Anglais, se sont enfoncés vers l'Est et le Nord-Est du continent, en repoussant les Bantous. Comme il est de règle dans ces cas-là, non seulement les Européens ont accaparé quantitativement les terres mais surtout ils ont relégué les noirs dans les régions les plus montagneuses, les plus arides et les plus érodées.

En fait, actuellement, un peu plus de 3 millions de noirs vivent dans les réserves. Mais d'après un rapport officiel, pour

(1) A 93 % dans l'agriculture, 90 % dans les mines, 80 % dans le bâtiment, 55 % dans l'industrie de transformation et 48 % dans les transports. En revanche, seulement 40 % de la population blanche des villes est salariée, dont 85 % de qualifiés et 12 % semi-qualifiés. Ces deux groupes comprennent évidemment les nombreux agents de maîtrise tous petits-blancs.

qu'une famille de cultivateurs des réserves puissent se procurer un revenu annuel de 70 Livres (mille nouveaux francs), il faudrait que la population de ces réserves soit deux fois moindre. Or les projets gouvernementaux visant à la réalisation intégrale de la ségrégation, aboutiraient à faire vivre dans les réserves la quasi-totalité des noirs. Déjà, les conditions de vie s'y dégradent sans cesse, le revenu annuel par tête ayant nettement baissé depuis 1936. La population augmente, mais pas la production, car aucun effort n'est fait pour moderniser l'agriculture indigène, pour irriguer, arrêter l'érosion des sols, etc.

A ces considérations économiques s'en ajoutent d'autres qui contribuent à rendre insupportable l'existence dans les réserves. Entre autres, la décomposition de la vie tribale dont l'organisation n'est plus qu'un appendice mal déguisé de l'appareil de domination blanc, dont les liens ne sont plus ressentis que comme des contraintes injustifiées et qui, surtout, dans les conditions actuelles, apparaît comme une sordide stagnation en regard des chances de vie autre, de devenir, si maigres soient-elles, que la ville industrielle fait entrevoir.

Aussi, en nombre toujours croissant, les noirs se décident-ils à quitter les réserves, par tous les moyens. D'autre part, les énormes besoins de main-d'œuvre de l'économie entière les y incitent puissamment.

Le premier de ces moyens, c'est d'aller travailler la terre des blancs. 3 millions de noirs sont ainsi employés par les colons Anglais ou Afrikaaners, comme journaliers, ou fermiers. Ils sont très misérablement payés, en grande partie en nature (par exemple, en vin, dans les vignobles du Cap !) et en droits de pacage pour leurs troupeaux. Le lien entre ces paysans et ceux des réserves reste très fort ; le plus souvent, ils partagent leur temps entre les deux domaines.

Un autre moyen, qui correspond lui aussi aux exigences de l'économie coloniale classique, c'est de s'engager dans les mines, par l'intermédiaire d'une de ces entreprises qui se chargent du drainage de la main-d'œuvre noire. Mais la mine n'est pas une issue. La durée des contrats de travail est très courte (un an ou six mois), le travailleur est confiné dans l'espèce de camp de concentration qui entoure la mine, et, en principe, à la fin de son temps il sera ramené dans les réserves. Cependant, de plus en plus, le travailleur noir s'efforce de faire de la mine une étape vers la ville. Là seulement, il sera sorti de l'arriération coloniale et pénétrera dans la société industrielle moderne. Cependant, l'administration blanche s'efforce par tous les moyens de le repousser ; et s'il perd son emploi, il sera refoulé dans les réserves. On fait tout pour l'empêcher de devenir un citadin et plus encore, un véritable ouvrier : la société capitaliste industrielle, née des profits de la surexploitation du travailleur colonial, semble ne pas pouvoir y renoncer.

Peu à peu donc, les noirs affluent vers les villes : 40 %, maintenant, y vivent, dont une bonne partie à demeure. Mais nombreux sont encore ceux qui sont renvoyés dans les réserves, quitte à tenter encore leur chance un peu plus tard. Ainsi un mouvement incessant de main-d'œuvre réunit les réserves, les campagnes, les mines et les villes. Cette circulation entre les régions rurales traditionnelles et les centres industriels, fait partager à une très forte proportion de la population noire l'expérience de la civilisation européenne, et affaiblit les différences de mentalité.

Cependant, à la ville même, les blancs s'évertuent à maintenir le noir dans une situation coloniale, exclu, cantonné encore dans ces sortes de réserves urbaines que sont les « locations » (2), ligoté dans sa condition de noir colonisé qu'il transporte partout avec lui et qui lui interdit toute participation à la vie des blancs, humilié, brimé à tous les moments. La ségrégation, au moins latente dans toutes les sociétés coloniales, bien souvent réalisée, domine ici, absolument, toute la vie sociale ; alors que, cette vie sociale, la croissance de la société totalitaire du capitalisme industriel tend irrémédiablement à l'intégrer. La domination blanche multiplie d'autant plus frénétiquement les règles de séparation, les interdits, que la réalité menace sans cesse de les effacer.

C'est à l'édification de cette muraille infranchissable entre les races que s'est consacrée la politique sud-africaine, surtout depuis 1948, date à laquelle la coalition des Afrikaaners et des nationalistes est arrivée au pouvoir.

Tout d'abord, une série de mesures excluent les noirs de la vie politique (ils n'ont aucun représentant à la Chambre, même plus des représentants blancs), des syndicats (les syndicats de travailleurs noirs ont été interdits, la grève également, et tout conflit, si minime soit-il, finit toujours par constituer un délit pour le noir) et de la presse (les seuls journaux pour les noirs sont rédigés presque exclusivement par des blancs).

Ensuite, une « loi sur l'éducation bantoue » confine les noirs dans l'enseignement primaire et technique (limité). Le regroupement territorial des noirs est prévu et même on tente de l'appliquer. En gros, il signifie le renvoi des noirs dans les réserves, qu'il est impensable d'agrandir — au moins sur le territoire de l'Union, étant donnée l'implantation des colons européens. La loi « sur les autorités bantoues » organise ce regroupement sur une base ethnique — qui a perdu dès maintenant presque toute réalité — avec une administration selon le système tribal, et des chefs, surveillés de loin par l'administration blanche.

(2) Les noirs n'ont pas le droit de posséder de biens immobiliers hors des réserves. C'est pourquoi les locaux, les terrains et les installations des cités africaines appartiennent à la municipalité blanche qui les loue aux noirs très cher. Un journaliste américain, J. Gunther, qui décrit les locations de Johannesbourg déclare que ce sont les plus effroyables taudis qu'il ait jamais vus. Cependant, une certaine tendance à améliorer les conditions de vie et en particulier d'habitat se dessine. Les cités les plus récentes sont, paraît-il, « convenables ».

Si certaines de ces mesures radicales ne peuvent être appliquées, il n'en est pas de même pour la multitude des règlements qui limitent les déplacements des noirs, les excluent des lieux publics, etc., et dont le contrôle n'est possible que grâce à une institution qui coiffe tout le système de l'*apartheid*, le « pass », sorte de livret, contenant à la fois une carte d'identité, un livret d'ouvrier, un certificat de domicile, un casier judiciaire, etc., et qui peut être exigé à tout instant. Les infractions aux règles de la ségrégation et surtout au port du « pass » constituent l'immense majorité des délits et leur punition — mises à part les peines corporelles — alimente les domaines agricoles blancs en main-d'œuvre forcée. En 1959, un million de travailleurs noirs ont été ainsi fournis aux propriétaires fonciers.

Enfin le système est protégé contre toute tentative de subversion venue de l'extérieur (d'ailleurs, dans l'esprit des blancs, d'où pourrait-elle venir sinon de l'extérieur ?) par une loi — *The suppression of communism Act*. Elle assimile à une activité communiste toute formulation d'une idée de changement et laisse à l'appréciation du ministre de la justice, la qualité de « communiste » ; déclaré tel, le citoyen est absolument à la merci du ministre.

Il est évident que cette politique entre en contradiction flagrante avec les exigences des secteurs les plus dynamiques de l'économie sud-africaine, et menace même directement l'expansion de la production. Elle tend en effet à priver l'industrie de transformation de sa main-d'œuvre qui doit être stable, elle interdit tout développement de la qualification du travail des noirs ; en maintenant ceux-ci dans des conditions de vie extrêmement précaires elle paralyse le progrès de la productivité et surtout maintient dans des limites très étroites le marché intérieur.

Une telle politique, au sens propre du mot, réactionnaire, paraît donc exprimer surtout les intérêts des couches liées à l'économie de type — en gros — colonial qui a fait la richesse de l'Afrique du Sud jusqu'à la naissance de cette économie du type capitaliste évolué, qui grandit actuellement. En fait, jusqu'à maintenant, elle a puissamment servi cette révolution industrielle, en permettant un taux d'exploitation et donc, d'accumulation exceptionnellement fort. Les patrons des usines, comme ceux des mines, ou les propriétaires fonciers, y ont trouvé également profit.

Reste que cette politique de bas salaires, adaptée à la phase d'accumulation, constitue maintenant une entrave à l'essor du capitalisme sud-africain. Lors des mesures arrêtées en décembre 1960 pour accélérer le taux d'expansion de l'économie, Verwœrd jugeait souhaitable d'élargir le marché

intérieur, et par conséquent d'accroître le pouvoir d'achat des salariés les plus mal payés. Mais reconnaissant dans la même déclaration que les capitaux étrangers répugnent à venir s'investir, il attribuait cette méfiance au fait que « les aspects positifs (*sic*) de la politique raciale du gouvernement étaient méconnus » (*International Financial News Survey*, 20 janvier 60). Vouloir à la fois maintenir l'*apartheid* et éviter la stagnation, c'est la névrose particulière à cette classe dirigeante.

Une partie de l'opinion sud-africaine a sans doute pris conscience de cette contradiction et préconise une rationalisation du capitalisme de l'Union par le relâchement progressif de l'*apartheid*, un relèvement des conditions de vie des Africains, etc. Elle se situe dans les milieux d'origine britannique, qui détiennent 90 % des investissements de l'Union, prépondérants donc dans le secteur industriel évolué.

Mais le problème ne peut pas se réduire à ses données économiques. Il est enraciné dans la société vivante. Le véritable obstacle que rencontre aujourd'hui la classe dirigeante blanche, c'est le mouvement de révolte de plus en plus profond que sa politique suscite chez les noirs (et que nous analysons dans la seconde partie de cet article). Les contradictions, apparemment objectives, que l'*apartheid* introduit dans l'économie ne prennent une force réelle que par cette révolte ; elles découlent directement du fait qu'il est de plus en plus difficile d'exploiter les noirs par la misère et la violence nues. Elles signifient qu'un aménagement de l'exploitation est devenu nécessaire si les capitalistes veulent maintenir un taux élevé de profit ; faute de quoi, c'est l'exploitation elle-même qui se trouverait menacée.

La question qui se pose maintenant est de savoir si les rapports qu'entretiennent aujourd'hui blancs et noirs et tout d'abord, l'attitude de la population blanche dans son ensemble, autorisent une telle rationalisation — du moins, sans provoquer de crise violente.

***

Les blancs, désormais minoritaires partout, même dans les villes, voient ce qu'ils considèrent comme « leur » pays, « leur » monde, envahi par une masse pour eux indifférenciée de noirs, de « sauvages »... Leur réaction est la peur. Les composantes de cette peur valent d'être analysées, si l'on veut comprendre les raisons qui poussent la grande majorité des blancs à soutenir — avec ou sans réserves — la politique d'*apartheid*.

A la racine de cette peur, se trouve évidemment un profond mépris raciste pour le noir. Mais ce mépris ne s'épanouit en haine active que lorsque celui qui méprise entre en concurrence avec le méprisé. C'est ce qui se passe avec tous les « petits blancs » de tous les pays coloniaux ; c'est ce qui s'est passé depuis deux siècles pour les Afrikaaners. Tant qu'ils n'ont eu affaire qu'aux peuples très primitifs des Hottentots

et des Bochimans, le mépris des Boers ne les a pas empêchés d'épouser des Africaines et d'être ainsi à l'origine du groupe métis des « couloured » du Cap. Mais tout métissage a cessé lorsque, s'enfonçant dans l'intérieur du pays, ils ont rencontré les Bantous, à qui ils ont dû âprement disputer le terrain, au cours des innombrables « guerres caffres ». Depuis, la concentration des propriétés foncières des paysans afrikaaners, les familles trop nombreuses et même une politique délibérée du gouvernement Hertzog, ont créé un prolétariat de pauvres blancs, anciens agriculteurs extrêmement arriérés, qui émigrent vers les villes où ils arrivent le plus souvent avec pour tout bagage intellectuel un calvinisme borné, et, en somme, dans un état d'arriération au moins équivalent à celui du noir des réserves, avec qui évidemment ils entrent en concurrence pour une foule d'emplois, et de façon d'autant plus âpre que les noirs pourront également être payés beaucoup moins pour le même travail. Ainsi, poussé inéluctablement par l'évolution de la société vers le monde des « inférieurs », le petit blanc s'accroche désespérément à tout ce qui peut le différencier et érige en valeur, d'abord, son apparence physique. Il confère une réalité sociale à son délire en le fixant dans des institutions dont la portée dépasse largement l'expression des besoins de l'économie et qui même lient ensemble dans une communauté de race purement factice le patron capitaliste et le salarié blanc. Fructueuse pour le premier tant qu'elle assure la surexploitation du noir, cette alliance menace de lui devenir fatale (3).

Pour les blancs, privilégiés du haut en bas de l'échelle, la peur raciste coïncide donc largement avec la peur sociale. Cependant, elle la dépasse largement aussi et met en question, pleinement, les civilisations des deux groupes. Si l'on se place sur ce plan de la totalité humaine, on doit reconnaître qu'une des sources les plus vives où s'alimente le racisme, c'est — aussi paradoxal que cela paraisse — la jalousie. Quiconque a vu le film *Come back, Africa*, ne peut se tromper sur les sentiments qui animent le public blanc de quatre gosses noirs que l'on voit jouer de la flûte en se trémoussant ; dans l'atroce expression de ces visages, est dépeinte toute la déchéance de ce que ce misérable peuple continue à nommer — pour s'en réclamer à cors et à cris — la « civilisation occidentale ». Muré dans son calvinisme, sa morale, sa peur, son sens de la respectabilité et de la hiérarchie, il lui est intolérable de voir, malgré la misère, la faim, le fouet, la prison auxquels il les soumet, se maintenir chez les noirs une irréductible aptitude au bonheur, une tentative sans cesse

(3) On observe ici ce même phénomène d'enfouissement des divisions entre les classes à l'intérieur des groupes raciaux, que Laborde analyse dans son article « Mise à nu des contradictions algériennes », dans le N° 24 de cette revue.

renouvelée pour donner à la vie le sens d'une fête collective où chacun dispose également des moyens de s'exprimer (4).

Aux portes des cités européennes bourgeoises, s'est développée une société urbaine originale gardant certains traits profondément africains qu'elle combine avec ceux de toutes les cités prolétariennes. Si atroces que soient les conditions de leur vie, non seulement matérielles mais aussi morales (déracinement, travail dur, contact permanent avec le mépris et la brutalité du blanc), les noirs s'y adaptent, et recréent dans leurs quartiers une société aux liens extraordinairement fermes et serrés. Ils constituent des collectivités dont la solidarité s'affirme dans tous les domaines. Les groupements se multiplient qui, même définis en principe par une activité bien précise, telle que la danse, la musique, la religion, l'entr'aide matérielle, servent d'éléments à une organisation sociale totale, qui à tous moments peut se projeter directement sur le plan politique, dresser la communauté noire unie sous tous les aspects de son existence contre la communauté blanche.

Pourtant cette communauté noire n'est pas homogène, surtout si l'on y inclue — et la ségrégation se charge de le faire — les « coloured » et les Indiens. A côté de l'immense majorité paysanne ou prolétarienne, existent des éléments de bourgeoisie. Parmi les noirs ils sont faibles : quelques chefs de tribus instruits et parés d'un reste d'autorité par le système britannique de l'administration indirecte, quelques diplômés d'Université, quelques médecins et professeurs, et surtout une couche de commerçants, qui vivent en exploitant la population noire des faubourgs industriels.

Ils sont déjà plus nombreux parmi les 1.500.000 métis de la province du Cap, qui ont le droit d'accéder aux emplois qualifiés, possèdent parfois un commerce, et ont un genre de vie, surtout, qui les rapproche beaucoup plus des plus basses catégories de blancs que des noirs bien qu'eux aussi se heurtent sans cesse à la barrière de couleur. Enfin, les Indiens du Natal, 500.000, environ, descendants de la main-d'œuvre importée par les Anglais pour travailler les plantations, représentent un élément bourgeois beaucoup plus net. Ils assurent la plus grande partie du commerce de détail dans les villes du Natal ; certains possèdent des plantations, d'autres exercent des professions libérales ; très peu sont des prolétaires.

---

(4) On ne découvre pas ici, naïvement, le mythe du bon sauvage. On observe simplement que les civilisations africaines ont réussi à fonder leur vie sociale et culturelle sur la base de la participation de tous, n'excluant pas, d'ailleurs, l'expression individuelle dans le cadre de formes accessibles à tous, alors que toute la culture des pays capitalistes repose sur la hiérarchie, l'isolement et la non participation. Cela dit on n'ignore absolument pas les limites extrêmement étroites que les moyens matériels dont disposent ces civilisations imposent à cette culture.

LA LUTTE DES « GENS DE COULEUR »

L'organisation globale de la société sud-africaine conditionne étroitement dans la période actuelle, les formes et les objectifs de lutte des « non-blancs ». Le système totalitaire qui se concrétise par le « colour bar » (la barrière de couleur), unit dans la même lutte prolétaires noirs et bourgeois de couleur. Mais il convient de voir nettement, si l'on veut comprendre la dynamique de cette lutte et ses perspectives, qu'elle n'a pas pour les uns et les autres le même sens. Pour le prolétaire noir, la barrière de couleur est intolérable parce qu'elle *coïncide* avec la barrière de classe, parce qu'elle souligne partout l'oppression, l'exploitation, l'aliénation de classe. Pour le bourgeois de couleur, au contraire, cette barrière de couleur est intolérable parce qu'elle *ne coïncide pas* avec la frontière sociale, parce qu'elle le rejette vers le prolétaire alors qu'il se sait bourgeois. Pour lui la destruction du « colour bar » est l'objectif final ; pour le premier, elle ne peut être qu'un objectif intermédiaire. Le problème est de savoir dans quelle mesure la dialectique réelle de la lutte tend à le faire apparaître comme tel.

Ainsi, cette lutte est, à la fois, celle d'une classe exploitée et celle d'une communauté de colonisés. Cela suffit à définir les forces dont disposent les « non-blancs » : la quasi-totalité de la force de travail, la masse de 12 millions d'hommes, la cohésion de cette masse et sa remarquable capacité d'auto-organisation. Mais ils ne disposent d'aucune arme légale. Contre eux se dresse un appareil répressif énorme, qui ne comprend pas seulement la police, les tribunaux et les pénitenciers, mais une grande partie de la population européenne, organisée en commandos spécialisés dans la « guerre caffre », et même, dans les moments de crise, l'ensemble de cette population, armée. Ce sont ces conditions, et plus particulièrement ce rapport de forces, qui éclairent les formes et les caractères que la lutte a revêtu jusqu'à maintenant.

La première forme, c'est la grève. Une des plus remarquables fut la grève des mineurs du Rand en 1946. 75.000 mineurs arrêtèrent le travail, demandant à recevoir un salaire de 10 Shillings pour 8 heures de travail par jour. La répression fut sanglante et la police les contraignit à descendre ; mais ils s'assirent dans les galeries, refusant à la fois de travailler et d'évacuer la mine, jusqu'à ce que la police les ait tiré dehors, l'un après l'autre. Depuis, chaque année, le nombre des grèves n'a fait que croître, provoquant une baisse de la productivité moyenne qui alarme grandement les patrons.

Une autre arme, souvent employée et avec succès, c'est le boycott. Boycott des produit industriels de grande consommation, et surtout, boycott des moyens de transport. Ce dernier prend un sens particulièrement radical ; c'est une contestation d'ensemble de la ségrégation. En effet, non seule-

ment les noirs sont contraints de perdre en trajet jusqu'à leur travail de nombreuses heures par jour pour l'unique raison qu'on les a relégué loin des villes blanches, où sont situées les usines, mais ils sont en plus exploités par les compagnies de transport, et particulièrement d'autobus. Les boycott de 1946 et surtout de 1957 furent les plus remarquables. Cette année-là pour protester contre une hausse des tarifs, les travailleurs refusèrent pendant trois mois d'utiliser les autobus. Par centaines de milliers, ils se rendirent à pied à leur travail, parcourant ainsi chaque jour des distances allant jusqu'à 20 miles. Ceux qui utilisaient les trains firent de même par solidarité. Si bien que la compagnie dut renoncer à sa hausse.

Enfin, pour combattre la ségrégation directement, furent organisées des campagnes de désobéissance civile. Elles commencèrent sous l'impulsion de Gandhi, dans la communauté indienne du Natal au début du siècle. Puis cette forme d'action s'étendit à l'ensemble des non-blancs, en particulier en 1952, lors de la campagne dite du « refus ». Le principe en est le viol délibéré et massif des règles de la ségrégation, de façon à rendre impossible la répression légale, les prisons étant submergées. Un des objectifs les plus fréquemment visés, est la suppression du « pass », clé de voûte de la ségrégation et cauchemar des noirs. Lorsque le port du « pass » fut rendu obligatoire pour les femmes, en 1952 justement, témoignant ainsi que le mouvement d'exode vers les villes avait atteint désormais la population féminine, celle-ci entra du même coup dans la lutte, et la campagne de protestation s'étendit de Johannesbourg jusqu'au fond des réserves. Enfin, comme nous le verrons plus en détail, les événements de mars 1960 eurent pour origine des manifestations du même type.

Ce qui frappe tout d'abord dans le déroulement de ces actions, c'est leur extension. Elles impliquent l'ensemble de la population non-blanche. Le mouvement permanent qui relie les campagnes des réserves aux régions agricoles blanches et aux villes prolétariennes unit en même temps toutes les catégories de la population dans la lutte. Le front le plus défini se situe dans les villes, mais tout l'arrière pays constitue une réserve active. De plus, depuis 1952, les femmes y sont impliquées et participent résolument, de plus en plus résolument même, comme elles l'ont montré en 1959. Elles semblent supporter avec encore plus d'impatience les innombrables brimades de l'administration. Dans une des cités noires de Durban, une troupe importante de policiers qui s'efforçaient d'encercler un quartier où les femmes se livraient à la fabrication illicite de bière indigène, fut prise à partie par la foule et tous furent, d'après les journaux « littéralement mis en pièces ».

Cette extension apparaît encore à travers le contenu de ces luttes qui mettent en cause tous les aspects de la domination blanche, depuis la domination des conditions de travail (salaires, etc.) jusqu'à la réglementation par eux de chaque instant de la vie privée et publique des non-blancs.

Enfin, autre trait remarquable de l'action des non-blancs, c'est l'usage de méthodes non-violentes. Les violences qui, immanquablement, se sont produites n'ont jamais été inhérentes aux mouvements ; elles ont toujours eu lieu à l'occasion de la répression. Ce caractère joint à l'aspect massif de toutes les manifestations donne la mesure des capacités de auto-organisation et de contrôle d'eux-mêmes que ces hommes savent mettre en œuvre, et qui n'ont rien à envier aux plus hauts moments du mouvement ouvrier européen.

Il est évident que nous n'admirons pas là des prouesses formelles. Ce qui est admirable dans la façon dont ces mouvements ont été conduits — et conduits par l'ensemble de ceux qui y ont pris part — c'est la profondeur qu'ils dénotent dans la prise de conscience des buts et des moyens, la rigueur dans l'adaptation aux conditions objectives de la lutte.

Celle-ci se déroule en effet dans le cadre d'une oppression totalitaire radicale. La communauté de couleur est emprisonnée dans un édifice de règlements qui lui interdisent tout mouvement. Avant de songer à détruire les fondements de cet édifice qui sont ceux de toute société d'exploitation, il est indispensable d'obtenir — si minime soit-elle — une liberté de mouvement. Toute victoire remportée sur un point quelconque de système d'oppression menace de le ruiner entièrement et constitue en tous cas, quelle que soit la parade de l'adversaire, la condition indispensable pour s'attaquer à lui sur un front plus radical. Ainsi, les objectifs limités prennent ici une importance fondamentale. D'autre part, face à un appareil répressif aussi formidable, la non-violence dans l'action de masse représente l'arme idéale. Les noirs aux USA en donnent encore en ce moment des exemples quotidiens. Elle limite au minimum les risques de répression, en retirant à l'adversaire toute base pour une répression violente et surtout sélective, qui mettrait en danger la cohésion, l'organisation et la force morale de la masse.

Ces caractères correspondent à une étape de la lutte, cela est clair. On ne saurait ériger des objectifs et des méthodes, légitimes dans cette situation particulière, en objectifs finals et en méthodes universelles, sans menacer de créer des équivoques dont le sens serait une tentative pour confisquer la lutte au profit des seuls éléments bourgeois. Pour eux, en effet, vouloir abolir la ségrégation peut très bien signifier qu'ils aspirent à devenir des bourgeois à part entière. Que cette équivoque existe chez les dirigeants c'est certain ; mais il l'est non moins qu'elle n'a aucune chance dans la période présente de se transformer en mystification agissante.

Ce double aspect apparaît clairement dans le *National African Congress* qui a été l'âme de la lutte jusqu'à mainte-

nant. C'est un parti de masse qui groupe des centaines de milliers d'Africains. Il recherche l'appui et la participation non seulement des indiens, mais aussi des libéraux blancs. Son président, Luthuli, chrétien et instruit, est un ancien chef tribal (c'est-à-dire presque un fonctionnaire du gouvernement). Voici comment il définit ses objectifs : « Nous voulons une part dans le gouvernement de notre pays, le suffrage universel, les droits civils, tout ce que la démocratie doit donner... Nous voulons que le gouvernement négocie avec nous » (5). Ainsi formulés, ces objectifs ne peuvent être que ceux d'une infime minorité d' « évolués ». Mais l'important n'est pas là : c'est que concrètement, à travers cette organisation, les noirs luttent pour la transformation réelle de leur vie, pour disposer d'armes qui leur permettront de mettre en cause les bases mêmes de leur servitude.

***

Le dernier épisode de la lutte, celui de mars 1960 se situe encore pour la plus grande part au même niveau que les précédents. Mais certains traits nouveaux y apparaissent et surtout, il a créé une situation nouvelle.

Il a commencé par une campagne de protestation contre le « pass », déclenchée par une nouvelle organisation, le *Congrès Panafricain*, que préside un jeune intellectuel noir, Robert Sobukwé. Les noirs étaient invités à se présenter en masse, dépourvus de « pass », devant les postes de police en demandant à se faire arrêter. A Orlando, faubourg africain de Johannesbourg, 20.000 noirs, conduits par Sobukwé, tournent autour du poste de police ; de même à Evaton et dans quelques autres agglomérations, dont Langa, près du Cap et Sharpeville, dans le Rand. Johannesbourg, Durban, Port-Elisabeth restent en dehors du mouvement, car là le *Congrès National Africain* domine et il a dénoncé cette campagne comme « aventuriste ». La police parvient à arrêter quelques « meneurs ». A Langa, elle tire sur la foule : 3 tués, 25 blessés. Mais c'est à Sharpeville que l'événement décisif se produit.

Une foule de manifestants, évaluée à quelques milliers, se dirige vers le poste de police. La police refuse de les arrêter et les somme de se disperser. Mais la foule ne fait que grossir, atteignant bientôt 20.000 personnes. De part et d'autre on commence à s'énerver. Les policiers reçoivent d'importants renforts, et pour tenter de disperser les manifestants, des

(5) Luthuli poursuit : « Nous ne voulons pas vous chasser du pays et nous ne voulons pas épouser vos sœurs. Tout ce que nous voulons c'est un traitement juste dans ce pays qui est le nôtre... Qu'avez-vous à craindre d'un homme qui lutte jour et nuit pour que ses enfants puissent recevoir une éducation supérieure à la sienne ?... » et « ...nous ne pouvons pas vivre sans les blancs ; nous avons pris votre civilisation, nous l'aimons et nous l'absorbons aussi vite que nous pouvons... »

chasseurs *Sabre* de l'armée de l'air plongent en piqué sur eux, sans autre résultat que de les irriter davantage ; ils lancent quelques pierres sur les policiers et leurs voitures blindées. Brusquement, la police perd son sang-froid et sans la moindre sommation, ouvre le feu à la mitrailleuse. La foule s'enfuit, laissant 70 morts et 150 blessés.

Le soir même des centaines d'arrestations ont lieu, mais le gouvernement suspend l'usage des « pass ». Comprenant cette mesure comme une abrogation définitive, des milliers de noirs, dans toute l'Union, brûlent les « pass », et parfois aussi, quelques locaux administratifs et religieux. Le *Congrès National Africain* se joint alors au *Congrès Panafricain* pour faire du lendemain une journée de deuil, en l'honneur des tués de Sharpeville, marquée par une grève de 24 heures « chez soi ». Cette grève est suivie à 90 % à Johannesbourg et à Capetown, et presque autant dans les autres villes. Bien que le mot d'ordre invite à faire la grève « chez soi », de nombreuses bagarres opposent les grévistes et la police qui fait « respecter la liberté du travail », de nombreuses émeutes éclatent, des incendies sont allumés, des voies de chemin de fer sabotées. La police multiplie les arrestations — sont arrêtés entre autres, Luthuli et Sobukwé — et interdit toutes les réunions. Enfin, l'état d'urgence est proclamé qui donne au gouvernement des pouvoirs absolument dictatoriaux, et une loi interdit les deux Congrès africains. Enfin, il rétablit l'obligation du « pass ».

Cependant malgré le mot d'ordre de poursuite de la grève lancé par Sobukwé, presque partout la grève a pris fin assez vite, sauf dans la région de Capetown. C'est là, semble-t-il que Sobukwé a la plus large audience. Dans les cités noires de Langa et de Nyanga la grève dure trois semaines malgré l'encerclement par la police et des raids fréquents pour tenter de traîner de force les africains au travail. C'est là également que se produit un épisode assez significatif des illusions qui restent aux noirs, en dépit des efforts des blancs pour les leur ôter. Un jour, un cortège se forme, d'environ 10.000 personnes, conduit entre autres, par un jeune étudiant de 21 ans, Kgosane. Ils se dirigent vers le Parlement avec l'intention de demander une entrevue au ministre de la justice, Erasmus. Panique à Capetown ; d'énormes forces de police sont massées autour du Parlement ; mais le cortège s'arrête à 500 mètres de là et envoie une délégation, comprenant le jeune Kgosane, chargée d'obtenir l'entrevue avec Erasmus. Evidemment la délégation est aussitôt arrêtée. Mais la foule se masse devant le commissariat où ses délégués sont détenus ; bientôt les policiers ne peuvent plus la maîtriser et ils doivent avoir recours à Kgosane pour obtenir qu'elle reste calme ; en échange de quoi ils promettent une entrevue avec le ministre et libèrent les délégués arrêtés. Cependant, ceux-ci *sont arrêtés*

pour de bon quelques jours plus tard lorsqu'ils se rendent à l'entrevue promise, SEULS.

⁂

Cette crise a eu un certain nombre de conséquences, tout d'abord, du côté blanc

Le gouvernement a réagi par la répression, donc, et, ce qui est plus grave et qui reste, maintenant que l'ordre règne de nouveau, que l'état d'urgence a été levé et que, même plus de 1.000 prisonniers ont été relâchés et placés en résidence surveillée, par une accentuation de la politique de ségrégation. Non seulement il a rétabli le « pass », mais il a entrepris d'accélérer la réalisation des lois instituant la séparation totale des races et que nous avons mentionnées plus haut. Il a clairement manifesté sa volonté de refuser toute discussion en prononçant et en maintenant l'interdiction des deux partis africains. D'autre part il a englobé dans la répression les éléments libéraux blancs, en particulier des membres de l'église Anglicane.

Cependant, parmi les blancs, le courant hostile à la politique de répression systématique et sans contrepartie réformatrice, s'est renforcé. A l'Université du Natal, on a vu 500 étudiants blancs baisser le drapeau et arborer des bannières sur lesquelles étaient écrit : « Hitler 1939, Verwœrd 1960 ». Surtout, l'opposition des milieux d'affaires s'est accentuée. Ils s'inquiètent de voir les capitaux étrangers se détourner massivement d'Afrique du Sud, et ressentent durement le prix des grèves renouvelées. La proclamation de la République et la sortie du Commonwealth, au sein duquel l'Union se trouvait en butte aux attaques des nouveaux membres non-blancs, n'ont fait qu'aggraver l'anxiété de ces milieux. Les incidences économiques de la rupture avec le Commonwealth ne seront pas négligeables et aussi les incidences politiques, car ils ont perdu là des alliés capables d'exercer un rôle modérateur sur Verwœrd et son équipe. Ils se trouvent désormais seuls face aux fanatiques Afrikaners. C'est ce qui explique que la proclamation de la République ait été l'occasion d'un assez ample mouvement en faveur d'une libéralisation du régime. 140 associations et groupements divers — blancs et non-blancs — se sont unis pour réclamer que la nouvelle constitution ne soit pas raciste. Mais il est vraisemblable que ce sursaut des libéraux des deux communautés est désespéré. En effet, la dernière crise semble avoir encore aggravé la terreur que les masses blanches ressentent à l'égard des noirs, et quels que soient les sentiments qu'elles nourrissent pour le gouvernement Verwœrd, elles sont moins prêtes que jamais à accepter les mesures d'apaisement que leur proposent les libéraux. Cette résurgence du courant libéral est liée à un certain ralentissement du mouvement de lutte des noirs — dont nous parlons plus loin. Rappelons simplement qu'après Sharpeville

l'opposition elle-même, c'est-à-dire les « libéraux », avait voté la mise hors-la-loi des partis africains. Comme d'autre part, ces libéraux voient leur audience diminuer également du côté des noirs, il est douteux que ce courant, même s'il s'amplifie dans les milieux intellectuels ou anglicans, même s'il trouve un appui parmi les industriels, puisse revêtir une importance politique réelle et devienne capable de renverser la tendance actuelle au durcissement.

D'autant plus que l'initiative, dans les faits, appartient aux noirs, et que c'est l'évolution de la lutte de leur point de vue qui est déterminante. Or, à ce propos, les événements de mars 1960, sont révélateurs.

Parti sur les mêmes bases que les précédentes campagnes anti- « pass », ce mouvement a vite tourné court pour la seule raison qu'à la protestation non-violente des foules, les blancs ont répliqué par la violence délibérée et aveugle. La colère des noirs, qui a suivi, elle, n'est pas restée non-violente, même et surtout lorsqu'ils ont cru qu'ils avaient touché au but et que le « pass » abhorré était supprimé. Leur réaction à ce moment-là montre que toute victoire importante remportée par eux reporterait probablement la lutte sur un plan beaucoup plus total. De toute façon, l'expérience de Sharpeville ne peut pas être oubliée ; le risque pourra difficilement être pris de la recommencer, et il sera beaucoup plus difficile de maintenir le mouvement sur le terrain non violent.

Ainsi commence à se manifester une prise de conscience plus radicale parmi les noirs, qui lie étroitement la lutte contre la ségrégation à la contestation du blanc, dans son existence de blanc et de maître. C'est ce qu'exprime un personnage du film *Come Back, Africa*, lorsqu'il repousse la discussion avec les libéraux : « Ils veulent nous donner le vote pour garder le pays ; nous prendrons d'abord le pays et, ensuite, peut-être, nous leur donnerons le vote ».

Aux enseignements fournis par le déroulement même de la lutte en Afrique du Sud s'ajoute la prise de conscience d'un élément encore plus important peut-être, l'essor victorieux des mouvements pour l'indépendance dans toute l'Afrique, qui modifie sans cesse le rapport de forces en faveur des noirs et qui justifie précisément des revendications plus totales.

C'est en cela que l'apparition du *Congrès Panafricain* est significative. Il s'est constitué dans l'aile gauche du Congrès National Africain et a rompu avec lui en avril 1959, en critiquant sa collaboration avec le Congrès Indien d'Afrique du Sud et l'aile gauche du Congrès des Démocrates (blancs, libéraux). Il lui reprochait d'avoir sacrifié la lutte de masse pour la libération des Africains à la recherche de l'alliance, au sommet, en somme, avec ces deux organisations bourgeoises. D'autre part il proclamait hautement la nécessité de relier le mouvement des noirs de l'Union à celui du reste de l'Afri-

que, se proposant donc de lutter pour la fin de la domination blanche dans tout le continent. Les déclarations de Luthuli semblent ainsi bien dépassées.

De fait l'évolution et l'accélération de la décolonisation en Afrique vont peser d'un poids de plus en plus considérable pour rendre intenable la situation des blancs de l'Union. Pour l'instant, la solidarité africaine ne peut guère procurer aux noirs de ce pays qu'un appui moral — encore que cela ne soit pas sans importance. Mais que se passera-t-il lorsque les Rhodésies seront indépendantes, ce qui ne saurait tarder ? Qu'est-ce qui s'opposera alors à l'établissement, par exemple, d'une zone d'insécurité permanente dans le Nord de l'Union, comparable, en somme, à ce que l'Aurès a été en Algérie ? Quel rôle vont jouer immédiatement les territoires du Bechuanaland, du Basoutoland et du Swaziland qui, eux, restent sous tutelle anglaise et qui déjà sont sur la voie d'une décolonisation politique ? Bien que ces facteurs n'interviennent pas encore nous ne nous livrons pas ici à des spéculations gratuites; nous voulons illustrer simplement ce fait incontestable que le mouvement de décolonisation tend inéluctablement à durcir la lutte et à favoriser la constitution d'une organisation beaucoup plus dure, plus structurée, adaptée à la clandestiné à laquelle sera condamné sans doute pour longtemps, tout mouvement politique noir en Afrique du Sud — plus bureaucratique, peut-être, aussi (6).

Pour l'instant on assiste — semble-t-il — à une retombée de la combativité des africains. Le semi-échec de la grève générale lancée au moment de la proclamation de la République en témoigne. Il s'explique par deux facteurs convergents. Tout d'abord, ce mouvement était situé sur le même plan unitaire et modéré que les précédents. Le prétexte en était relativement abstrait, sans objectif immédiat. Il était, en somme, trop uniquement politique, au sens étroit du mot. D'ailleurs à cette occasion, Luthuli a encore tenu des propos d'une modération stupéfiante : en fait, il tendait la main aux libéraux blancs, ce qui semble avoir perdu toute signification pour la masse africaine. Mais l'intense répression qui a précédé la manifestation — 10 000 arrestations préventives — et les forces préparées pour l'écraser en ont bien sûr sérieusement diminué les chances de succès. Cependant il importe de ne pas voir seulement dans ces mesures répressives un obstacle matériel à la lutte des noirs. C'est aussi le refus violent d'entrer dans le jeu de cette politique libérale et démocratique qui est encore celle de nombreux dirigeants noirs ; et ce refus, du même coup, la prive de sens. Il est vrai,

(6) Une certaine adaptation à la clandestinité semble s'être déjà accomplie. Lors de la grève générale du 31 mai certains leaders africains ont échappé à l'arrestation en entrant complètement dans la clandestinité. Les distributions de tracts appelant à la grève ont été faites sous le manteau et non plus dans la rue.

pourtant, que des luttes de masse — grèves chez soi, boycotts, viol massif des règles de la ségrégation — éclateront sûrement encore et peut-être même avec succès sur des objectifs limités. Mais sur le plan politique général, elles ne pourront être que les étapes successives d'une radicalisation et pas celles d'une solution libérale.

Cela apparaît d'autant plus clairement lorsqu'on envisage l'ensemble de la politique afrikaner récente. Cette politique est en train de faire de l'Union un camp retranché en procédant à une mobilisation psychologique, militaire — transformation complète de l'armée suivant les enseignements de la guerre d'Algérie — et économique, pour laquelle les blancs sont décidés à amputer leur niveau de vie d'autant qu'il le faudra pour — pensent-ils — assurer leur survie.

***

Il semble ainsi que l'on se dirige vers une période de guerre beaucoup plus ouverte entre les races, dont l'enjeu ne sera plus pour les noirs la prise en considération de leurs droits par les blancs, mais bien la fin de la domination blanche sur cette partie du continent, après qu'elle aura cessé presque partout ailleurs. C'est ce qui ressort de l'examen de la situation depuis Sharpeville. En somme, on a assisté en Afrique du Sud depuis la guerre, à l'échec de deux politiques. L'une, celle des blancs visait à faire entrer dans les faits l'*apartheid* total ; elle n'est parvenue qu'à multiplier les brimades, les contrôles, la répression. Mais les noirs ont également échoué dans leur tentative pour abolir ce même *apartheid*. Ce double échec est ressenti par les deux adversaires comme de plus en plus intolérable. Ils ne peuvent donc pas perpétuer le statu quo. Or que peuvent faire les blancs ? Il est impensable — sauf pour la démence collective des Afrikaaners — qu'ils réussissent. Partir ? Où ? Ils n'ont pas de métropole. Quant à changer de politique ils en sont incapables, il leur semble, à ceux même qui le jugent souhaitable, que ce n'est plus possible, et ils ont sans doute raison. Car, du côté des noirs, en revanche, la situation évolue. Leur position se renforce de tout le poids grandissant de l'Afrique décolonisée ; leurs exigences s'aggravent ; leur mouvement prend place dans l'ensemble du mouvement de décolonisation.

Il s'y inscrit, mais c'est pour le dépasser ; car il combine les forces des colonisés avec celles de prolétaires modernes. Où s'arrêteront les revendications de ces derniers ? Quels enseignements apporteront-ils aux autres prolétaires africains déjà décolonisés, mais moins avancés qu'eux ? La réponse ne dépend plus seulement de l'Afrique, mais aussi du mouvement ouvrier dans les pays les plus évolués.

P. CANJUERS.

Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne

(fin)

VI. — *L'échec du capitalisme* (*).

Le capitalisme tend à bureaucratiser intégralement la société. Qu'ils le sachent ou non, qu'ils le veuillent explicitement ou non, les capitalistes ne peuvent ni riposter à la lutte des travailleurs contre le système, ni résoudre les innombrables problèmes que leur pose constamment l'évolution du monde moderne, qu'en essayant de soumettre à leur pouvoir et à leur « organisation » des secteurs de plus en plus nombreux de la vie sociale, de pénétrer de plus en plus le travail et la vie des hommes pour la diriger d'après leurs intérêts et leur optique. La mentalité courante ne voit dans le développement du capitalisme que le développement de la production. Mais ce n'est là que le *résultat* de l'extension et de l'approfondissement des *rapports* de production et de vie capitalistes. Le développement du capitalisme, c'est la prolétarisation croissante de la population ; la réduction de tout travail en travail d'exécution au sein de grands ensembles organisés bureaucratiquement, et la séparation de plus en plus poussée des fonctions d'exécution et de direction ; la manipulation et l'organisation de l'extérieur de tous les aspects de la vie ; la constitution d'appareils de direction séparés, au sein desquels la même division entre direction et exécution est rapidement appliquée.

Ainsi, le capitalisme s'organise et organise la société. Il vise à produire une situation où l'appareil de direction déciderait de tout, où rien ne viendrait interrompre le fonctionnement « normal » prévu par les bureaux et les gouvernements, où tout se déroulerait suivant les plans des organisateurs, où la manipulation indéfinie des hommes les amènerait à se comporter docilement en machines à produire et à consommer. Ainsi, les contradictions et les crises du système seraient finalement surmontées.

Apparemment, le capitalisme a déjà parcouru une bonne partie du chemin menant à la réalisation de cet état de choses. Comme on l'a vu dans la première partie de ce texte, il est parvenu à contrôler suffisamment l'économie pour éliminer les dépressions ou le chômage massif, à manipuler les consommateurs de façon qu'ils absorbent une production constamment croissante, à intégrer les organisations ouvrières dans son système et à en faire des rouages, à transformer la politique en jeu inoffensif.

Ces manifestations de la bureaucratisation de la société, et en particulier le contrôle de l'économie, les apologistes du système et quelques marxistes traditionnels les considèrent comme prouvant que le capitalisme a « dépassé ses contradictions ». Ce qui amène souvent les marxistes traditionnels soit à nier les faits soit à abandonner la perspective révolutionnaire, c'est qu'ils ne voient pas que le capitalisme n'a fait qu'éliminer du milieu social ce qui *n'était pas* capitaliste, que les « contradictions » auxquelles ils sont habitués à penser ne sont précisément pas les contradictions du capitalisme, mais les incohérences d'une société que le capitalisme n'avait pas encore suffisamment transformée et assimilée. Ils ne comprennent pas par exemple que les dépressions économiques étaient conditionnées par le morcellement de la production en une multitude d'unités gérées indépendamment — morcellement qui n'a rien d'essentiellement capitaliste mais est, au contraire, tout aussi absurde du point de vue du système que le serait la gestion indépendante des divers ateliers d'une usine. La logique du capitalisme est de traiter l'ensemble de la société comme une immense entreprise intégrée ; les problèmes qu'il rencontre aussi longtemps que cette intégration n'est pas réalisée, loin de révéler son essence ne font que la masquer.

Mais si on se débarrasse de cette optique superficielle, on voit immédiatement que la contradiction du capitalisme ne peut pas être supprimée à moins que le système ne soit aboli. Car cette contradiction, comme on l'a vu dans la deuxième partie de ce texte, est posée par sa structure même ; elle est inhérente au rapport fondamental qui constitue l'organisation capitaliste de la production et du travail. Celle-ci tend constamment à réduire la quasi-totalité des travailleurs en exécutants purs et simples, mais s'effondrerait aussitôt si cette réduction se réalisait intégralement ; elle est donc obligée simultanément de solliciter la participation des exécutants au processus de production *et* de leur interdire toute initiative. Dans une société en bouleversement continu, cette contradiction devient le problème quotidien de la production ; et la lutte de classe des travailleurs devient immédiatement une contestation permanente des fondements du système.

Or, le développement du capitalisme n'est que l'extension des rapports capitalistes à toute la société ; en bureaucratisant toutes les activités pour « résoudre » les contradictions héritées des phases historiques antérieures, le capitalisme ne fait que propager partout *sa* contradiction fondamentale. Et ses tentatives de la résoudre n'aboutissent qu'à des échecs.

Pour s'en convaincre, il faut d'abord considérer la situation dans la production. Depuis un siècle, le taylorisme, la psychologie puis la sociologie industrielles ont essayé de réaliser cette quadrature du cercle : faire que les ouvriers exploités et aliénés travaillent comme s'ils ne l'étaient pas, que ceux à qui l'initiative est interdite en prennent d'extraordinaires lorsque c'est « nécessaire », c'est-à-dire tout le temps, que ceux qu'on exclut constamment de tout participent à quelque chose. La solution de ce problème n'a pas avancé d'un millimètre depuis un siècle (1). Les vaines tentatives des sociologues

(*) *Les deux premières parties de ce texte ont été publiées dans les numéros* 31 (*p.* 51 *à* 81) *et* 32 (*p.* 84 *à* 111) *de cette revue.*

(1) *Ce fait fondamental est reconnu par les dirigeants capitalistes qui ne se payent pas de mots. Voici par exemple comment le* Financial Times (7 *novembre* 1960) *résume un livre récemment publié par M. Wilfred Brown, président pendant vingt ans de la Glacier Metal Company,* Exploration in Management (*Heinemann, Londres,* 1960) *: « Fondamentalement, M. Brown a été préoccupé par la divergence entre l'organisation formelle de sa compagnie (du président jusqu'à l'atelier) et la forme réelle que prend dans les faits l'élaboration de la politique et des décisions... En un sens, son problème est ce qu'on pourrait désigner, en langage courant, par l'action des gens « par-dessus la tête » ou « derrière le dos » des autres. C'est un signe de la pénétration de l'analyse de M. Brown qu'il est parvenu à voir clairement et à reconnaître — mais sans pouvoir y remédier — ce qu'il appelle « la scission existant au bas de la chaîne de commandement ». On a ici la reconnaissance franche par un businessman, au bout d'une recherche indépendante, du concept marxiste classique de l'aliénation de l'ouvrier. Que cela reste toujours le plus grand problème que l'industrie britannique (et même la société britannique) ait à résoudre, c'est amplement montré par la préoccupation croissante avec le nombre des grèves inofficielles... »*

industriels visant à « réformer les relations humaines dans l'industrie » ne servent finalement qu'à la décoration, au même titre que les jardinets bien entretenus dont s'entourent les usines modernes.

Certes, lorsque la logique du système poussée à ses conséquences ultimes aboutit à des impasses absolues, des corrections sont apportées. Mais ce ne sont que des oscillations autour d'un point de déséquilibre central. Ainsi, un mouvement se dessine actuellement contre la division toujours plus poussée des tâches, parce qu'on s'est aperçu qu'au-delà d'un certain point cette division diminue le rendement global de l'entreprise plutôt qu'elle ne l'augmente (2). Ou bien, des entreprises modernes en Angleterre et aux Etats-Unis abandonnent le « salaire au rendement », pour éliminer les conflits que fait perpétuellement surgir la définition des normes, le contrôle, etc., et reviennent à la rémunération au temps. Ces corrections ne corrigent finalement rien d'essentiel. Il est impossible dans le contexte actuel d'élargir les tâches au point que le travail de l'ouvrier récupère un semblant de signification ; et la restitution de tâches plus intégrées aux ouvriers, en augmentant leur degré relatif d'autonomie dans le travail accroît leurs moyens de lutte contre la direction, donc nourrit à nouveau le conflit fondamental. Le retour aux rémunérations au temps, d'autre part fait que le problème du rendement se trouve à nouveau posé dans son intégralité, à moins que la firme ne se contente du rendement déterminé par les ouvriers eux-mêmes.

Aussi bien la solution choisie par le capitalisme n'est pas l'aménagement de ses rapports avec les ouvriers, mais leur suppression radicale par la suppression de l'ouvrier, autrement dit par l'automatisation de la production. Comme l'a dit profondément un patron américain, « la source du mal dans l'industrie, c'est qu'elle est pleine d'hommes » (3). Mais cette suppression ne peut jamais être totale : les ensembles automatisés ne peuvent pas fonctionner sans être entourés d'un réseau d'activités humaines (approvisionnement, surveillance, entretien et réparation) ; ils impliquent donc le maintien d'une force de travail, et des contradictions qui en découlent même si celles-ci prennent une nouvelle forme. Et de toute façon pendant très longtemps encore, l'automatisation de par sa nature même ne concernera qu'une petite minorité de la force de travail : les ouvriers effectivement ou virtuellement éliminés des secteurs automatisés doivent trouver quelque part un emploi — et ce ne peut être que dans les secteurs non-automatisés. Les secteurs automatisés n'employant guère de main-d'œuvre, la grande majorité de celle-ci continuera longtemps encore à être occupée dans les autres secteurs. L'automatisation ne résoud donc pas le problème du capitalisme dans la production.

Ainsi les victoires du capitalisme sur les ouvriers dans la production se transforment, après un temps, en échecs (4). La même dialectique apparaît à l'œuvre lorsqu'on considère la gestion de la société. Chaque « solution » que le capitalisme invente à ses problèmes en crée aussitôt de nouveaux ; chacune de ses « victoires » comporte son revers. Soit par exemple le problème des dépressions et du chômage. Le capitalisme d'après guerre est parvenu à contrôler le niveau de l'activité économique de façon à éliminer les dépressions économiques et de maintenir un plein emploi relatif de la force de travail. Mais cette situation fait naître une foule de nouveaux problèmes, qu'on voit très clairement dans le cas de l'Angleterre. Dans ce pays, le taux de chômage depuis la guerre n'a jamais dépassé

(2) *V. par exemple G. Friedmann,* Le travail en miettes.

(3) New-York Herold Tribune, 5 *juin* 1961. *Il s'agit d'un dirigeant de la* International Harvester.

(4) *Pierre Chaulieu,* Sur le contenu du socialisme, *dans le n° 23 de cette revue, p.* 117 *à* 125.

2,5 %, tandis que les « offres d'emploi non satisfaites » sont fréquemment supérieurs au nombre de chômeurs. Il en résulte, d'un côté, une poussée des salaires jugée évidemment « excessive » par les capitalistes ; elle se matérialise dans les augmentations générales accordées par les négociations entre patrons et syndicats, mais surtout dans la « dérive des salaires », c'est-à-dire l'augmentation continue des rémunérations effectives au-delà des rémunérations contractuelles. D'un autre côté, et le plus intolérable pour les capitalistes, la lutte des ouvriers contre les conditions de production et de vie dans l'entreprise a pris une intensité et une ampleur extraordinaires ; nous y reviendrons longuement. Pris à la gorge par la contestation de son pouvoir dans l'usine et par la hausse des salaires et des coûts qui entrave ses exportations sans lesquelles il ne pourrait vivre, le capitalisme anglais discute ouvertement depuis dix ans, dans les colonnes de ses journaux, le besoin d'injecter dans l'économie une bonne dose de chômage pour « discipliner » les ouvriers. C'est ainsi que le gouvernement conservateur a organisé intentionnellement des récessions économiques à plusieurs reprises : en 1955 (la stagnation de la production qui en a résulté a duré jusqu'en 1958), au début de 1960 (la production a stagné pendant un an) et encore en juillet 1961. Le problème n'a pas été résolu pour autant. D'abord, la dose de chômage n'était pas suffisante, et une dose plus grande risquait de provoquer une vraie dépression, ou bien une explosion de la lutte des classes. Ensuite ces récessions et plus généralement l'attitude « anti-inflationniste » du gouvernement ont induit une stagnation chronique de la production et de la productivité qui a contribué plus que tout le reste à miner la position concurrentielle des produits anglais sur les marchés internationaux. Enfin et surtout, étant donné la combativité du prolétariat anglais, ni la pression sur les salaires, ni les conflits à propos des conditions de production n'ont diminué ; les récessions ont seulement ajouté à celles qui existaient déjà une nouvelle cause de conflits, les licenciements : on voit fréquemment l'ensemble d'une usine se mettre en grève parce que 50 ou 100 ouvriers ont reçu des lettres de licenciement, signe que les ouvriers se posent dans les faits le problème du contrôle du niveau de l'emploi par l'entreprise. Bref, la politique Macmillan depuis six ans est une politique de Gribouille, aggravant les problèmes au lieu de les résoudre, et s'en créant de nouveaux. On peut dire autant de la politique Eisenhower aux Etats-Unis, qui, pour lutter contre la pression ouvrière (5) a restreint à plusieurs reprises l'expansion de la demande globale et provoqué ainsi une stagnation de la production américaine pendant sept ans, équivalent à la perte potentielle de quelque 200 à 300 milliards de dollars, et pour finir a créé de toutes pièces une crise internationale du dollar (6).

Il n'est guère possible de donner ici plus que quelques exemples de cette dialectique qui transforme la « solution » d'un problème par le capitalisme bureaucratique en source de nouvelles difficultés.

(5) *L'obsession des luttes ouvrières qui s'est emparé des patrons modernes, c'est ce que M. Mendès France appelle élégamment « la hantise de l'inflation »* (L'Express, 23 *septembre* 1960).

(6) *Ce ne sont pas là des maladies anglo-saxonnes. En Allemagne, l'afflux de main-d'œuvre réfugiée et la docilité des travailleurs ont permis au capitalisme de progresser à un rythme très rapide. Mais cette période touche à sa fin : depuis deux ans, le plein emploi continue mine la discipline dans la production (v., dans le n° 30 de cette revue, p.* 94, *« Fin du miracle allemand ») et crée des hausses de salaire beaucoup plus fortes que l'augmentation de la productivité (+ 12 % pour les premiers, + 6 % pour la seconde entre les premiers semestres* 1960 *et* 1961). *Comme par hasard, au moment où le capitalisme allemand doit commencer à faire face à la contradiction entre l'expansion continue et le maintien de la « discipline au travail », le miracle politique allemand et la dictature Adanauer touchent également à leur fin.*

En acceptant les augmentations de salaire, le capitalisme résoud le problème des débouchés nécessaires à une expansion continue de la production ; il essaie simultanément d'acheter la docilité des ouvriers dans la production, et de les rejetter vers la vie privée. Mais : l'élévation du niveau de vie n'a en rien diminué la tension revendicative sur le plan économique, plutôt plus forte aujourd'hui qu'autrefois ; puis, lorsque la misère s'éloigne et l'emploi paraît assuré, le problème du sort de l'homme dans le travail prend aux yeux des ouvriers l'importance centrale qui est la sienne, ce qui intensifie la révolte contre le régime de l'usine capitaliste ; enfin à plus long terme l' « élévation du niveau de vie » se réfute elle-même, l'absurdité de cette vie, de cette course sans fin après diverses espèces de carottes mécaniques, tend à apparaître. — La domestication des syndicats permet au capitalisme de les utiliser dans ses intérêts. Mais elle provoque un détachement croissant des ouvriers à l'égard du syndicat, que les capitalistes sont finalement obligés de déplorer (7) ; en intégrant la bureaucratie ouvrière à leur système ils lui ont fait perdre de plus en plus son emprise sur les ouvriers, l'arme s'émousse au fur et à mesure qu'ils s'en servent. — En bureaucratisant les partis et la politique, on parvient à éloigner la population de toute activité publique, et à soustraire les chefs à son contrôle. Mais une société, qu'elle soit « démocratique » ou ouvertement totalitaire, ne peut pas fonctionner longtemps au milieu de l'indifférence générale des citoyens, et l'irresponsabilité totale des grands chefs peut coûter très cher (comme l'a montré, pour n'en citer qu'un exemple, Suez, et comme le montrent encore trois ans de gaullisme en France).

Pourquoi donc en est-il nécessairement ainsi? Pourquoi toute solution donnée par la classe dominante aux problèmes de la société reste partielle et débouche toujours sur de nouveaux conflits ? C'est que la gestion d'ensemble de la société moderne échappe au pouvoir, aux possibilités et aux capacités de toute couche particulière. C'est qu'elle ne peut pas se faire de façon cohérente si l'énorme majorité des hommes est réduite au rôle d'exécutants, si leurs capacités d'organisation, d'initiative, de création sont systématiquement réprimées par cette même société qu'ils sont par ailleurs appelés à faire fonctionner.

Le capitalisme bureaucratique essaie de réaliser à l'échelle de la société ce qui est déjà irréalisable à l'échelle de l'atelier : traiter l'ensemble des activités de millions d'individus comme une masse d'objets à manipuler. Mais pour autant que les ouvriers d'un atelier exécuteraient strictement et rigoureusement les ordres qui leur sont donnés, la production menacerait de s'arrêter ; pour autant que les citoyens se laissent intégralement manipuler par la propagande ou se comportent avec la docilité totale que leur demande le pouvoir, tout contrôle et tout contrepoids disparaît, le champ est libre à la folie de la bureaucratie et le produit nécessaire c'est Hitler, Staline ou la Pologne bureaucratique s'effondrant d'elle-même en 1956 parce que lorsque tout le monde marche aux ordres plus rien ne marche, ni même les tramways. Ce qui était à la rigueur possible théoriquement dans une société stagnante, esclavagiste ou féodale : la conformité complète du comportement des exploités à des normes établies « de tout temps », uniques, incontestables et immuables, est impossible dans une société en perpétuel bouleversement, qui impose aux maîtres aussi bien qu'aux assujettis de se modifier continuellement, de s'adapter à des situations chaque fois nouvelles et imprévisibles, qui rend caduques chaque jour les normes, les règles, les conduites, les manières de faire, les techniques et les valeurs de la veille. C'est

(7) *V. par exemple les extraits du* Financial Times *et de l'*Economist *dans les numéros* 29 (*p.* 108) *et* 30 (*p.* 94) *de cette revue.*

cette société, prise dans un mouvement d'accélération croissante, qui ne pourrait vivre un instant si même les plus humbles de ses membres n'apportaient leur contribution à cette rénovation perpétuelle — en assimilant et en rendant humainement praticables de nouvelles techniques, en se prêtant à d'autres modes d'organisation et en en inventant, en modifiant leur consommation et leur manière de vivre, en transformant leurs idées et leur vue du monde ; c'est cette société qui, par sa structure de classe, interdit aux hommes de réaliser cette adaptation et cette création et veut monopoliser ces fonctions au profit d'une minorité qui devrait prévoir pour le compte de tout le monde, définir, décider, dicter et finalement vivre pour le compte de tout le monde.

Il ne s'agit pas ici de philosophie, et nous ne disons pas que le capitalisme bureaucratique est contraire à la nature humaine. Il n'y a pas de nature humaine ; et quelqu'un pourrait déjà dire que, précisément pour cette raison, l'homme ne peut pas devenir un objet et que, par conséquent, le projet capitaliste bureaucratique est utopique. Mais même ce raisonnement reste philosophique, donc abstrait. C'est précisément parce que l'homme n'est pas objet, et qu'il présente une plasticité presqu'infinie dans la pratique, qu'il pourrait être transformé en quasi-objet pour de longues périodes, et l'a été effectivement dans l'histoire. Dans l'*ergastulum* romain, dans la mine exploitée par des esclaves enchaînés, dans la galère ou le camp de concentration, les hommes ont été des quasi-objets non certes pour le philosophe ou le moraliste, mais pour leurs maîtres. Pour le philosophe le regard de l'esclave et sa parole témoigneront toujours de son humanité indestructible. Mais pour la pratique du maître ces considérations n'ont aucun intérêt : l'esclave est soumis à sa volonté jusqu'à la limite tracée par les lois de sa nature qui font qu'il peut s'évader, casser comme un outil ou s'effondrer comme une bête de somme. Notre point de vue est sociologique et historique: c'est *cette* société du capitalisme moderne, pris dans un mouvement d'auto-transformation accéléré et irréversible qui ne peut pas, même pour quelques années, transformer ses sujets en quasi-objets, sous peine de s'effondrer aussitôt. Le cancer qui la ronge, c'est qu'elle doit en même temps constamment essayer de réaliser cette transformation.

Il est essentiel d'ajouter que le capitalisme n'échoue pas seulement dans sa tentative de « rationaliser » d'après son optique et ses intérêts, l'ensemble de la société ; il est tout autant incapable de « rationaliser » les rapports à l'intérieur de la classe dominante. La bureaucratie veut se présenter comme la rationalité incarnée, mais cette rationalité n'est qu'un phantasme. Nous ne reviendrons pas ici sur cette question, qui a déjà été discutée (8). Rappelons simplement que la bureaucratie s'adjuge une tâche impossible en soi, c'est-à-dire d'organiser la vie et l'activité des hommes du dehors et à l'encontre de leurs intérêts ; que par là, non seulement elle se prive de leur concours — qu'elle est en même temps obligée de solliciter — mais qu'elle suscite leur opposition active ; que cette opposition se manifeste aussi bien comme refus de coopérer dans la pratique, que comme refus d'informer la bureaucratie sur ce qui se passe ; que par conséquent la bureaucratie en est réduite à « planifier » une réalité qu'elle ignore matériellement et que, même si elle la connaissait, elle ne peut la juger adéquatement parce que son optique, ses méthodes, ses catégories mêmes de pensée sont étroitement limitées et finalement faussées par sa situation de couche

(8) *V. Sur le contenu du socialisme, l. c., p.* 104 *à* 116 *;* Les ouvriers contre la bureaucratie, *dans le n°* 20 *de cette revue, p.* 139 *à* 153 *; Claude Lefort,* Le totalitarisme sans Staline, *dans le n°* 19 *de cette revue, p.* 46 *à* 68 *; et la deuxième partie de ce texte, n°* 32 *de cette revue, p.* 102 *à* 106.

exploiteuse et séparée de la société ; qu'elle ne peut « planifier » qu'au passé, ne voyant l'avenir que comme la répétition de ce qui a été à une échelle agrandie et ne pouvant le « dominer » qu'en essayant de le soumettre à ce qu'elle sait déjà. L'ensemble de ces contradictions est reporté et reproduit à l'intérieur de l'appareil bureaucratique lui-même ; l'extension de la bureaucratie fait qu'elle doit organiser son « travail » en s'appliquant ses propres méthodes, et donc en créant à l'intérieur de l'appareil bureaucratique une division entre dirigeants et exécutants qui fait résurgir au sein de cet appareil la contradiction qui caractérise les rapports de l'appareil avec la société ; loin donc de pouvoir s'unifier, la bureaucratie est profondément divisée en son intérieur ; cette division s'aggrave du fait que l'appareil bureaucratique est nécessairement hiérarchisé, que le sort des individus dépend de leur promotion et que, dans une société dynamique il n'y a et il ne peut y avoir aucune base « rationnelle » pouvant régler le problème de la promotion des individus et de leur place dans l'appareil hiérarchique ; que la lutte de tous contre tous à l'intérieur de l'appareil aboutit à la formation de cliques et de clans dont l'activité altère essentiellement le fonctionnement de l'appareil et détruit ses dernières prétentions à la rationalité ; que l'information à l'intérieur de l'appareil est *nécessairement* cachée ou falsifiée ; que l'appareil ne peut fonctionner qu'en se donnant des règles fixes et rigides, périodiquement distancées par la réalité et dont la révision signifie une fois sur deux une crise.

Les facteurs qui déterminent l'échec du capitalisme bureaucratique dans sa tentative d'organiser totalement la société dans ses intérêts ne sont donc ni accidentels, ni transitoires. Donnés avec l'existence même du système capitaliste, ils en expriment les structures les plus profondes : le caractère contradictoire du rapport capitaliste fondamental ; sa contestation permanente par la lutte de classe ; la reproduction de ces conflits à l'intérieur même de l'appareil bureaucratique et l'extériorité de celui-ci par rapport à la réalité qu'il doit gérer. C'est pourquoi ils ne peuvent être éliminés par aucune « réforme » du système ; les réformes ne laissent pas seulement intacte la structure contradictoire de la société, elles en aggravent l'expression car toute réforme implique une bureaucratie qui la gère. Le réformisme n'est pas utopique, comme l'ont cru autrefois les marxistes, parce que des lois économiques empêcheraient qu'on altère la distribution du produit social (ce qui est faux) ; il est utopique parce qu'il est toujours et par définition bureaucratique. Les modifications limitées qu'il veut introduire non seulement ne touchent jamais au rapport capitaliste fondamental, mais doivent être administrées par des groupes à part et des institutions *ad hoc*, qui automatiquement se séparent des masses et s'opposent à elles. C'est le capitalisme moderne lui-même qui est réformiste ; tout réformisme « ouvrier » ne peut être que le collaborateur du capitalisme dans la réalisation de ses tendances les plus profondes.

Mais est-ce que, bien qu'incapable de surmonter sa contradiction fondamentale, le capitalisme parvient à « organiser » extérieurement la société pour qu'elle évolue sans à-coups, sans heurts et sans crises ? Est-ce que le contrôle bureaucratique et le totalitarisme parviennent à assurer un fonctionnement *cohérent* de la société du point de vue des exploiteurs ? Il suffit de regarder la réalité autour de soi pour voir qu'il n'en est rien. Infiniment plus consciente et plus riche en moyens qu'il y a un siècle, la politique capitaliste échoue toujours autant face à la réalité sociale moderne. Cet échec se traduit, d'une façon permanente, par l'énorme gaspillage qui caractérise les sociétés contemporaines du point de vue même des classes dominantes, par le fait que leurs plans ne se réalisent jamais, pour ainsi dire, qu'à moitié, par leur incapacité de dominer effectivement le cours de la vie sociale. Mais il se traduit aussi, périodiquement,

par les *crises* de la société établie, que le capitalisme n'est pas parvenu et ne peut pas parvenir à éliminer. Par crises nous n'entendons pas, ou pas seulement, les crises économiques, mais ces phases de la vie sociale où un événement quelconque (économique, politique, social, international) provoque un déséquilibre aigu dans le fonctionnement courant de la société et met les institutions et les mécanismes existants dans l'incapacité temporaire de rétablir l'équilibre. Des crises en ce sens, quelle qu'en soit l'origine, sont inhérentes à la nature même du système capitaliste, elles expriment son irrationalité et son incohérence fondamentales. C'est une chose de constater, par exemple, que le capitalisme peut désormais contenir les fluctuations de l'économie dans des limites étroites, que donc ces fluctuations perdent beaucoup de l'importance qu'elles avaient autrefois. C'en est une autre, à une distance infinie de la première, que de croire que le capitalisme est devenu capable d'assurer un développement social cohérent à son propre point de vue, sans heurts et sans éclatements. Les dimensions et la complexité de la vie sociale actuelle, mais surtout ses transformations permanentes font qu'un fonctionnement cohérent de la société ne peut être assuré ni par des « lois naturelles », ni par des réactions spontanées des hommes. Ce fonctionnement cohérent — qui ne faisait pas problème au cours des étapes précédentes de l'histoire — devient une tâche qui doit être assurée par des institutions et des activités *ad hoc*. Le bouleversement continu de la technique et des rapports économiques et sociaux, la mise en rapport de secteurs d'activité jusqu'alors éloignés, l'interdépendance croissante des peuples, des industries, des événements font que des problèmes nouveaux se présentent constamment, ou que les solutions appliquées auparavant ne valent plus. La classe dirigeante est alors objectivement mise en demeure d'organiser une réponse sociale cohérente à ces problèmes. Or, pour des raisons qui ont déjà été données, et qui tiennent à la fois à la structure de classe de la société et à sa propre aliénation comme classe exploiteuse, il n'y a aucune garantie qu'elle sera en mesure de le faire ; elle en est incapable, pour ainsi dire, une fois sur deux. Chaque fois qu'il en est ainsi, une crise au sens précis du terme éclate — économique, politique, internationale ou autre. Chaque crise particulière peut donc apparaître comme un « accident » ; mais, dans un tel système, l'existence d'accidents et leur répétition périodique (quoique non « régulière ») sont absolument nécessaires. Qu'il s'agisse d'une récession plus prolongée que d'habitude, ou de la guerre d'Algérie ; que les noirs ne supportent plus la discrimination raciale à laquelle le capitalisme américain est incapable de mettre fin ; que les charbonnages belges cessent d'être rentables du jour au lendemain et qu'en conséquence on décide de « supprimer » purement et simplement de la carte économique le Borinage et ses centaines de milliers d'habitants — ou que le gouvernement belge, pour rationaliser ses finances, crée de ses propres mains une grève générale d'un million de travailleurs pendant un mois ; qu'en Allemagne de l'Est, en Pologne ou en Hongrie, au moment où la tension entre les classes se trouve déjà à son maximum et où les lézardes de l'édifice du pouvoir sont visibles pour tous, la bureaucratie ne sache faire rien de mieux que de mettre le feu aux poudres par des actes de provocation — contre ces « accidents » non seulement le système capitaliste n'est pas préservé, il tend à les produire inéluctablement, sous une forme ou sous une autre. A ces moments, l'irrationalité profonde du système explose, la cohésion du tissu social se rompt, et le problème de l'organisation globale de la société est objectivement posé. S'il est en même temps posé explicitement dans la conscience des masses travailleuses, leur intervention consciente peut transformer cet « accident » en révolution sociale. Au demeurant, ce n'est jamais que de cette façon que les révolutions se sont produites dans l'histoire, du capitalisme aussi bien que des régimes précédents, et non point au moment où une imaginaire

« dynamique des contradictions objectives » atteignait son paroxysme.

VII. — *L'étape actuelle de la lutte de classe et la maturation des conditions du socialisme.*

Le capitalisme, privé ou bureaucratique, continuera donc inéluctablement à produire des crises, même s'il ne s'agit plus de dépressions économiques et si personne ne peut en fixer la périodicité. Il n'est que de considérer la jungle marécageuse où se débattent les dirigeants de cette société, qu'ils s'appellent de Gaulle, Kennedy, Khrouchtchev ou Macmillan, leur impuissance et l'imbécillité à laquelle ils sont condamnés dès qu'un problème massif se présente ; il n'est que de se rappeler les crises, les bouleversements, les tensions, les effondrements dont son remplies les quinze dernières années autant et plus que toute autre période historique, pour se convaincre que l'édifice de la société d'exploitation reste aussi fragile, aussi branlant que jamais.

Mais cette constatation à elle seule ne suffit pas à fonder une perspective révolutionnaire. Depuis quatre ans en France, on a pu dire à plusieurs occasions que le pouvoir était dans la rue. Mais dans la rue, il n'y avait personne pour le prendre si ce n'était des automobilistes préoccupés de sortir des embouteillages. En 1945, le capitalisme allemand subissait un effondrement absolu. Quelques années plus tard, il était devenu le plus « florissant » des capitalismes occidentaux. Une crise de la société est, par son essence même, une brève période de transition. Si, pendant la phase de dislocation de l'organisation établie les masses n'interviennent pas, si elles ne trouvent pas en elles-mêmes la force et la conscience nécessaires pour instituer une nouvelle organisation sociale, les anciennes couches dominantes (ou d'autres formations) se ressaisiront et imposeront leur orientation. La société ne peut pas supporter le vide, pour que la vie puisse continuer un « ordre » quelconque doit s'instaurer. En l'absence d'une action des masses ouvrant une issue révolutionnaire, la vie reprendra sur le vieux modèle plus ou moins amendé selon les circonstances et les besoins de la domination des exploitateurs. L'évolution de la Pologne après 1956 en offre une autre illustration (9).

C'est ce que Lénine exprimait en disant : une révolution a lieu lorsqu'en haut *on ne peut plus,* et en bas *on ne veut plus.* Mais l'expérience des révolutions et des mouvements vaincus depuis quarante ans montre que, s'agissant d'une révolution socialiste, ces conditions ne sont pas suffisantes. Il faut ajouter : lorsqu'en bas on ne veut plus *et que l'on sait aussi,* plus ou moins, *ce que l'on veut.* Comme l'ont montré de nombreux exemples et, tout récemment encore, les grèves belges, il ne suffit pas que le système d'exploitation se trouve en crise, ni que la population s'en mêle ; il faut une intervention *consciente* des masses, leur capacité de définir des objectifs socialistes et de s'orienter pour les réaliser dans une situation infiniment complexe. En parlant de conscience dans ce contexte nous n'entendons pas une conscience théorique, un système d'idées claires et précises existant préalablement à la pratique. La conscience des masses travailleuses se développe dans et par l'action ; et une révolution est précisément une phase de mutation nucléaire de l'histoire. Mais cette conscience éminemment *pratique* des masses révolutionnaires ne surgit pas à partir du néant ; d'une certaine façon, ses prémisses doivent avoir été posées pendant la période précédente. Le problème auquel nous avons à répondre est : les

(9) *V. dans le n° 21 de cette revue, Claude Lefort,* Retour de Pologne, *p.* 15 *à* 58, *et Pierre Chaulieu,* La voie polonaise de la bureaucratisation, *p.* 59 *à* 76.

conditions d'une conscience socialiste chez le prolétariat continuent-elles à être données sous le capitalisme moderne ?

Pour répondre à cette question, il n'y a qu'un moyen : examiner le comportement et les actions des travailleurs dans les pays de capitalisme moderne, analyser l'étape actuelle de la lutte de classe. Ce qu'une telle analyse fait apparaître immédiatement, c'est le contraste extrême qui oppose le comportement du prolétariat *dans la production* et son attitude *hors de la production,* face à la politique et à la société en général.

Soit un pays comme l'Angleterre. Comme on l'a déjà dit plus haut, le « plein emploi » y est réalisé depuis la guerre ; les salaires réels ouvriers augmentent en moyenne de 2-2,5 % par an ; la sécurité sociale est beaucoup plus complète qu'en France ; plus de quatre millions de logements ont été construits depuis 15 ans. Cependant, pour le désespoir des capitalistes anglais et pour le plus grand étonnement des sociologues et psychologues industriels les luttes ouvrières n'ont rien perdu de leur intensité et de leur profondeur, au contraire. Nous publierons prochainement une étude particulière sur ce sujet ; pour l'instant, nous résumons les caractéristiques les plus importantes de ces luttes et du comportement du prolétariat anglais :

Organisation des luttes et des ouvriers : Il y a les grèves « officielles » c'est-à-dire déclenchées par décision ou après accord de la direction syndicale ; même pour ces grèves l'initiative appartient dans la grande majorité des cas aux ouvriers et à leurs délégués d'atelier, qui décident de la grève et obtiennent la ratification du syndicat ; les grèves vraiment décidées par la direction syndicale ne concernent que les grandes batailles rangées de toute une corporation, au demeurant assez rares. Mais de plus en plus souvent on observe des grèves « inofficielles », qui n'ont pas reçu l'approbation de la direction syndicale ou sont faites *contre* son opposition formelle. Elles ne sont pas pour cela inorganisées, tout au contraire. Un grand rôle dans leur organisation, comme d'ailleurs dans toute la vie ouvrière dans l'entreprise, est joué par les délégués d'atelier, les *shop-stewards,* qui ne sont nullement comme en France ou ailleurs, des instruments de la bureaucratie syndicale ou ses otages, mais des représentants authentiques des ouvriers, élus et révocables. Membres du syndicat, comme tout le monde en Angleterre, les shop-stewards n'en acceptent pas pour autant les directives, et très souvent ils s'y opposent, sans que jamais le syndicat ose les sanctionner ; il n'y a pas d'exemple qu'un syndicat ait refusé d'accorder à un shop-steward élu par les ouvriers les « lettres de créance » (*credentials*) qui garantissent son statut à l'égard du patron. Les shop-stewards sont organisés de façon autonome à l'égard du syndicat (et pour cause, car en Angleterre il n'y a que des syndicats de corps de métier, et pas de syndicats d'industrie et les travailleurs d'une usine peuvent facilement appartenir à trente syndicats différents ; cette particularité a sans doute favorisé l'indépendance des shop-stewards à l'égard des syndicats) ; il y a une réunion régulière des shop-stewards de chaque usine (généralement hebdomadaire), dont le comité a des activités et des ressources propres (provenant de contributions des ouvriers, de loteries, etc.) ; il y a également des comités de shop-stewards de toutes les entreprises d'un district, et des comités nationaux par industrie. D'autre part, les grèves « inofficielles » comme aussi presque toutes les grèves « officielles » limitées à une entreprise, sont toujours décidées par des assemblées générales des ouvriers concernés, et ne sont jamais terminées à moins qu'une réunion générale des grévistes n'ait décidé ainsi par un vote.

Revendications : On peut montrer statistiquement que les revendications économiques au sens strict sont à l'origine d'une proportion décroissante des grèves ; les revendications qui, de plus en plus fréquemment, provoquent des grèves concernent les conditions de

production au sens le plus général (périodes de repos, chronométrage et cadences, conséquences de changements de machines ou de méthodes de production, etc.) et les conditions d'embauche et de licenciement ; très souvent également des grèves sont déclenchées par solidarité avec d'autres ouvriers en grève (10).

Combativité et solidarité des ouvriers : Il n'y a pratiquement jamais de grève sans piquet de grève. Fréquemment, lorsqu'une catégorie d'ouvriers de l'usine est en grève d'autres catégories ou même l'ensemble se mettent en grève pour les soutenir ; les produits qui sortent d'une usine en grève, ou les matières ou pièces qui lui sont destinées, sont déclarés « noirs » ce qui équivaut à une interdiction pour les ouvriers des autres usines ou des transports de les manipuler. Il y a *toujours* des collectes importantes de solidarité parmi les autres usines de la région.

Atmosphère générale : Il est impossible de rendre, dans un résumé schématique, le climat qui se dégage des descriptions détaillées ou de récits de camarades anglais sur la lutte ou simplement la vie dans les usines. Une solidarité complète entre les ouvriers se manifeste constamment ; une contestation presque permanente du pouvoir de la direction et de la maîtrise se fait jour à propos des mille événements de la vie quotidienne de l'entreprise.

Ces traits, qui valent en gros pour toute l'industrie anglaise, apparaissent avec une netteté extrême dans certains secteurs industriels très importants et par ailleurs très divers (mines, automobile et industrie mécanique, chantiers navals, dockers, ouvriers des transports entre autres). Nous ne disons pas que la situation à cet égard est identique dans toutes les usines anglaises, à tout moment, mais que les traits résumés plus haut définissent la tendance typique des formes les plus évoluées de la lutte de classe dans un pays de capitalisme moderne. Et cette conclusion est corroborée par ce qui se passe aux Etats-Unis (11).

---

(10) *Nous avons parlé à plusieurs reprises dans cette revue des grèves en Angleterre et aux Etats-Unis, et des shop stewards* (n°s 18, 19, 26, 29, 30, 32). *Citons encore un cas « extrême », celui des usines Briggs à Dagenham (appartenant à la Ford anglaise) où il y a eu* 289 *arrêts de travail entre février* 1954 *et mai* 1955 *et* 234 *arrêts de travail entre août* 1955 *et mars* 1957, *arrêts dans leur grande majorité « inofficiels » et allant de quelques heures à plusieurs jours. Pratiquement tous ces arrêts ont exprimé des conflits sur les conditions de production et de vie à l'usine : fourniture de vêtements de travail ; congestion des couloirs de communication et mauvaise manutention ; mesures de sécurité ; chauffage et ventilation ; convenances des ouvriers dans les décisions concernant l'emplacement des machines ; politique du personnel et licenciements, en particulier de vieux ouvriers ; accélération des cadences ; chronométrages, en particulier en liaison avec les licenciements ; standardisation des pièces et des méthodes de travail ; travail de nuit ; altération de la composition des équipes sans consultation préalable des shop-stewards ; attitude provocante de la maîtrise ; attitude de la direction face aux syndicats et aux délégués ouvriers. V. le rapport officiel de Lord Cameron,* Report of a Court of Inquiry... *Londres HMSO, Cmnd* 131, 1957. *Quoique extrême, le cas de Briggs est néanmoins typique en ce sens qu'on y voit en condensé la situation éparse dans toute l'industrie britannique. La même chose vaut pour l'Angleterre dans son ensemble par rapport aux autres pays capitalistes modernes : on y voit en agrandissement ce qui se passe partout, et surtout, ce qui se passera de plus en plus partout. Se concentrer sur l'expérience anglaise aujourd'hui ne diffère pas de ce qu'était se concentrer sur celle de la Commune après* 1871 *ou de la Russie après* 1917.

(11) *Les plus grandes luttes ouvrières des dernières années aux Etats-Unis ont eu lieu sur les conditions de travail et de vie dans l'entreprise : la révolte des ouvriers de l'automobile en* 1955 *contre la bureaucratie syndicale du C.I.O.* (*v. le n°* 18 *de cette revue, p.* 48 *à* 60) *; la grève de l'acier de* 1959-60 (*v. les n°s* 29, *p.* 111, *et* 30, *p.* 94 *à* 96, *de cette revue*) *; enfin les grèves de l'automobile en*

Cette situation n'empêche pas pourtant le prolétariat anglais, comme le prolétariat scandinave ou, encore plus, américain, d'être complètement inactif sur le plan politique. On pourrait soutenir que les ouvriers anglais, comme les ouvriers suédois, danois ou norvégiens, en appuyant le parti travailliste ou social-démocrate, expriment des aspirations politiques qui coïncident avec la politique de ces partis, c'est-à-dire sont essentiellement réformistes. Mais c'est là une idée superficielle. On ne peut pas considérer comme deux faits isolés et sans rapport que ces mêmes ouvriers anglais, si intraitables devant le patron et si actifs comme groupe social dans l'entreprise, ont comme seule activité politique de voter Labour lors des élections générales, une fois tous les cinq ans. Lorsqu'on sait ce qu'est actuellement le Labour Party, qu'il est impossible de trouver dans son programme (théorique ou réel) des différences radicales avec le parti conservateur, et que sur toutes les questions essentielles qui se sont posées depuis dix ans il aurait agi exactement comme celui-ci ; lorsqu'on sait qu'en Suède ou en Norvège les partis réformistes sont au gouvernement depuis seize ans ou plus mais que si les partis conservateurs ou libéraux y retournaient, ils ne pourraient ni ne voudraient rien changer aux « réformes » réalisées, on est obligé d'attribuer une autre signification à ce soutien électoral. Ce sont des votes de moindre mal, dont le sens s'éclaire par l'indifférence totale manifestée par la population en général et par la classe ouvrière en particulier, à l'égard des partis politiques et de leur « activité », même et y compris en période électorale. Les gens se dérangent encore pour mettre leur bulletin dans l'urne, mais guère pour assister aux réunions, encore moins pour prendre part aux campagnes électorales. Si maintenant on considère qu'il n'y a rien de fondamentalement inacceptable pour le capitalisme dans le programme travailliste ou dans le pouvoir des partis socialistes scandinaves, que le réformisme contemporain n'est qu'une autre manière de gérer le système capitaliste et finalement de le préserver, la signification de l'attitude politique des ouvriers dans les pays modernes apparaît clairement : le prolétariat ne s'exprime plus comme classe sur le plan politique, il n'affirme plus une volonté de transformer ou même d'orienter la société dans un sens qui lui soit propre, il agit tout au plus sur ce terrain comme un « groupe de pression » de plus.

Cette disparition de l'activité politique, et plus généralement ce que nous avons appelé la privatisation n'est pas propre à la classe ouvrière ; elle est un phénomène général, que l'on constate chez toutes les catégories de la population et qui exprime la crise profonde de la société contemporaine. Envers rigoureux de la bureaucratisation, elle manifeste l'agonie des institutions sociales et politiques qui, après avoir rejeté la population, sont maintenant rejetées par elle. Elle est le signe de l'impuissance des hommes devant l'énorme machinerie sociale qu'ils ont créée et qu'ils n'arrivent plus ni à comprendre, ni à dominer, la condamnation radicale de cette machinerie. Elle exprime la décomposition des valeurs, des significations sociales et des communautés. De même que dans la production on constate la contradiction entre d'un côté, l'extrême collectivisation du travail, l'interdépendance croissante des activités productives des travailleurs et, d'un autre côté, l'organisation du travail par la bureaucratie qui traite chaque ouvrier comme une unité séparée des autres ; de même à l'échelle de la société, on voit actuellement poussée jusqu'à la limite la contradiction entre la

---

automne 1961, *où l'accord péniblement atteint entre la direction et les chefs syndicaux a été remis en question parce que ceux-ci avaient « oublié » les « problèmes locaux », c'est-à-dire des conditions de travail : une explosion de grèves sauvages, qui ont duré quinze jours, les a rappelés à la réalité et les ouvriers ont obtenu en gros ce qu'ils demandaient.*

socialisation totale des individus, leur dépendance extrême à l'égard de la société nationale et mondiale ; et l'atomisation de la vie, l'impossibilité d'intégrer les individus au-delà du cercle étroit de la famille — qui se désintègre elle-même d'ailleurs de plus en plus. La différence — et elle est immense —, c'est que dans la production, les travailleurs essaient constamment de trouver une issue positive à cette contradiction ; en combattant à la fois l'organisation bureaucratique du travail et l'atomisation qu'elle leur fait subir, ils constituent des groupes informels de travail et de lutte (12) ; aussi déchirée, conflictuelle, constamment en danger, détruite et renaissante qu'elle soit, la communauté des travailleurs d'un atelier ou d'une entreprise existe toujours comme tendance et manifeste que le capitalisme ne parvient à détruire ni l'activité de classe, ni la socialisation positive des travailleurs sur le plan de la production. C'est qu'elles sont constamment suscitées par la structure même du capitalisme qui oblige l'ouvrier à s'opposer à l'organisation imposée du travail, à la fois pour se sauver lui-même *et* pour arriver à produire. Cette lutte nourrit constamment la socialisation des travailleurs qui la renforce en retour, et tous les efforts du capitalisme (hiérarchisation, sélection du personnel, discriminations injustifiées, bouleversements périodiques des équipes de travail, etc.), n'arrivent et n'arriveront jamais à entamer ni l'une ni l'autre. Au contraire, la modernisation du capitalisme donne à la lutte dans la production une intensité croissante et un contenu plus profond. D'abord, l'évolution de la technique et de l'organisation de la production pose d'une façon toujours plus aiguë le problème de la participation effective de l'homme à son travail. Ensuite, au fur et à mesure que les autres problèmes qui préoccupaient précédemment la classe ouvrière perdent leur acuité vitale, que le chantage à la famine et au chômage devient impossible, la question de son sort dans la production devient pour le travailleur la question vitale. On peut accepter n'importe quel travail et n'importe quel régime, lorsqu'on a faim et que des milliers de chômeurs attendent à la porte ; il n'en est plus de même actuellement. La lutte des ouvriers cesse alors, comme on l'a vu sur l'exemple de l'Angleterre, d'être une lutte étroitement économique, elle vise l'asservissement et l'aliénation de l'ouvrier en tant que producteur, son asservissement à la direction de l'entreprise et sa dépendance des fluctuations du marché de la main-d'œuvre. Quelle que soit la « conscience explicite » des ouvriers anglais, leur comportement effectif — aussi bien dans la vie quotidienne de l'usine que lors des grèves « inofficielles » — pose implicitement la question : qui est le maître dans l'entreprise, donc, même si c'est sous une forme embryonnaire et fragmentaire, le problème de la *gestion* de la production. La collectivité ouvrière y apparaît agissant dans l'unité et la cohésion, et fait surgir d'elle-même, avec les shop-stewards, une forme d'organisation incarnant la démocratie et l'efficacité prolétariennes.

Mais rien d'équivalant n'existe sur le plan de la société. La crise du capitalisme a atteint le stade où elle devient une crise de la socialisation comme telle, et elle affecte le prolétariat tout autant que les autres couches. Les modes d'activité collectifs, quels qu'ils soient, s'effondrent, sont vidés de leur contenu, il n'en subsiste que les carcasses bureaucratisées. Ce n'est pas seulement vrai pour les activités politiques ou autres qui visent une fin précise ; ça l'est également pour les activités désintéressées. La *fête*, par exemple, création immémoriale de l'humanité, tend à disparaître des sociétés modernes comme phénomène social ; elle n'y apparaît plus que comme *spectacle*, agglomération matérielle d'individus qui ne communiquent plus positivement entre eux, et ne coexistent que par leurs relations juxtaposées, anonymes et passives, à un pôle qui est

(12) *V.* Sur le contenu du socialisme, *l. c., p.* 99 *à* 104, 120 *à* 125.

seul actif et dont la fonction est de faire exister la fête pour tous les assistants. Le spectacle, perfomance d'un individu ou d'un groupe spécialisé devant le public impersonnel et transitoire, devient ainsi le modèle de la socialisation contemporaine, dans laquelle chacun est passif relativement à la communauté et ne perçoit plus autrui comme sujet possible d'échange, de communication et de coopération, mais comme corps inerte limitant ses propres mouvements. Et ce n'est nullement accidentel que les observateurs des grèves en Wallonie, en Janvier 1961, aient été tellement frappés par l'aspect proprement de *fête* que présentait le pays et le comportement de gens pourtant plongés dans une lutte dure et dans le besoin : les immenses difficultés matérielles étaient dépassées par la résurrection d'une vraie société, d'une vraie communauté, par le fait que chacun existait positivement avec et pour les autres. Ce n'est que dans les éruptions de la lutte de classes que peut désormais revivre ce qui est définitivement mort dans la société instituée : une passion commune des hommes qui devient source d'action et non de passivité, une émotion qui renvoie non à la stupeur et à l'isolément mais à une communauté qui agit pour transformer ce qui est (13).

La disparition de l'activité politique parmi les ouvriers est le résultat à la fois et la condition de l'évolution du capitalisme que nous avons décrite. Le mouvement ouvrier, en transformant le capitalisme, était en retour transformé par lui, les organisations ouvrières ont été intégrées dans le système d'institutions de la société établie, en même temps qu'assimilées dans leur substance par elle ; leurs objectifs, leurs modes d'action, leurs formes d'organisation, leurs rapports avec les travailleurs se sont modelés à un degré croissant sur les prototypes capitalistes. Sans pouvoir ici reprendre l'analyse de ce processus historique (14), nous voulons montrer comment ses résultats conditionnent aujourd'hui d'une façon perpétuellement renouvelée le retrait des travailleurs de l'activité politique.

La bureaucratisation des organisations chasse les ouvriers de l'action collective. Elle commence comme acceptation par les ouvriers d'un corps stable de dirigeants et délégation permanente de pouvoirs à ce corps ; elle aboutit à la constitution de couches bureaucratiques dans les organisations politiques et syndicales, qui, les gérant comme une direction capitaliste gère une usine ou l'Etat, se retrouvent rapidement devant la même contradiction qu'elle : comment obtenir à la fois la participation et l'exclusion des gens. Contradiction insoluble, qui aboutit ici à des effets beaucoup plus dévastateurs que dans la production, car pour vivre il faut manger, mais il n'est pas indispensable de faire de la politique. C'est du reste ce qui explique que le retrait des ouvriers soit moindre par rapport aux syndicats que par rapport aux partis ; les syndicats peuvent encore apparaître comme ayant un rapport avec le pain quotidien.

C'est là le résultat de la bureaucratisation des formes d'organisation, des modes d'action et des rapports avec les travailleurs. Mais l'effet de la dégénérescence idéologique proprement dite est tout aussi important. Il n'y a plus d'idéologie révolutionnaire ou même

(13) *Le lecteur aura compris que dans tout ce qui précède nous ne parlons pas de la socialisation comme d'un concept formel, mais en référence au* contenu *de la socialisation. Le sociologue qui, sous prétexte qu'une salle de cinéma et une séance d'un Conseil ouvrier représentent toutes les deux des modes de socialisation, refuse de voir l'opposition absolue du type d'intégration sociale que ces deux modes représentent et la différence de leurs effets sur la dynamique de la société considérée, montre seulement à quel degré de vide et de gratuité peut arriver une « science » de plus en plus formaliste.*

(14) *V., dans le n° 27 de cette revue,* Prolétariat et organisation, *p.* 62 *à* 74.

simplement ouvrière, comme idéologie présente à l'échelle de la société (et non pas seulement cultivée dans les sectes). Ce que les organisations « ouvrières » proposent (lorsqu'elles proposent autre chose que des combines électorales et parlementaires) ne diffère pas essentiellement de ce que le capitalisme lui-même propose, en partie réalise, en tout cas tolère : augmentation de la consommation matérielle et de « loisirs » vides de tout contenu ; hiérarchie et promotion selon le mérite ; élimination des « irrationalités » extérieures dans l'organisation de la société — toutes valeurs essentiellement capitalistes. Le mouvement ouvrier avait commencé de manière radicalement différente, s'il ne se désintéressait pas des objectifs partiels. Il avait commencé comme projet et promesse de transformation radicale des rapports entre les hommes, d'instauration d'égalité et de reconnaissance réciproques, de suppression des chefs, de liberté réelle. Tout cela maintenant a disparu, même comme démagogie ; les organisations « ouvrières » prétendent que leur pouvoir pourrait augmenter plus rapidement la production et la consommation, réduire davantage la durée du travail ou répandre plus largement l'éducation actuelle — en somme réaliser mieux et plus vite que le capitalisme les objectifs capitalistes. La production russe croît plus vite que la production américaine, les sputniks russes sont plus gros et vont plus loin que les sputniks américains, et voilà. Nous ne disons pas que les ouvriers conservent par devers eux l'image pure et inaltérée de la société socialiste, la comparent avec le programme de la S.F.I.O. ou du P.C. et en concluent qu'ils ne veulent pas soutenir ces partis. Dans une très forte mesure, les objectifs capitalistes ont pénétré à nouveau le prolétariat. Mais précisément, leur réalisation n'exige pas une action ou une participation différente de celle que demande un parti bourgeois, un appui électoral suffit ; et inversement, ils ne peuvent susciter chez les gens qu'une participation de type électoral (15).

Il y a donc, dans l'apathie politique des travailleurs, la convergence de deux processus. Aliénée et opprimée comme toujours, ou plutôt comme jamais, dans la production, la classe ouvrière lutte contre sa condition et conteste la domination de la direction capitaliste dans l'entreprise. Mais elle ne parvient plus à donner à cette lutte un prolongement à l'échelle de la société, parce qu'elle n'y rencontre plus aucune organisation, aucune idée, aucune perspective qui se distinguent de l'infâmie capitaliste, aucun mouvement qui symbolise l'espoir de nouveaux rapports entre les hommes. Il est alors naturel qu'elle se tourne vers des compensations ou des solutions privées, et qu'elle rencontre là un capitalisme qui se prête de plus en plus à cette compensation. Comme on l'a vu (16), ce n'est pas en effet accidentel que dans l'effondrement des valeurs, la seule valeur qui subsiste soit la valeur « privée » par excellence, celle de la consommation (17), et que le capitalisme l'exploite frénétiquement.

---

(15) *Cela vaut encore plus, quoique d'une autre façon, pour les sympathisants communistes. Pour eux il s'agit que la Russie parvienne à « rattraper et dépasser les Etats-Unis » et cet objectif n'a nullement besoin de leur action ou participation, sa réalisation passe par l'exécution des Plans de cinq ou vingt ans ; de même savent-ils que finalement la victoire mondiale de ce « socialisme » ne dépend pas de ce qu'ils feront, mais de la quantité et de la qualité des fusées russes.*

(16) *Dans les deux premières parties de ce texte, n°s 31 et 32 de cette revue.*

(17) *Encore une fois, nous n'oublions pas que rien ne peut être consommé qui ne vienne de la société et ne renvoie à elle, qui ne présuppose pour être acquis comme pour être produit une activité sociale, qui ne pose implicitement le problème de la société. Le spectateur de TV isolé chez lui est projeté sur le monde dès qu'il tourne le bouton ; l'automobiliste immobilisé dans un embouteillage est littéralement noyé dans un océan d'individus et d'objets sociaux.* Mais avec ces individus et ces objets il n'a pas de rapport positif.

C'est ainsi que, avec une sécurité relative de l'emploi, un « niveau de vie » croissant, l'illusion ou la chance faible de la promotion, les travailleurs comme les autres individus, essayent de fabriquer un sens à leur vie avec la consommation et les loisirs.

C'est cela, l'étape actuellement atteinte par la lutte de classe dans les sociétés modernes. Et la question à laquelle nous devons répondre, est : cette situation infirme-t-elle ou, au contraire, corrobore-t-elle la perspective révolutionnaire ? Dans la terminologie traditionnelle, le capitalisme moderne continue-t-il ou non à produire les conditions d'une révolution socialiste ?

Le mouvement révolutionnaire moderne n'est pas un mouvement de réforme morale qui, s'adressant à l'intériorité d'un homme éternel, l'appelle à réaliser un monde meilleur. Il s'est, depuis Marx — et en ceci tout révolutionnaire digne de ce nom restera toujours marxiste — appuyé sur une analyse de l'histoire et de la société montrant que la lutte d'une classe d'hommes dans la société capitaliste, la classe ouvrière, ne peut atteindre son objet qu'en abolissant cette société et, avec elle, les classes, qu'en instaurant une nouvelle société supprimant l'exploitation et l'aliénation sociale de l'homme (18). La question du socialisme ne pouvait être vraiment posée que dans une société capitaliste, et ne pourra être résolue qu'en fonction d'un développement qui a lieu *dans* cette société. Mais cette idée capitale a été très tôt dans le marxisme, obscurcie puis enfouie sous une mythologie des « conditions objectives de la révolution socialiste » qu'il importe de détruire.

La « maturation des conditions objectives du socialisme » a été vue traditionnellement comme un degré de développement suffisant des forces de production matérielles. Ceci parce que « une société ne disparaît jamais avant d'avoir épuisé ses possibilités de développement » ; parce qu'on ne saurait bâtir le socialisme sur une base de misère matérielle ; parce qu'enfin, par le développement des forces productives, les contradictions « objectives » de l'économie capitaliste devaient être amenées à un paroxysme entraînant soit un effondrement soit une crise permanente du système.

Il faut radicalement éliminer ce genre de considérations et la méthodologie qui les produit. Il n'y a pas de niveau de développement de la production en deçà duquel la révolution socialiste serait condamnée à échouer, au-delà duquel elle serait assurée de réussir. Aussi élevé soit-il, le niveau des forces productives ne garantira jamais qu'une révolution ne dégénérera pas en l'absence du facteur central, l'activité permanente et totale du prolétariat pour transformer la vie sociale. Quel est le fou qui dirait que la révolution socialiste est trois fois plus mûre aux Etats-Unis qu'en Europe occidentale, parce que la production par habitant y est trois fois plus élevée ? S'il est incontestable qu'on ne saurait bâtir le socialisme sur la misère, il faut également comprendre que jamais une société d'exploitation ne créera une abondance suffisante pour abolir ou même atténuer les antagonismes entre individus et groupes. La même mentalité mécaniste pour laquelle il y avait un niveau de consommation rigide du travailleur sous le capitalisme, faisait croire à l'existence d'un niveau définissable de saturation des besoins, et que la « guerre de tous contre tous » s'atténuerait au fur et à mesure

---

(18) *Il ne s'agit pas supprimer l'histoire et la condition humaine, tout conflit et tout malheur, mais ces formes précises d'asservissement de l'homme à l'homme ou à ses propres créations qui s'appellent l'exploitation, la hiérarchie, l'absurdité du travail, l'inertie et l'opacité des institutions.*

que l'on s'en approcherait (19). Mais le capitalisme se développant développe aussi nécessairement les besoins et l'antagonisme autour des biens matériels est incomparablement plus grand dans une société moderne que dans un village africain primitif. Ce n'est pas l'existence d'une plus ou moins grande abondance de biens matériels, mais une attitude différente du prolétariat face au problème de la consommation qui permet de dépasser cet antagonisme — et cette attitude différente se réalise toujours lorsque le prolétariat entre en action pour transformer la société, car elle n'est qu'un des aspects de la rupture avec l'ordre des choses précédant.

Tout autant faut-il éliminer l'idée que la maturation des conditions du socialisme consiste en un « accroissement » ou une « intensification » des contradictions objectives (c'est-à-dire indépendantes de l'action des classes ou déterminant inéluctablement cette action) du capitalisme. Nous avons montré dans la première partie de ce texte que toute dynamique économique des « contradictions objectives » était imaginaire. Ajoutons qu'elle est, du point de vue de la perspective révolutionnaire, superflue. Les ridicules expressions de « contradictions constamment croissantes », de « crises toujours plus profondes » doivent être reléguées à la phonothèque des incantations staliniennes. Les contradictions ne peuvent pas être croissantes, car ce ne sont pas des topinambours. Et il est difficile d'imaginer des crises objectives « plus profondes » que celles des Etats-Unis et de l'Europe en 1933, ou de l'Allemagne et de toute l'Europe continentale en 1945 ; la dislocation de la société établie était alors totale. En quoi consistera donc une crise « plus profonde » dans l'avenir, en la réapparition de l'anthropophagie ? La question n'est pas de savoir si des « crises toujours plus profondes » auront lieu à l'avenir — des crises aussi profondes que possible ont eu lieu et continueront d'avoir lieu aussi longtemps que dure le capitalisme — mais si ce facteur dont l'absence n'a pas permis la transformation révolutionnaire de ces crises par le passé, l'intervention consciente du prolétariat, aura lieu et pourquoi. *Il n'y a qu'une condition du socialisme, qui n'est ni « objective », ni « subjective », mais historique, c'est l'existence du prolétariat comme classe qui dans sa lutte se développe comme porteur d'un projet socialiste.*

Par là nous ne voulons pas dire que le capitalisme reste le même par rapport aux possibilités révolutionnaires, que son évolution « objective » est indifférente puisque de toute façon elle produira des crises, et qu'en 1961 comme en 1871 la question reste la même : le prolétariat sera-t-il capable d'intervenir et d'aller jusqu'au bout ? Cette vue intemporelle, cette analyse des essences révolutionnaires n'a rien à voir avec ce que nous disons, déjà pour cette première raison massive : il n'y a pas de révolution sans prolétariat, et le prolétariat est un produit du développement capitaliste. C'est le mouvement même du capitalisme qui prolétarisant la société étend — et ici il s'agit bel et bien du sens quantitatif du mot — la base d'une révolution socialiste, parce qu'il multiplie et rend finalement majoritaire dans la société une masse de travailleurs salariés, parcellaires, exploités et aliénés. — Deuxièmement parce que la façon dont le système d'exploitation est vécu et critiqué par un prolétaire (serait-il employé de bureau et son niveau de vie serait-il croissant) est radicalement différente de celle d'un paysan pauvre. Que les contradictions économiques d'un capitalisme archaïque fassent mourir de faim le paysan pauvre, celui-ci ne se rapproche pas pour autant du *socialisme ;* mais le salarié moderne d'une grande entreprise, pour autant qu'il fasse l'expérience de l'exploitation et de l'oppression dans le travail, ne peut en tirer que des conclusions sur le besoin d'une réorganisation socialiste de la production et de la société. Entre le paysan pauvre et le socialisme il y a pour ainsi dire une infinité de solutions fausses ; entre le salarié moderne et le socialisme, aucune (en dehors des solutions individuelles, qui ne le sont pas pour la classe). Pour le prolétariat russe en 1917, la paysannerie a été un immense bélier dont le poids a permis d'abattre le tsarisme mais a par la suite terriblement alourdi et encombré le cours de la révolution. Il n'y a pas de commune mesure à cet égard entre la situation russe en 1917 et la situation américaine, européenne ou russe aujourd'hui, précisément parce que l'évolution du capitalisme a créé dans ces sociétés une immense majorité de salariés pour laquelle, lorsqu'elle sortira de son inaction, seules les solutions socialistes paraîtront possibles. Le prolétariat seul est une classe révolutionnaire, car pour lui seul est posé en termes d'existence quotidienne le problème central du socialisme, le sort de l'homme dans la production. — Enfin, parce que la concentration capitaliste fournit les linéaments d'une organisation collective de la société et que son évolution renvoie constamment les hommes au problème de son organisation globale. De par sa structure objective le capitalisme actuel fait voir à chacun, dans son travail et dans sa vie, son problème comme celui de la suppression de l'aliénation, de la division entre dirigeants et exécutants — et lui fait voir aussi immédiatement le problème de la société comme étant de même nature, précisément parce qu'il tend à transformer la société en une immense entreprise bureaucratique. Plus l'organisation bureaucratique du capitalisme s'étend et recouvre la société, plus tous les conflits tendent à se modeler sur la contradiction fondamentale du système. L'expérience de la société tend ainsi à s'unifier, c'est le même conflit qui est vécu par tous et partout comme leur destin quotidien. Le développement même du capitalisme démolit les fondements « objectifs » de l'existence d'une classe dirigeante, à la fois techniquement (toute bureaucratie planificatrice peut d'ores et déjà être remplacée par des calculatrices électroniques) et socialement (en dévoilant le rôle proprement *négatif* des dirigeants aux yeux des exécutants) ; il fait naître une exigence de gestion rationnelle de la société qu'il contrecarre constamment par ses actes, enfin il fournit de plus en plus les éléments des solutions socialistes futures.

Mais nous disons bien qu'aucun de ces facteurs n'a de signification positive par lui-même, indépendamment de l'action des hommes, car ils sont tous contradictoires ou ambivalents, comme on voudra dire. La prolétarisation de la société s'accompagne de son hiérarchisation et ne signifie pas, comme l'avait cru Marx, qu'une poignée de super-capitalistes se trouvera un jour isolée au milieu d'un océan de prolétaires. L'évolution technique qui donnerait d'immenses possibilités à un pouvoir révolutionnaire fournit entre temps aux capitalistes des moyens de violence ou d'emprise subtile sur la société dépassant tout ce qu'on avait pu imaginer. La diffusion du savoir technologique va de pair avec ce que Ph. Guillaume a appelé un néo-alphabétisme effrayant. Le développement du capitalisme est aussi, on l'a longuement dit, un développement de la consommation qui apparaît pendant toute une période aux exploités comme une solution de rechange. La crise des valeurs rend la société capitaliste presqu'ingouvernable, mais dans cette crise

---

(19) *Trotsky disait que dans une famille aisée on ne se dispute pas pour la confiture. Image fallacieuse, parce que dans les familles riches on se dispute et même on s'assasine pour d'autres espèces de confiture, et plutôt plus que dans les familles pauvres. Tous les raisonnements de Trotsky dans ce domaine ont été influencé outre mesure quoique de façon compréhensible, par l'expérience de misère et de famine en Russie en* 1917 *et* 1923 *Cette expérience n'est nullement typique. Nous ne disons pas que le socialisme est une affaire de conversion intérieure, mais que l'attitude des hommes devant la répartition des biens et les besoins sont des faits culturels, sociaux et historiques.*

sont aussi entraînées les valeurs, les idées et les organisations qu'avait fait naître le prolétariat. Bref : une révolution victorieuse a eu lieu en Russie en 1917, elle n'a pas eu lieu depuis dans des pays beaucoup plus avancés. Les révolutionnaires ne possèdent pas de capital placé à la Banque de l'Histoire qui s'accumulerait à intérêts composés.

S'il y a donc une maturation des conditions du socialisme, elle ne peut jamais être une maturation de conditions « objectives », car les conditions purement objectives par elles-mêmes n'ont pas de signification définie. Elle ne peut être qu'une progression d'une autre nature. Et cette progression on la constate bien lorsqu'on considère la succession des révolutions ouvrières. C'est la courbe ascendante qui relie les sommets des actions prolétariennes, de 1848 à 1871, à 1917 et à 1956. Ce qui était à Paris en 1848 la revendication vague d'une égalité économique et sociale devient en 1917 l'expropriation des capitalistes ; et cet objectif négatif et encore indéterminé est décanté en fonction de l'expérience ultérieure et remplacé, lors de la révolution hongroise en 1956, par l'exigence positive de la domination des producteurs sur la production, de la gestion ouvrière. La forme du pouvoir politique de la classe se précise, de la Commune de 1871 aux Soviets de 1917 et de ceux-ci au réseau de Conseils d'entreprise de 1956.

Il y a donc un processus, interrompu et contradictoire certes, mais positif, qui n'est pas « objectif » en ce sens qu'il n'est rien d'autre que le développement du *sens incarné* de l'action ouvrière. Mais ce n'est pas non plus un processus simplement « subjectif » de formation et d'éducation des ouvriers à travers les péripéties de leur action. Il n'y a pas d'expérience qui sédimente dans la classe ouvrière en un sens effectif, il n'y a pas de mémoire du prolétariat car il n'y a pas de « conscience *du* prolétariat » autrement que comme expression métaphorique (20). Et même chez les ouvriers individuels, dans les périodes qui séparent deux phases révolutionnaires, on chercherait la plupart du temps en vain la mémoire claire des événements, leur élaboration consciente, la préparation apparente d'une nouvelle définition des objectifs et des moyens ; on ne trouvera généralement que confusion, apathie et souvent résurgence d'idées réactionnaires.

Comment se fait donc cette progression ? En partie certes par un apprentissage ou une expérience consciente chez certains éléments — dont nous sommes loin de vouloir minimiser le rôle, qui est après tout celui des révolutionnaires. Mais cette expérience d'une « avant-garde », qui jouera le rôle de catalyseur au départ de la nouvelle phase d'activité ouvrière (21) si en même temps la masse ouvrière ne devenait pas plus apte ne serait-ce qu'à accepter les

---

(20) *La théorie d'une « éducation » des ouvriers à travers les échecs d'une direction bureaucratique, qui soustend les idées de Trotsky pendant les années* 1930, *n'a qu'une portée très limitée ; elle ne vaut qu'à l'intérieur d'une phase révolutionnaire (il est vrai qu'il y a eu* apprentissage *des masses de Pétrograd de février à octobre* 1917), *ou pour une minorité ouvrière. Autrement, des travailleurs français qui ont vécu* 1936, *combien aujourd'hui en tirent les « leçons » qu'une organisation révolutionnaire en tirerait ? Si l'on considère comme expérience l'expérience subjective et explicite, il faut convenir que le principal résultat des luttes qui échouent, c'est la démoralisation.*

(21) *Au départ seulement, car presque toujours cette avant-garde, formée sur les conclusions de la période précédente, a beaucoup de difficulté pour en démordre (ce qui faisait sa force, fait maintenant sa faiblesse), tandis que l'activité des masses si la révolution continue tend rapidement à les dépasser. Cette constatation ne fait que renforcer le point de vue exprimé dans le texte.*

nouvelles conclusions, si elle ne se préparait pas à une phase nouvelle et supérieure d'activité. Que signifie cette préparation ? Qu'entre temps, par son action révolutionnaire précédante ou par son activité quotidienne, le prolétariat a transformé la société et donc aussi les termes du problème. A chaque instant, l'expérience du prolétariat se forme à partir de la réalité présente et non pas à partir des « leçons du passé » ; mais cette réalité présente contient en elle les résultats de l'action passée, car elle n'est rien d'autre que le produit de l'étape précédente de la lutte des classes. Dans le présent, se trouvent déposés comme partie de la réalité à transformer les objectifs en partie réalisés et ceux qui en se réalisant ont changé de sens, les victoires et les échecs, les vérités et les erreurs d'autrefois. En transformant la réalité sociale par son action incessante, obscure ou éclatante, le prolétariat transforme en même temps les conditions de sa prise de conscience ultérieure et s'oblige pour ainsi dire lui-même à porter sa lutte à niveau plus élevé lors de sa prochaine étape. Cette dialectique immanente à la lutte de classe ne relève d'aucune magie, ne traduit pas une harmonie préétablie ni ne prouve que le communisme a été assigné par une Providence révolutionnaire comme but à l'histoire humaine. Elle signifie simplement que, aussi longtemps que les solutions que le prolétariat essaie de trouver à son problème restent « fausses », partielles ou insuffisantes, le problème demeure entier et toute nouvelle tentative de le résoudre doit commencer par combattre ce que les anciennes solutions sont devenues dans la réalité. Le prolétariat peut essayer de modifier sa condition par la réformisme; du moment où le réformisme est réalisé — comme dans la société contemporaine — il ne peut, s'il reprend la lutte que le dépasser et le combattre puisque le réformisme est devenu partie intégrante de la réalité à détruire. Le prolétariat peut essayer de se libérer en remettant le pouvoir au parti, c'est-à-dire finalement à une bureaucratie ; la réalisation même de cette « solution » conduira les ouvriers à la dépasser et à la combattre, comme ils l'ont fait en 1956, car elle montrera dans le pouvoir de la bureaucratie une autre forme du pouvoir capitaliste. Aussi longtemps que la société restera une société d'exploitation, la tension perpétuellement maintenue entre l'objectif de la libération de l'homme et les figures transitoires dans lesquelles l'action ouvrière a cru pouvoir investir cet objectif poussera l'histoire en avant. La maturation des conditions du socialisme, c'est l'accumulation des conditions objectives d'une conscience adéquate, accumulation qui est elle-même le produit de l'action du prolétariat. Et ce processus n'est ni « objectif », ni « subjectif », il est *historique ;* le subjectif n'y existe que pour autant qu'il modifie l'objectif et l'objectif n'y a d'autre signification que celle que lui confère, dans un contexte et un enchaînement donnés, l'action du subjectif (22).

Le problème que nous devons nous poser est : cette maturation, cette progression dialectique, continue-t-elle dans la période actuelle ? Pour l'éclairer, nous aborderons trois questions : celle du travail

---

(22) *On peut voir dans ce processus une élimination des fausses solutions, à condition de comprendre qu'il ne s'agit pas d'élimination mentale, mais réelle, et que le processus n'est pas un processus aléatoire, où une première, puis une autre, puis une autre fausse solution prises au hasard seraient éliminées parmi une infirmité. Les tentatives de solution sont reliées les unes aux autres, objectivement (c'est du même problème qu'il s'agit, dans le même contexte historique) et subjectivement (c'est la même classe qui le pose). Ensuite, il n'y a pas d'infinité de fausses solutions, tout n'est pas possible, la société moderne trace un cadre. Enfin, il y a* une *solution* vraie. *Cette dernière affirmation différencie le révolutionnaire du philosophe de l'histoire.*

et de la gestion ouvrière ; celle de la bureaucratie et de la politique ; enfin, celle du niveau de vie et des valeurs.

Nous avons déjà montré plus haut que les conditions actuelles font voir aux travailleurs comme leur problème immédiat et quotidien ce qui est le problème central du socialisme : le travail et son organisation, le rôle de l'homme dans la production, les rapports entre hommes dans le travail — en somme la question de la *gestion* et des *fins* du travail. L'importance croissante des luttes relatives aux conditions de vie et de production dans l'usine que nous avons décrites sur l'exemple de l'Angleterre, de même que les revendications de gestion ouvrière et de suppression des normes mises en avant par les Conseils ouvriers hongrois en 1956, attestent qu'il ne s'agit pas là d'une extrapolation théorique, mais d'un progrès réel qui a été conditionné, en Hongrie par la réalisation du pouvoir de la bureaucratie, et en Angleterre et aux Etats-Unis par la « satisfaction » partielle des demandes étroitement économiques et la réalisation du plein emploi.

Que l'arrivée au pouvoir de la bureaucratie dans les pays de l'Est devait conduire à une expérience de la bureaucratie, et que cette expérience aboutirait tôt ou tard à des conclusions révolutionnaires, a été pour nous dès le départ une idée centrale (23). Dans les pays de l'Est, la bureaucratie « ouvrière » est devenue classe dominante, par conséquent l'expérience que fait le prolétariat de « sa » bureaucratie est immédiatement et directement expérience de son caractère de classe exploiteuse. Dans les pays occidentaux, la bureaucratisation des organisations « ouvrières », dans la mesure où celles-ci ne sont pas encore intégralement identifiées au système d'exploitation, entraîne une expérience de la bureaucratie comme « direction politique » (ou syndicale) et par suite un retrait des ouvriers de la politique. Mais cette expérience prend actuellement un nouveau caractère. Ce que nous avons appelé la privatisation exprime une expérience de la politique bureaucratique, mais cette expérience ne concerne plus simplement le contenu de la politique, c'est la forme même de la politique traditionnelle, le fait politique comme tel, qui est mis en question. Les ouvriers qui, après l'expérience du réformisme, étaient allés à la IIIe Internationale ou ceux qui après l'expérience du stalinisme étaient passés au strotskisme, critiquaient et dépassaient une certaine politique en voulant la remplacer par une autre. Mais la classe ouvrière actuelle, rejette l'activité politique comme telle, indépendamment de son contenu. La signification de ce phénomène n'est pas simple : il y a là incontestablement un retrait, une incapacité provisoire d'assumer le problème de la société qui n'est rien moins que positive. Mais il y a aussi autre chose et plus. Le rejet de la politique telle qu'elle existe est d'une certaine façon le rejet en bloc de la société actuelle ; c'est le contenu de tous les « programmes » qui est rejeté, parce que tous, conservateurs, réformistes ou « communistes » ne représentent que des variantes du même type de société. Mais il est aussi le rejet du *type d'activité* que représente la politique telle qu'elle est pratiquée par les organisations traditionnelles : activité séparée de spécialistes coupés des préoccupations de la population, tissu de mensonges et de manipulations, farce grotesque aux conséquences souvent tragiques. La dépolitisation actuelle est tout autant indifférence que critique de la séparation de la politique et de la vie, du mode d'existence artificiel des partis, des motivations intéressées des politiciens. Elle vise aussi bien l'inefficacité et la gratuité de la politique actuelle que sa transformation en profession spécialisée. Elle contient donc implicitement

(23) *V. l'éditorial* Socialisme ou barbarie *dans le premier numéro de cette revue, en particulier p.* 39-40 *; également, Pierre Chaulieu,* Les ouvriers face à la bureaucratie, *dans le n°* 18 *de cette revue, p.* 75 *à* 86.

une nouvelle exigence : celle d'une activité concernant ce qui importe réellement dans la vie, celle de nouvelles méthodes d'action, de nouveaux rapports entre les hommes dans une organisation.

Nous nous sommes déjà expliqués sur les facteurs qui conduisent à l' « élévation du niveau de vie » et sur la consommation comme solution de compensation pour une classe ouvrière qui provisoirement ne voit pas en n'est pas capable de créer une solution sociale à ses véritables problèmes. Mais cette « élévation du niveau de vie » porte en elle-même les germes de sa destruction, et cette destruction posera — pose déjà — tout le problème des valeurs et du sens de la vie humaine. D'abord, l' « élévation du niveau de vie » n'a pas de limite, elle devient une course interminable après le « plus » et le « nouveau » qui à la fin se dénonce elle-même. Il y a toujours un autre « plus » qui est davantage « plus » que celui-ci, la religion du nouveau doit devenir tôt ou tard une vieillerie d'après ses propres critères. Ensuite, l'expansion de la consommation sous sa forme capitaliste crée des contradictions criantes à l'échelle individuelle aussi bien que sociale. L'ouvrier qui s'endort devant sa télévision épuisé par les heures supplémentaires qu'il a fournies pour l'acheter, la population qui passe son temps dans les embouteillages parce que chacun possède son moyen de transport individuel, en sont des illustrations qui pourraient aisément être multipliées. On ne peut évidemment pas prédire quand et sous quelle forme cette phase parviendra à son épuisement (24). Mais il est certain que l'expansion continue de cette consommation rend désormais possible une critique et une démystification qui, lorsqu'elles s'amorceront, mettront en cause tout ce qui fait la vie sous le capitalisme, montreront que la consommation en elle-même n'a pas de sens pour l'homme, que les loisirs en eux-mêmes sont vides. Vit-on pour acquérir, au prix d'un travail de plus en plus absurde, un nombre croissant de gadgets de plus en plus perfectionnés et de plus en plus inutiles ? Passe-t-on les semaines pour attendre des dimanches hantés par l'idée de la semaine qui va commencer ? L'usure et les contradictions internes de la consommation et des loisirs capitalistes renverront tôt ou tard les travailleurs aux vrais problèmes : pourquoi la production et pourquoi le travail ? Quelle production et quel travail ? Quels doivent être les rapports entre les hommes, et quelle doit être l'orientation de la société ?

Les conditions actuelles posent aux travailleurs le problème de la gestion ouvrière de la production et du sort de l'homme dans le travail. Par son accession au pouvoir, la bureaucratie se désigne elle-même comme l'ennemi à combattre. La manipulation des consommateurs atteindra ses limites. Lorsque le prolétariat entrera à nouveau en lutte, il se trouvera infiniment plus proche des objectifs et des moyens du socialisme qu'en aucune autre période de son histoire.

VIII. — *Pour un mouvement révolutionnaire moderne.*

Il reste à tirer les conclusions pratiques de ce qui a été dit. Pour ceux qui l'ont compris, elles n'ont pas besoin de justification particulière.

1. En tant que mouvement organisé, le mouvement révolutionnaire est à reconstruire à partir de zéro. Cette reconstruction trouvera

(24) *Depuis* 1955 *aux Etats-Unis la consommation ne fournit plus un stimulant suffisant à l'expansion économique, parce qu'il y a une relative saturation de la demande de « biens durables »; qui a été le grand moteur de l'expansion dans la phase précédente. Cela montre qu'il existe, même à l'étape actuelle des limites à l'extension « indéfinie » de la consommation matérielle et à la manipulation des consommateurs pourtant la plus perfectionnée du monde. Mais il serait prématuré et dangereux d'en tirer une conclusion définitive.*

une base solide dans le développement de l'expérience ouvrière, mais elle présuppose une rupture radicale avec les organisations actuelles, leur idéologie, leur mentalité, leurs méthodes, leurs actions. Tout ce qui a existé et existe comme forme instituée du mouvement ouvrier — partis, syndicats, etc., — est irrémédiablement et irrévocablement fini, pourri, intégré dans la société d'exploitation. Il ne peut pas y avoir de solutions miraculeuses, tout est à refaire au prix d'un long et patient travail. Tout est à recommencer, mais à recommencer à partir de l'immense expérience d'un siècle de luttes ouvrières, et avec un prolétariat qui se trouve plus près que jamais des véritables solutions.

2. Les équivoques créées sur le programme socialiste par les organisations « ouvrières » dégénérées, réformistes ou staliniennes, doivent être radicalement détruites. L'idée que le socialisme coïncide avec la nationalisation des moyens de production et la planification ; qu'il vise essentiellement — ou que les hommes devraient viser — l'augmentation de la production et de la consommation, ces idées doivent être dénoncées impitoyablement, leur identité avec l'orientation profonde du capitalisme montrée constamment. La forme nécessaire du socialisme comme gestion ouvrière de la production et de la société et pouvoir des Conseils de travailleurs doit être démontrée et illustrée à partir de l'expérience historique récente. Le contenu essentiel du socialisme : restitution aux hommes de la domination sur leur propre vie ; transformation du travail de gagne-pain absurde en déploiement libre des forces créatrices des individus et des groupes ; constitution de communautés humaines intégrées ; union de la culture et de la vie des hommes, ce contenu ne doit pas être caché honteusement comme spéculation concernant un avenir indéterminé, mais mis en avant comme la seule réponse aux problèmes qui torturent et étouffent les hommes et la société aujourd'hui. Le programme socialiste doit être présenté pour ce qu'il est : un programme d'humanisation du travail et de la société. Il doit être clamé que le socialisme n'est pas une terrasse de loisirs sur la prison industrielle, ni des transistors pour les prisonniers, mais la destruction de la prison industrielle elle-même.

3. La critique révolutionnaire de la société capitaliste doit changer d'axe. Elle doit en premier lieu dénoncer le caractère inhumain et absurde du travail contemporain, sous tous ses aspects. Elle doit dévoiler l'arbitraire et la monstruosité de la hiérarchie dans la production et dans la société, son absence totale de justification, l'énorme gaspillage et les antagonismes qu'elle suscite, l'incapacité totale des dirigeants, les contradictions et l'irrationalité de la gestion bureaucratique de l'entreprise, de l'économie, de l'état, de la société. Elle doit montrer que, quel que soit l'élévation du « niveau de vie », le problème des besoins des hommes n'est pas résolu même dans les sociétés les plus riches, que la consommation capitaliste est pleine de contradictions et finalement absurde. Elle doit enfin s'élargir à tous les aspects de la vie, dénoncer le délabrement des communautés, la déshumanisation des rapports entre individus, le contenu et les méthodes de l'éducation capitaliste, la monstruosité des villes modernes, la double oppression imposée aux femmes et aux jeunes.

4. Les organisations traditionnelles s'appuyaient sur l'idée que les revendications économiques forment le problème central pour les travailleurs, et que le capitalisme est incapable de les satisfaire. Cette idée doit être catégoriquement répudiée car elle ne correspond en rien aux réalités actuelles. L'organisation révolutionnaire et l'activité des militants révolutionnaires dans les syndicats ne peuvent pas se fonder sur une surenchère autour des revendications économiques, tant bien que mal défendues par les syndicats et réalisables par le système capitaliste sans difficulté majeure. C'est dans la possibilité des augmentations de salaire que se trouve la base du réformisme permanent des syndicats et une des conditions de leur

dégénérescence bureaucratique irréversible. Le capitalisme ne peut vivre qu'en accordant des augmentations de salaire, et pour cela des syndicats bureaucratisés et réformistes lui sont indispensables. Cela ne signifie pas que les militants révolutionnaires doivent nécessairement quitter les syndicats ou se désintéresser des revendications économiques, mais que ni l'un ni l'autre de ces points n'ont l'importance centrale qu'on leur accordait autrefois.

5. L'humanité du travailleur salarié est de moins en moins attaquée par une misère économique qui mettrait en danger son existence physique. Elle l'est de plus en plus par la nature et les conditions de son travail, par l'oppression et l'aliénation qu'il subit au cours de la production. Or c'est dans ce domaine qu'il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de réforme durable, mais une lutte aux résultats changeants et jamais acquis, parce qu'on ne peut pas réduire l'aliénation de 3 % par an et parce que l'organisation de la production est constamment bouleversée par l'évolution technique. C'est également le domaine dans lequel les syndicats coopèrent systématiquement avec la direction. C'est une tâche centrale du mouvement révolutionnaire d'aider les travailleurs à organiser leur lutte contre les conditions de travail et de vie dans l'entreprise capitaliste.

6. Le rapport d'exploitation dans la société contemporaine prend de plus en plus la forme du rapport hiérarchique ; et le respect de la valeur de la hiérarchie, soutenue par les organisations « ouvrières », devient le dernier appui idéologique du système. Le mouvement révolutionnaire doit organiser une lutte systématique contre l'idéologie de la hiérarchie sous toutes ses formes, et contre la hiérarchie des salaires et des emplois dans les entreprises.

7. Dans toutes les luttes, la façon dont un résultat est obtenu est autant et plus importante que ce qui est obtenu. Même à l'égard de l'efficacité immédiate, des actions organisées et dirigées par les travailleurs eux-mêmes sont supérieures aux actions décidées et dirigées bureaucratiquement ; mais surtout, elles seules créent les conditions d'une progression, car elles seules apprennent aux travailleurs à gérer leurs propres affaires. L'idée que ses interventions visent non pas à remplacer, mais à développer l'initiative et l'autonomie des travailleurs doit être le critère suprême guidant l'activité du mouvement révolutionnaire.

8. Même lorsque les luttes dans la production atteignent une grande intensité et un niveau élevé, le passage au problème global de la société reste pour les travailleurs le plus difficile à effectuer. C'est donc dans ce domaine que le mouvement révolutionnaire a une tâche capitale à remplir, qu'il ne faut pas confondre avec une agitation stérile autour des incidents de la « vie politique » capitaliste. Elle consiste à montrer que le système fonctionne toujours contre les travailleurs ; qu'ils ne pourront résoudre leurs problèmes sans abolir le capitalisme et la bureaucratie et reconstruire totalement la société ; qu'il y a une analogie profonde et intime entre leur sort de producteurs et leur sort d'hommes dans la société, en ce sens que ni l'un ni l'autre ne peuvent être modifiés sans que soit supprimée la division en une classe de dirigeants et une classe d'exécutants. Ce n'est qu'en fonction d'un long et patient travail dans cette direction que le problème d'une mobilisation des travailleurs sur des questions générales pourra à nouveau être posé en termes corrects.

9. L'expérience a prouvé que l'internationalisme n'est pas un produit automatique de la condition ouvrière. Développé en facteur politique réel par l'activité des organisations ouvrières d'autrefois, il a disparu lorsque celles-ci en dégénérant ont sombré dans le chauvinisme. Le mouvement révolutionnaire devra lutter pour faire remonter au prolétariat la longue pente qu'il a descendu depuis un quart de siècle, pour faire revivre la solidarité internationale des luttes ouvrières et surtout la solidarité des travailleurs des pays impérialistes à l'égard des luttes des peuples colonisés.

10. Le mouvement révolutionnaire doit cesser d'apparaître comme

un mouvement politique au sens traditionnel du terme. La politique au sens traditionnel est morte, et pour de bonnes raisons. La population l'abandonne parce qu'elle la voit comme ce qu'elle est dans sa réalité sociale : l'activité d'une couche de mystificateurs professionnels qui tournent autour de la machinerie de l'état et de ses appendices pour y pénétrer ou pour s'en emparer. Le mouvement révolutionnaire doit apparaître pour ce qu'il est : un mouvement total concerné par tout ce que les hommes font et subissent dans la société, et avant tout par leur vie quotidienne réelle.

11. Le mouvement révolutionnaire doit donc cesser d'être une organisation de spécialistes. Il doit devenir le lieu — le seul dans la société actuelle, en dehors de l'entreprise — où un nombre croissant d'individus réapprennent la vraie vie collective, gèrent leurs propres affaires, se réalisent et se développent en travaillant pour un projet commun dans la reconnaissance réciproque.

12. La propagande et l'effort de recrutement du mouvement révolutionnaire doivent désormais tenir compte des transformations de structure de la société capitaliste et de la généralisation de sa crise. La division en classes de la société est de plus en plus une division entre dirigeants et exécutants ; l'immense majorité des individus, quelles que soient leur qualification ou leur rémunération, sont transformés en exécutants salariés effectuant un travail parcellaire, qui éprouvent l'aliénation dans le travail et l'absurdité du système et tendent à se révolter contre celui-ci. Les employés et les travailleurs de bureau, ceux qu'on appelle les « tertiaires », se distinguent de moins en moins des travailleurs manuels et commencent à lutter contre le système suivant les mêmes lignes. De même, la crise de la culture et la décomposition des valeurs de la société capitaliste poussent des fractions importantes d'intellectuels et d'étudiants (dont le poids numérique est d'ailleurs croissant) vers une critique radicale du système. Le mouvement révolutionnaire peut seul donner un sens positif et une issue à la révolte de ces couches, et il en recevra en retour un enrichissement précieux. Et seul le mouvement révolutionnaire peut être le trait d'union, dans les conditions de la société d'exploitation, entre travailleurs manuels, « tertiaires » et intellectuels, union sans laquelle il ne peut y avoir de révolution victorieuse.

13. La rupture entre les générations et la révolte des jeunes dans la société moderne, sont sans commune mesure avec le « conflit des générations » d'autrefois. Les jeunes ne s'opposent plus aux adultes pour prendre leur place dans un système établi et reconnu, ils refusent ce système, n'en reconnaissent plus les valeurs. La société contemporaine perd son emprise sur les générations qu'elle produit. La rupture est particulièrement brutale s'agissant de la politique ; d'un côté, l'écrasante majorité des cadres et des militants ouvriers adultes ne peuvent pas, quelle que soit leur bonne foi et volonté, opérer leur reconversion, ils répètent machinalement les leçons et les phrases apprises autrefois et désormais vides, ils restent attachés à des formes d'action et d'organisation qui s'effondrent ; inversement, les organisations traditionnelles arrivent de moins en moins à recruter des jeunes, aux yeux desquels rien ne les sépare de tout l'attirail vermoulu et dérisoire qu'ils rencontrent en venant au monde social. Le mouvement révolutionnaire pourra donner un sens positif à l'immense révolte de la jeunesse contemporaine et en faire le ferment de la transformation sociale s'il sait trouver le langage vrai et neuf qu'elle cherche, et lui montrer une activité de lutte efficace contre ce monde qu'elle refuse.

La crise et l'usure du système capitaliste s'étendent aujourd'hui à tous les secteurs de la vie. Ses dirigeants s'épuisent à colmater les brèches du système sans jamais y parvenir. Dans cette société, la plus riche et la plus puissante que la terre ait porté, l'insatisfaction des hommes, leur impuissance devant leurs propres créations sont

plus grandes que jamais. Si aujourd'hui le capitalisme réussit à privatiser les travailleurs, à les éloigner du problème social et de l'activité collective, cette phase ne saurait durer éternellement, ne serait-ce que parce que c'est la société établie qui en étouffe la première. Tôt ou tard, à la faveur d'un de ces « accidents » inéluctables sous le système actuel, les masses entreront de nouveau en action pour modifier leurs conditions d'existence. Le sort de cette action dépendra du degré de conscience, de l'initiative, de la volonté, de la capacité d'autonomie que montreront alors les travailleurs. Mais la formation de cette conscience, l'affermissement de cette autonomie dépendent à un degré décisif du travail continu d'une organisation révolutionnaire qui ait clairement compris l'expérience d'un siècle de luttes ouvrières et d'abord que l'objectif à la fois et le moyen de toute activité révolutionnaire c'est le développement de l'action consciente et autonome des travailleurs ; qui soit capable de tracer la perspective d'une nouvelle société humaine pour laquelle il vaille la peine de vivre et de mourir ; qui incarne enfin elle-même l'exemple d'une activité collective que les hommes comprennent et dominent.

Paul CARDAN.

LE MONDE EN QUESTION

LES ACTUALITÉS

La guerre d'Algérie est entrée dans sa septième année. Il faut s'en réjouir puisque, comme le dit de Gaulle, chaque jour qui passe nous approche de la fin. Mais dans cette ville, où une partie de la population est soumise au couvre-feu, où n'importe qui peut être arrêté et assommé par la police la nuit s'il a la peau un peu trop bazanée, 60 000 algériens manifestent pendant des heures le soir du 17 octobre. 12 000 sont arrêtés, parqués comme du bétail ou comme des juifs sous l'occupation dans le Palais des Sports et ailleurs, frappés, tués, jetés dans la Seine. La gauche française regarde et laisse faire, vote des protestations, signe des appels et accuse Papon au Conseil municipal. De solidarité effective, dans la rue, pas question. Des manifestations sont organisées, quinze jours, un mois plus tard ; elles ne réunissent que des jeunes. La C.G.T. « demande aux travailleurs d'appuyer cette manifestation », mais des communistes à l'usine Chausson, Gennevilliers, prennent à partie et traitent de provocateurs des militants de Pouvoir Ouvrier **qui diffusent un tract appelant à cette manifestation.**

LES MANIFESTATIONS DES ALGERIENS

Les députés à part entière : « Des ordres ont été donnés pour que les députés musulmans ne soient pas gênés par les mesures de la Préfecture de Police (interdisant aux algériens de circuler après 20 heures) ».

France I-Paris Inter, le 18 oct., à 12 h. 30.

Ce qu'en pensent les gars de Nanterre : « Moi je suis un ouvrier, je n'en ai rien à foutre de l'Algérie. Puisqu'ils veulent l'indépendance, qu'on la leur donne ».

Un ouvrier de Nanterre,
interviewé par Europe N° 1, le 18 oct., à 12 h. 45.

LES PAYSANS FRANÇAIS SE REVOLTENT

En France, cet été, les paysans se sont soulevés. Ayant assez des palabres du Gouvernement et du Parlement, ils ont décidé d'agir pour leur compte, se sont organisés, ont bloqué les routes et envahi les sous-préfectures. En fonction de quoi, le Gouvernement a découvert qu'il existait un problème paysan et a promulgué en quelques semaines des mesures sur lesquelles on « réfléchissait » et on ergotait depuis des années. La presse et la radio s'en sont émues, et on n'entendit plus parler que du scandale des circuits de distribution et du besoin de moderniser l'agriculture. Qu'il y ait un scandale de la distribution, tout le monde le savait depuis des années ; ce qu'on n'a jamais expliqué, c'est pourquoi aucun Gouvernement, pas plus le Gouvernement pur et dur de de Gaulle que les précédents, ne s'est jamais attaqué aux quelques centaines de grossistes qui font doubler et tripler le prix des denrées entre la ferme et le consommateur. Quant à la modernisation de l'agriculture, nous sommes pour ; c'est elle, notamment, qui a fourni aux paysans ces tracteurs qu'ils ont transformés en instruments de combat contre les Préfets de Debré. Mais ni réforme de la distribution, ni modernisation de

l'agriculture ne résoudront le problème. L'une et l'autre existent depuis longtemps aux Etats-Unis où, avec des rendements agricoles très élevés, une population paysanne réduite au douzième de la population totale et un commerce ultra-concentré, le niveau de vie des paysans traîne loin derrière celui des citadins, la surproduction est énorme et le Gouvernement qui dépense des sommes considérables pour subventionner l'agriculture entasse dans des silos l'équivalent de deux récoltes anuelles de blé. L'une et l'autre existent en Suède, où on paye une forte prime aux paysans pour chaque vache laitière abattue, aux Pays-Bas, où l'on ne sait plus que faire du beurre stocké, au Danemark. Pendant ce temps, des centaines de millions de gens par le monde ont littéralement faim.

Big Flats, N.-Y., 24 juillet 1961. — Le fermier William T. Smith, qui a acheté une Cadillac de 6 100 dollars (3 millions d'anciens francs) et a fait au début de ce mois avec cette voiture le tour de Washington, avec une inscription disant : « Nous avons acheté cette voiture avec l'argent que nous avons reçu pour ne pas faire pousser du blé » a été condamné à une amende parce qu'il avait produit trop de blé. Le Département de l'Agriculture l'a condamné à une amende de 321 dollars (160 000 anciens francs) parce qu'il avait semé en 1960 26 acres de blé, au lieu des 18,9 acres auxquels il avait droit.

N.-Y Herald Tribune, 25 *juillet* 1961.

L'HEROIQUE GREVE DE ROOTES.

En Angleterre, depuis juillet, le gouvernement Macmillan essaye pour la quatrième ou cinquième fois depuis six ans, de « rétablir la situation économique et l'équilibre de la balance des paiements », en créant une dose de chômage pour discipliner les ouvriers, arrêter la hausse des salaires et se préparer pour l'entrée dans le Marché Commun. L'industrie automobile a été, comme souvent, la première atteinte et les patrons ont commencé à vouloir licencier les ouvriers. C'est ainsi que dans l'usine B.L.S.P. de Acton, partie du groupe Rootes, 1 000 ouvriers sont en grève depuis le 4 septembre (et l'étaient encore le 21 novembre), pour empêcher qu'une partie d'entre eux ne soit licenciée. Cette grève héroïque a obligé la direction, qui avait commencé avec arrogance par adresser un ultimatum aux grévistes, et ensuite les avait tous « licenciés », à fermer plusieurs de ses autres usines par manque de pièces produites dans l'usine en grève. Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un des tracts publiés par nos camarades anglais du groupe Socialism Reaffirmed **et diffusés dans la région de Londres pour appeler les travailleurs au soutien des grévistes.**

« VOTRE TOUR BIENTOT ?

La grève de la B.L.S.P. — Son objet :

Depuis six semaines, mille ouvriers de la B.L.S.P. à Acton sont en grève.

La grève a commencé parce que la direction a refusé de discuter une proposition des délégués d'atelier (shop-stewards) suivant laquelle le travail existant devait être partagé, plutôt que de procéder à des licenciements. La direction voulait licencier plus de 300 hommes.

Les patrons ont décidé d'employer le gros bâton, de « réduire les coûts de production » et de « renforcer la discipline ». Ils se préparent pour l'entrée au Marché Commun, et à la concurrence accrue de la part d'usines automatisées.

L'histoire de l'usine :

Depuis des années, les stewards à la B.L.S.P. ont bâti une organisation puissante des ouvriers. Ils ont obtenu des taux qui sont au-dessus de la moyenne dans l'industrie. Les hommes travaillent en vraie équipe, et obtiennent les mêmes taux de paye qu'ils soient

qualifiés ou seulement spécialisés. Malgré cela, les profits ont augmenté, de 3,6 millions de livres (5 milliards d'A.F.) en 1958 à 5,5 millions de livres (7,7 milliards d'A.F.) en 1959. Qu'est-ce qu'ils veulent ? Du sang ?

Les ouvriers de la B.L.S.P. ont une tradition qui ne le cède à aucune autre, pour leur soutien d'autres ouvriers en lutte. A leur tour, maintenant, ils ont besoin de votre aide. Leur lutte c'est votre lutte.

Les patrons et les dirigeants syndicaux s'unissent contre les ouvriers:

La direction a refusé de discuter la proposition des stewards sur une reprise du travail. Ils ont essayé l'intimidation, en licenciant tous les ouvriers. Mais cela n'a pas brisé la grève.

Les ouvriers luttent contre les licenciements, et cela est en accord avec la politique officielle du Syndicat des Métallurgistes (A.E.U.). Malgré cela, le Bureau Exécutif de l'A.E.U. les a poignardés dans le dos, et a même menacé de les expulser du syndicat... Mais le Comité de district de Londres-Nord de l'A.E.U. a approuvé la grève, et il y a un très fort soutien de la part des Comités locaux des shop-stewards et de la part des usines.

Le point le plus important c'est que les ouvriers eux-mêmes, quel que soit leur syndicat, sont absolument unis et décidés à vaincre. Aussi longtemps qu'ils dirigent leur grève eux-mêmes, ils ne peuvent pas être vaincus.

Aidez la lutte ! (Soutiens financiers à adresser à F. Cole, 160 East Acton Lane, London, W.3).

Pas de licenciements ! — Partage du travail ! »

NOUVELLE PHASE DANS LA CAMPAGNE POUR LE DESARMEMENT NUCLEAIRE EN GRANDE-BRETAGNE.

Mécontents des méthodes tièdes de la direction officielle de la « Campagne pour le désarmement nucléaire » (qui avait organisé les années précédentes les « marches » connues de protestation, comme celle d'Aldermaston), de nombreux militants de ce mouvement ont formé le *Comité des Cent*, dont l'objectif est d'organiser l'action directe contre les armements nucléaires.

La première action du Comité des Cent a été une manifestation, accompagnée d'un « sit-down » (les participants s'assoient au milieu de la rue, empêchant toute circulation) devant l'Ambassade russe, pour protester contre l'annonce de la reprise des explosions nucléaires par le gouvernement russe. Quelques jours plus tard, une démonstration similaire avait lieu devant l'Ambassade américaine, lorsque les américains ont annoncé qu'à leur tour ils allaient reprendre les explosions nucléaires. Enfin, le Comité annonça qu'il organiserait une marche de protestation sur le Parlement le dimanche 17 septembre.

A cette annonce, l'appareil gouvernemental s'est mis en branle contre le Comité. Le Secrétaire (Ministre) de l'intérieur a interdit la marche et même tout meeting de masse au centre de Londres le dimanche 17 septembre. Puis, qualifiant l'organisation de la manifestation d' « appel visant à troubler l'ordre public », a fait passer en jugement et mis en prison pour des périodes allant de une semaine à un mois la plupart des membres du Comité, y compris le vieux philosophe Bertrand Russel. A la suite de ces arrestations, un Comité presqu'entièrement nouveau s'est formé, non plus avec des « célébrités » mais essentiellement avec des ouvriers et des étudiants ; le secrétaire du Comité est un imprimeur de 23 ans. Le nouveau Comité a continué les préparations pour la manifestation interdite, et annonça qu'il espérait réunir 10 000 personnes.

Le dimanche 17 septembre, malgré une pluie abondante, 15 000 personnes se retrouvaient au Trafalgar Square où la marche devait commencer, et au moins 30 000 remplissaient les rues adjacentes. Des cordons importants de police entouraient la place, et empêchèrent

les manifestants de marcher sur le Parlement. Les manifestants se sont alors assis par terre, dans la place et dans les rues alentour. Une foule importante commença alors à se rassembler soit pour montrer sa sympathie avec les manifestants, soit simplement pour voir. La police essaya de la repousser, et l'attitude de la foule changea alors brusquement; elle résista à la police, brisa les cordons par endroits, les obligea à reculer ailleurs. Des cockneys londoniens, des irlandais, des noirs des Indes Occidentales — un échantillonnage complet du prolétariat de Londres — se bagarraient avec les policiers. Des gens qui étaient venus pour se moquer des manifestants assis par terre se sont mis à les applaudir et à les encourager lorsque les policiers les emportaient. Des gens qui n'avaient jamais pensé au problème nucléaire se sont mis à scander « A bas la bombe ! » Il a fallu à la police plus d'une heure et demie pour libérer les rues autour de Trafalgar Square, et la place elle-même n'a pas été entièrement occupée par les policiers avant minuit. Plus de mille manifestants ont été arrêtés, et par la suite traduits en jugements et condamnés à des peines de prison ou à des amendes.

Nos camarades anglais du groupe *Socialism Reaffirmed* participent activement au nouveau Comité des Cent, et ont diffusé des nombreux tracts appelant à la manifestation du 17 septembre. Voici la conclusion de leur tract appelant à la manifestation devant l'Ambassade russe :

« Nous disons que le peuple russe donne aussi peu son avis dans les décisions de « son » gouvernement que nous dans les décisions du « nôtre ». La manifestation d'aujourd'hui est une tentative des gens ordinaires de ce pays de tendre la main de l'amitié vers le peuple russe, par-dessus la tête des bureaucrates qui les dominent...

« Les événements récents ont montré la futilité complète des « appels à la négociation » adressés aux gouvernements. Pendant que les « négociations » continuaient à Genève, l'Est et l'Ouest stockaient activement les armes de destruction massive... et se préparaient pour les prochaines explosions.

« Il est également futile d'en appeler aux Nations Unies. Leurs résolutions n'ont en rien empêché les explosions françaises au Sahara, ou la récente explosion russe.

« Il appartient aux gens ordinaires de partout de prendre entre leurs mains la lutte contre la bombe et contre les gouvernements qui s'y appuient. Faire des « marches » n'est pas suffisant... Le Gouvernement doit être mis devant un mouvement massif de désobéissance civile à une échelle croissante...

« Il nous appartient à nous tous de développer ces méthodes de lutte jusqu'au point où il deviendra impossible aux Gouvernements de continuer leurs politiques nucléaires ».

LES ETUDIANTS RUSSES S'EN MELENT.

« Des étudiants soviétiques sont entrés en conflit avec leurs professeurs dans le gratte-ciel de l'Université de Moscou aujourd'hui, lors de la visite de 30 « marcheurs de la paix » occidentaux.

« Le conflit a éclaté lorsque les professeurs essayèrent de mettre fin à la réunion au bout d'une heure pendant laquelle il avait été donné seulement 15 minutes au porte-parole des marcheurs, Brad Lyttle, un New-Yorkais, pour présenter leurs vues sur le désarmement.

« Juste avant la fin de cette heure, un marcheur allemand, Johannes Meyer, 20 ans, s'est levé et a dit : « Lorsque je suis arrivé ici et j'ai vu que vous soutenez votre Gouvernement dans ses explosions nucléaires, j'ai découvert que votre position n'est pas différente de la position officielle dans les pays occidentaux.

« Cela a créé de la consternation parmi les professeurs et les membres du Comité de paix soviétique... Lorsque ceux-ci essayèrent de clore la réunion, des cris éclatèrent de la part des 200 étudiants

soviétiques présents, qui commencèrent aussi à taper avec leurs poings sur leurs tables. Un étudiant s'est levé et a crié : « Laissez-les parler. Ne soyez pas d'accord, mais laissez-les dire ce qu'ils ont à dire ».

« Lorsque les officiels prétendirent que la salle devait être évacuée pour une conférence, plusieurs étudiants se sont levés et ont crié : « Absurde ! » La réunion a alors continué pour encore une heure et demie. Lorsque les marcheurs de la paix sont partis, ils ont reçu une ovation de la part des étudiants debout ».

The Times, 6 octobre 1961.

LES MINISTRES OPPRIMES PAR LES OUVRIERS.

« Le Secrétaire (Ministre) du Travail, Arthur J. Goldberg a pu maintenant révéler un « épisode secret » qui a eu lieu pendant les dernières négociations économiques avec les japonais au niveau ministériel. Il semble qu'il a imposé le silence sur une partie de l'ordre du jour des rencontres. Le point de cet ordre du jour qui a été éliminé des communiqués officiels a été une pause pour le café à 11 heures du matin. M. Goldberg a craint que la nouvelle que les Ministres prenaient un temps de repos au milieu de la matinée aurait pu devenir un argument dans les négociations qui étaient en cours entre le General Motors et le Syndicat des ouvriers de l'automobile. Les ministres ont ainsi eu leur « pause pour le café » sans publicité ».

(*N.-Y. Herald Tribune*, 20 novembre 1961). — Nous avons publié une description des grèves sauvages de la General Motors en septembre dernier dans le N° 32 de *Pouvoir Ouvrier*).

JUSTICE DE RACE.

Onze « Voyageurs de la liberté », sept noirs et quatre blancs, ont été condamnés en appel par la Cour de Montgomery, Alabama, à 100 dollars d'amende et un mois de prison chacun, pour « rassemblement illégal » et « perturbation de l'ordre public ». A l'avocat de la défense demandant pourquoi ces gens avaient-ils été arrêtés, le Shériff Sim Butler a répondu que leur tentative de manger tous ensemble au bar du terminus des autocars « aurait bien pu provoquer une émeute ».

Huit étudiants intégrationnistes mènent une grève de la faim à la prison du comté de Anne Arundel depuis qu'ils ont été arrêtés le soir du samedi 18 novembre parce qu'ils essayaient d'entrer dans un restaurant « pour blancs seulement ». Ils demandent d'être traduits devant un jury, et non devant un magistrat seul.

(*N.-Y. Times*, 22 novembre 1961).

LES LUTTES DES NOIRS AMERICAINS.

Un siècle après la guerre civile qui a abouti à l'abolition de l'esclavage, l'égalité raciale reste un mot sans réalité dans la « démocratie » américaine. La ségrégation raciale est la règle dans tous les Etats du Sud des Etats-Unis : écoles, universités, églises, moyens de transport, bars, cafés, restaurants, cinémas tenus par les blancs refusent d'admettre les noirs, qui sont d'ailleurs privés en fait de droits politiques dans tous ces Etats, puisqu'on ne trouve inscrits sur les listes électorales que le dixième ou le cinquième des électeurs noirs qui y auraient droit. Cette situation, qui fait de la Constitution des Etats-Unis et de son Quatorzième amendement, établissant l'égalité raciale, un chiffon de papier, et qui crée des problèmes explosifs dans tous les Etats-Unis, le capitalisme américain n'arrive pas à la régler. Malgré les décisions répétées de la Cour Suprême, déclarant anticonstitutionnelle la ségrégation raciale

dans les écoles, l'intégration scolaire reste dérisoire et les quelques tentatives de l'appliquer à Little-Rock, à New-Orléans et ailleurs ont conduit à des explosions de violence devant lesquelles les Autorités fédérales ont rapidement reculé.

Il y a encore quelque temps, la principale organisation soutenant la revendication d'égalité raciale était la N.A.A.C.P. (association nationale pour l'avancement des gens de couleur), association bourgeoise et réformiste qui n'a jamais voulu agir que par des moyens respectables et en est réduite de plus en plus au rôle de pleureuse. Mais les noirs commencent à prendre leurs affaires entre leurs mains. Il y a déjà quelques années, leur mouvement à Montgommery (Alabama), où ils avaient boycotté pendant des semaines les transports en commun, avait secoué tout le pays ; Montgommery a été le début de la nouvelle étape, pendant laquelle les noirs, aidés par une minorité d'éléments de gauche blancs, commencent à attaquer, en s'organisant eux-mêmes et en inventant de nouvelles méthodes de lutte, le régime auquel ils sont soumis. Depuis, le mouvement s'est amplifié et intensifié ; depuis deux ans déjà, on assiste au mouvement de « sit-down » (occupation des bars où l'entrée des noirs est refusée, et boycott des grands magasins appliquant le même régime) que nous avons décrit dans le N° 31 de cette revue (p. 101 à 104). Le printemps et l'été 1961 ont été dominés par une nouvelle forme d'action, celle des « Voyageurs de la liberté » (*Freedom Riders*). Comme la loi fédérale interdit la ségrégation raciale dans les voyages d'Etat à Etat et dans les activités connexes et que évidemment cette loi n'est pas appliquée dans le Sud ni pour les autobus, ni pour les gares, buffets, salles d'attente, etc., des groupes mixtes de volontaires noirs et blancs ont commencé à organiser des voyages dans le Sud. Ils y sont accueillis par des groupes de lyncheurs blancs enragés, qui les attaquent par tous les moyens (le feu a été mis dans un de ces autocars, occupé par ses passagers). La police locale assiste passive au spectacle et ce n'est que lorsque les « Voyageurs de la liberté » ont été bien assommés par les blancs sudistes qu'elle intervient pour arrêter ...les premiers, qui quelques jours après sont régulièrement condamnés par le tribunal pour... avoir troublé l'ordre public ! Plusieurs condamnations à un mois de prison ont été ainsi prononcées et appliquées cet été.

Que fait le Gouvernement fédéral devant cette situation ? Il se garde bien d'intervenir pour assurer l'application de ses propres lois ; il déplore les événements, et le ministre de la justice, frère du Président Kennedy, ne s'adresse qu'aux voyageurs de la liberté, pour leur demander « une période de calme et d'apaisement ».

Cette dernière période de lutte a vu également la naissance d'une organisation combative réunissant les noirs et la minorité blanche qui se bat à leurs côtés, qui s'appelle C.O.R.E. (Congrès pour l'égalité raciale). C'est le C.O.R.E. qui a en fait pris l'initiative des « voyages de la liberté », et son activité semble se développer rapidement ; les informations dont nous disposons montrent qu'il s'agit d'une organisation sortie des comités les plus combatifs d'étudiants noirs, très souple et démocratique.

En même temps, la situation s'aggrave sur le plan de la répression des organisations politiques qui s'opposent au régime. Des lois en vigueur depuis des années (loi Smith, loi Mac Carran) ont visé à mettre hors la loi le parti communiste notamment, en interdisant toute organisation qui « invite à renverser le gouvernement fédéral par la violence ». L'interprétation de cette loi par la Cour Suprême des Etats-Unis avait été jusqu'ici qu'elle ne pouvait pas s'appliquer dans le cas d'une simple adhésion à une doctrine, s'il n'y avait pas de tentative immédiate ou d'encouragement direct à une *action* violente tendant à renverser le Gouvernement. La Cour vient de reviser cette interprétation, sans doute avec l'accord tacite de Kennedy ; désormais devront se faire enregistrer à la police comme

membres d'une organisation subversive les membres du parti communiste et aussi de toute organisation marxiste.

C'est cet ensemble de violations de sa propre légalité par le Gouvernement américain que dénonce l'article de Raya Dunayevskaya reproduit ci-dessous, que nos amis américains de *News and Letters* nous demandent de porter à la connaissance des lecteurs français.

SITUATION DES LIBERTES CIVILES : ETATS-UNIS EN 1961

Deux événements, un au cœur du vieux Sud, l'autre dans la capitale, révèlent la situation choquante des droits civiques aux Etats-Unis, et montrent que notre pays est sur la voie du totalitarisme.

Dans le Sud.

L'emprisonnement de 227 « Voyageurs de la liberté » à Jackson, dans le Mississipi, a attiré l'attention du monde sur la loi de la jungle qui règne dans le Sud. Il révèle tout aussi clairement l'impuissance volontaire du gouvernement fédéral quand il s'agit d'imposer la loi de ce pays sur la déségrégation dans les voyages d'Etat à Etat. Le gouvernement fédéral affirme qu'il était « désarmé » dans la situation présente. En même temps le ministre de la justice a l'effronterie de demander « une période de calme » aux voyageurs de la liberté qui ont eu le courage d'affronter l'intolérance sudiste. Nous suggérons que le ministre de la justice essaye par lui-même le « calme » d'une prison du Mississipi pendant tout un long été torride.

Dans la Capitale.

On nous affirme qu'à l'extrême opposé des racistes blancs se trouve la Cour Suprême des Etats-Unis. Près de deux siècles après la déclaration d'indépendance, un siècle après la proclamation de l'émancipation (des esclaves N.D.T.) et le 14e amendement à la constitution (qui affirme l'égalité des races, religions, etc. N.D.T.), la Cour Suprême s'est à la fin des fins, prononcée pour la déségrégation dans les écoles. Cependant, la clause évasive du « délai convenable » accordait manifestement au Sud d'énormes possibilités pour ne pas tenir compte de la décision. Bien loin de tracer une voie vers une réalisation des droits civiques, la Cour Suprême actuelle ne diffère pas fondamentalement des 9 vieillards qui, siégeant en ces mêmes lieux, ont bloqué une part importante de la législation rooseveltienne du « New-Deal ».

L'instable majorité (5 *contre* 4) *qui a pris quelques décisions libérales, disparaît rapidement dès que l'atmosphère change à la Maison Blanche, ce qui suffit pour renverser la majorité.*

Cela a été le cas lorsque le Président des Etats-Unis, à l'époque de l'invasion de Cuba, déclara que le combat le plus important ne se faisait pas par les armes mais par la subversion. Il essaya rapidement de limiter la liberté de la presse. La majorité des 9 vieillards de la Cour Suprême sentit le vent immédiatement et ils essayèrent de limiter la liberté constitutionnelle de pensée par de nouvelles décisions sur les lois Smith et Mac Carran (lois de répression principalement anticommunistes — N.D.T.).

Ainsi des deux côtés, que ce soient les défenseurs intolérents des « droits » des Etats, ou que ce soit la Cour Suprême, la même ligne d'action se manifeste ; par omission de faire respecter la loi fédérale violée par les pouvoirs locaux, par les décisions légales prises à la suite de la colère présidentielle, la machine du totalitarisme est mise en action, les règles démocratiques des Etats-Unis et les précieuses libertés constitutionnelles deviennent lettre morte. Les Etats-Unis se hâtent pour « égaler » la Russie — dans le contrôle de la pensée.

Dans son texte minoritaire, le juge Douglas écrit :

« Rien d'autre n'est en cause dans ce procès que des opinions. Ce sont des opinions impopulaires et, pour la plupart d'entre nous, révoltantes. Mais ce sont néanmoins des idées et des croyances qui rentrent dans le large cadre du premier amendement à la Constitution.

« Ce que le vote de la majorité nous fait perdre aujourd'hui pourra être réexigé dans l'avenir quand la crainte de la diffusion des idées, du désaccord et du non-conformisme ne pésera plus sur nous ».

L'éminent juriste ne dit pas quand « dans l'avenir » « la crainte de la diffusion des idées, du désaccord et du conformisme ne pésera plus sur nous ». Malheureusement les décisions de la Cour Suprême ne sont pas facilement renversées, *à moins que le peuple ne manifeste sans équivoque qu'il n'est pas disposé à subir des atteintes à sa liberté.*

Dans la Presse.

La majorité de la presse bourgeoise a approuvé bruyamment les décisions réactionnaires de la Cour Suprême. Les quelques journaux qui expriment un désaccord — et le puissant *New-York Times* a exprimé un léger désaccord — ont donné au public des informations erronées sur le contenu réel de la loi Smith. On donnait l'impression que l'objet du débat était le « Communisme ». La loi Smith ne mentionne pas spécifiquement les communistes et définit « le renversement du pouvoir par la force » de façon si large qu'*aucun acte réel* n'est requis pour donner prise à la loi. Elle peut, et en fait elle a été appliquée contre tous les opposants au pouvoir établi. C'est ainsi que, et en Arkansas et en Louisiane, elle a été utilisée pour tenter de forcer la N.A.A.C.P. (organisme réformiste pour l'amélioration de la condition des gens de couleur — N.D.T.) à remettre la liste de ses membres aux autorités locales sous l'obédience du Ku Klux Klan, quand ce n'était pas aux foules de lyncheurs.

Le journal qui affirme publier « toutes les nouvelles qui méritent d'être imprimées » (c'est-à-dire le *New-York Times* — N.D.T.) n'a pas estimé dignes d'être publiés les faits de la première application de la loi Smith. Il cite l'année 1948 comme l'année de cette première application alors qu'il s'agissait en fait de 1941. Il parle de son utilisation contre le parti communiste alors qu'en fait la loi *n'a pas* été utilisée en premier lieu contre les communistes. Au contraire, avec la complicité des communistes, elle a été utilisée contre les trotskistes *et* les militants syndicalistes qui luttaient contre la corruption et l'incurie des seigneurs bureaucrates du syndicat des transporteurs de Minneapolis.

Manifestement, si le *New-York Times* enterre avec mépris ces sept années, ce n'est pas pour « laisser les morts enterrer les morts » mais pour « laisser les morts enterrer les vivants ». Les vivants n'ont pas été informés des faits de la première application de la loi Smith, ni du fait que c'est à l'inspiration de la direction gangsteriste de Dan Tobin sur le syndicat des transporteurs, qui craignait la démocratisation du syndicat, que l'administration de Roosevelt envoya en prison les trotskistes et les militants ouvriers du syndicat des transporteurs. En voici pour la première application de la loi Smith.

Les trotskystes n'étaient pas assez puissants pour forcer la Cour Suprême à revoir leur cas. Lorsque les communistes en furent les victimes, ils furent assez puissants pour obtenir une décision de la Cour Suprême. A cette époque (1957) la Cour essaya de limiter son approbation de la loi, en interprétant la phrase « recommander le renversement par la violence » (du gouvernement américain — N.D.T.) de façon à exclure « la simple doctrine abstraite du renver-

sement par la violence » sans la réalisation d'une « invitation à l'action ». Le *New-York Times* du 7 juin 1961 accepte cette version telle quelle mais ajoute néanmoins :

« En approuvant la loi Smith et sa clause condamnant le fait d'être membre d'une organisation, et en mettant en mouvement la très grave loi sur la sécurité intérieure, tout ce qu'en fait est de détourner à nouveau l'attention du public sur la menace intérieure communiste qui est pratiquement inexistante. La vraie menace communiste est extérieure ; plus tôt les américains parviendront-ils à se débarrasser de cette idée que nous pouvons résoudre le problème en persécutant les quelques survivances du communisme dans le pays, plus tôt nous serons capables de regarder en face les dures décisions et les difficiles problèmes posés par la véritable menace du communisme, qui vient de Chine et de l'Union Soviétique ».

L'établissement d'une liaison entre la loi Smith, qui n'a rien à voir avec « la menace extérieure du communisme » et la loi Mac Carran (dite de sécurité extérieure) qui dans son préambule mentionne le communisme russe, a une fois de plus pour but d'introduire la confusion dans le public. Nous ne voulons pas dire toutefois que la loi Mac Carran n'en est pas moins que la loi Smith une atteinte aux droits garantis par le premier amendement à la Constitution.

Nous voulons supprimer la confusion créée entre ces deux lois pour prouver que, avec combien de préméditation, on a jugé les communistes américains en invoquant la loi Smith et non la loi Mac Carran. Le but de cette manœuvre est de créer un précédent utilisable contre les véritables adversaires des idées capitalistes dans la classe ouvrière, ou même contre les partisans de l'égalité des droits pour les noirs américains ; cela a d'ailleurs été fait dans le Sud, où on a utilisé la loi Smith contre la N.A.A.C.P. Dans ce dernier cas, la Cour Suprême a été forcée d'exclure l'application de cette loi. Mais cette fois-ci le F.B.I. (police fédérale), le gouvernement, la Cour Suprême (et aussi, et pas par hasard, la presse) ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour faire admettre l'identité de la théorie marxiste de libération et son contraire, la mise en esclavage réalisée par le communisme.

De cette façon, ils ont réalisé une véritable conspiration avec le communisme russe qui, dans son propre intérêt, a usurpé le titre de marxiste.

Le Président.

Le Président Kennedy aime les mots, les mots émouvants qui parlent de liberté. Il les aime pour les grandes cérémonies, comme les discours du 4 juillet ; il les aime aux conférences au sommet pour rivaliser avec l'usage que les communistes en font ; et il les aime pour attirer les jeunes nations d'Afrique dans le camp de l' « Occident ». Dans ce cas-là, il dit de notre pays que c'est un pays « né d'une révolution ». Il devient un partisan tellement passionné de la liberté de parole, de presse, de réunion qu'il a l'audace de faire des citations du grand abolitionniste américain, William Lloyd Garrison, qui attaquait le gouvernement et la presse vendue défendent l'esclavagisme, en disant dans son journal *Le Libérateur :* « Je suis tout à fait décidé. Je ne ferai pas de compromis. Je n'accepterai pas de faux fuyants. Je ne reculerai pas d'un pouce, et je me ferai entendre ».

La seule chose que le Président Kennedy n'ait pas dit, c'est la vérité à propos *de lui-même :* que c'est lui qui accepte l'emprisonnement des pèlerins de la liberté ; que c'est lui qui crée l'état d'esprit d'où résulte la nouvelle décision réactionnaire de la Cour Suprême qui viole le premier amendement à la Constitution ; que c'est son frère, qui au lieu de demander une « période de calme » pour l'application de cette décision, s'est hâté d'en annoncer l'application immédiate. La seule chose qui l'en ait empêché est la mesure

hypocrite du juge Félix Frankfurter, qui a accepté la demande du parti communiste d'un nouvel examen de l'affaire en septembre.

Clairement, bien trop clairement, le Président Kennedy n'aimait que le son des mots de liberté et non leur application.

Notre privation de droits civils, dans le Nord et dans le Sud, et la manipulation des esprits n'ont rien à voir avec la lutte contre le « communisme ». Au contraire, c'est le terrain sur lequel poussent tous les totalitarismes — communiste, hitlérien, ou les partisans de la « libre entreprise » inspirés par le Ku-Klux-Klan. Si le capitalisme privé commence à entrer en compétition avec le capitalisme d'Etat communiste dans l'invention de nouvelles manières de contrôle de la pensée, ce ne peut être que parce que les deux ont le même fondement, et aussi le même but : d'opprimer les travailleurs.

Le capitalisme, privé ou étatique, va de crise en guerre et de guerre en crise depuis son début. Dans notre époque, où le monde s'est unifié, il s'est en plus donné l'objectif de la domination du monde par une seule puissance, même si cela devrait coûter un holocauste nucléaire qui pourrait signifier la fin de la civilisation. Gardons-nous de ceux qui veulent combattre le totalitarisme à l'étranger en pratiquant des méthodes totalitaires chez nous.

La lutte contre le totalitarisme ne peut être gagnée que par des Combattants de la liberté qui ne balancent pas dans leur combat contre la discrimination et l'exploitation et peuvent ainsi exorciser l'ombre qui s'abat sur notre pays. Les Combattants de la liberté de notre époque, comme ceux de l'époque de William Lloyd Garrison, seront finalement entendus.

4 juillet 1961.

Raya DUNAYEVSKAYA.

CONFERENCE INTERNATIONALE D'ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES

La Conférence internationale qui a réuni à Paris, le 20, 21 et 22 mai 1961 des délégués de *Socialism Reaffirmed* (Grande-Bretagne), *Unita Proletaria* (Italie), *Pouvoir Ouvrier* (Belgique) et de notre organisation *Pouvoir Ouvrier* de France, a adressé à une série d'organisations, groupes et camarades isolés se situant sur des positions voisines, l'appel que nous reproduisons ci-dessous.

Chers camarades,

Le 20, 21 *et* 22 *mai* 1961 *s'est tenue à Paris une Conférence Internationale réunissant des représentants des organisations et groupes suivants :*

— *Pouvoir Ouvrier (France)*
— *Socialism Reaffirmed (Grande-Bretagne).*
— *Unita Proletaria (Italie)*
— *Pouvoir Ouvrier Belge (Belgique).*

Pouvoir Ouvrier *en France est une organisation qui s'est constituée en* 1958. *Son origine est le groupe de camarades qui publient depuis* 1949 *la revue* Socialisme ou Barbarie. *Cette revue* (32 *numéros publiés à ce jour) est actuellement l'organe théorique de l'organisation, qui diffuse également un mensuel ronéotypé,* Pouvoir Ouvrier. *L'organisation a publié également des brochures :* L'insurrection hongroise, Comment lutter, Les grèves belges. *Elle comprend actuellement des groupes à Paris, Lyon, Caen, Saint-Lô, Le Mans, Montpellier, Nîmes et Lille.*

Le groupe Socialism Reaffirmed *s'est constitué en Grande-Bretagne en* 1960. *Il publie un mensuel ronéotypé intitulé maintenant* Solidarity (*auparavant* Agitator for Worker's Power) *dont huit numéros ont paru jusqu'ici. Il a également publié plusieurs*

brochures : Socialism Reaffirmed, The Socialist Programme, The Renault Strike, Belgium-The General Strike, What next for Engineers ?, The Standard Strike-The Full Facts, The Meaning of Socialism. *Le groupe comprend surtout des camarades de Londres et d'Exeter, mais a des liens avec des petits groupes et des camarades individuels de Liverpool et de Dublin.*

Unita Proletaria *d'Italie s'est constitué à Crémone en* 1957, *sur la base d'une activité d'agitation et de propagande socialiste et révolutionnaire sur le plan local (publication de tracts, interventions dans les luttes ouvrières et les assemblées syndicales, etc.). Depuis* 1959, *le groupe publie le journal ronéotypé* Unita Proletaria, *dont* 7 *numéros ont paru jusqu'ici, et* Quaderni di Unita Proletariat, *avec* 3 *numéros parus. Le groupe est en contact avec d'autres groupes et des camarades isolés de l'Italie du Nord, avec l'objectif de la constitution de l'organisation révolutionnaire en Italie.*

Pouvoir Ouvrier Belge *s'est constitué après les récentes grandes grèves de Belgique. Il comprend un groupe à Bruxelles et un autre à Liége. Il vient de publier le premier numéro de sa revue,* Alternative.

La Conférence a d'abord discuté de l'activité de chacune des organisations participantes. L'échange d'informations, de suggestions et de critiques fraternelles qui a eu lieu à cette occasion a été jugé très fécond par tous les participants.

La Conférence a ensuite discuté d'un projet de plate-forme, destiné à définir les bases idéologiques et programmatiques communes aux organisations participantes comme aussi de fournir un terrain de discussion avec d'autres organisations qui voudraient se joindre à cette coopération internationale qui s'engage. Un texte définitif incorporant les résultats de la discussion qui a eu lieu sera soumis à une nouvelle Conférence Internationale qui sera tenue vers la fin de l'année.

Enfin, la Conférence a discuté de la coopération pratique des quatre organisations. Elle a décidé :

1) *Qu'un travail sera entrepris en vue de définir les revendications ouvrières dans les pays capitalistes modernes. Ce travail tentera de faire la synthèse des expériences nationales de la lutte de classe contemporaine, à partir des matériaux suivants : la brochure déjà publiée par le groupe anglais,* What next for engineers, *qui examine la situation revendicative dans l'industrie mécanique en Grande-Bretagne ; un texte analogue à préparer par l'organisation française; un texte à préparer par les camarades italiens sur les dernières grèves des ouvriers de l'électromécanique en Italie du Nord ; enfin, un texte à préparer par les camarades anglais sur le mouvement des shop-stewards en Grande-Bretagne.*

2) *Qu'un Bulletin International commun, rendant compte de l'activité des quatre organisations et paraissant tous les trois mois, sera publié à partir du mois d'août* 1961.

3) *Qu'un compte rendu résumé de la Conférence sera envoyé aux organisations, groupes et camarades isolés dont on sait que les positions sont proches de celles des organisations participantes. C'est la fonction de la présente lettre.*

4) *Qu'un effort sera entrepris pour parvenir à la constitution d'un groupe révolutionnaire en Allemagne.*

La base idéologique commune des quatre organisations peut être définie sommairement comme suit :

— Malgré ses transformations incontestables et importantes depuis un siècle, la société capitaliste reste une société de classe, basée sur l'exploitation et l'aliénation des travailleurs. Aucune réforme ne pourra modifier cette réalité, que seule une révolution des travailleurs peut abolir.

— La « nationalisation » et la « planification » de l'économie ne modifient pas la situation réelle des travailleurs, ni non plus par conséquent la division de la société en classes. Elles remplacent simplement les patrons privés par une couche dominante et exploiteuse de bureaucrates. Le « socialisme » des pays de l'Est est un mensonge qui recouvre le pouvoir de la bureaucratie.

— Le socialisme consiste essentiellement en la gestion de la production, de l'économie et de la société par les masses, organisées dans le cadre de Conseils des travailleurs, qui exercent le pouvoir. Il ne peut donc être instauré que par l'action consciente autonome des masses, non pas par le coup d'Etat d'un parti bureaucratique et militarisé qui instaure sa propre dictature.

— Une nouvelle organisation révolutionnaire est nécessaire, qui ne visera pas à diriger la classe ouvrière et à s'imposer à elle, mais à être un instrument de la lutte prolétarienne. Cette organisation doit être basée sur la démocratie prolétarienne. Les militants n'y seront plus des simples exécutants au service d'un appareil bureaucratique, mais détermineront eux-mêmes l'orientation et l'activité de l'organisation sous tous ses aspects.

Nous serions heureux d'entrer en contact avec vous, et de vous fournir tous renseignements complémentaires, comme aussi le matériel publié par les organisations mentionnées. Le projet revisé de plate-forme mentionné ci-dessus sera envoyé à ceux qui en feront la demande, et leurs commentaires seront étudiés avec attention.

En espérant qu'une collaboration s'instaurera entre nous pour la reconstruction d'un mouvement socialiste révolutionnaire international, nous vous prions, chers camarades, d'accepter nos salutations fraternelles.

POUVOIR OUVRIER (France), SOCIALISM REAFFIRMED (Grande-Bretagne), UNITA PROLETARIA (Italie), POUVOIR OUVRIER BELGE (Belgique).

Ecrire à : *Socialisme ou Barbarie,* 42, rue René-Boulanger, Paris (10e), France, ou à : *Solidarity,* c/o E. Morse, 183, Beech Lane, Lower Earley, Reading - England.

BERLIN

Depuis la fin de la guerre de Corée, la population mondiale, habituée aux alternances de guerre froide et de faux apaisements ne manifeste guère plus d'intérêt pour les sourires qu'échangent les « Grands » que pour leurs menaces homériques. Avertie pour avoir tant de fois entendu crier au loup, elle sent de plus que dans l'état actuel de l'armement et du rapport des forces, un conflit généralisé est pratiquement exclu.

Mais la guerre froide est un des ressorts essentiels de la politique des dirigeants à l'Est comme à l'Ouest. L'affaire de Berlin, que Khrouchtchev a soudain ressortie après l'avoir laissée dormir pendant des années, a réussi à émouvoir l'opinion non pas parce que les dirigeants ont changé de diapason, mais parce que des mesures menaçantes ont été prises de part et d'autre : communications entre les deux secteurs de la ville coupées par le gouvernement de l'Allemagne orientale, mobilisation de quelques milliers de soldats américains envoyés en Europe. Khrouchtchev allait-il donc faire la guerre pour Berlin ? Après avoir fixé le 31 décembre comme ultime limite, il s'est adouci aussi soudainement et inexplicablement qu'il s'était fâché, et a « oublié » son quasi-ultimatum.

A quoi rime cette comédie ? Aux besoins de politique intérieure des dirigeants. De Krouchtchev, qui pour achever la liquidation de ses rivaux en Russie et préparer son attaque contre les Chinois, voulait créer une diversion et se montrer en même temps aussi « dur » qu'eux. De Kennedy, voulant faire oublier et justifier l'affreux couac qu'il fit avec Cuba et donner un stimulant additionnel à l'économie américaine. D'Adenauer, pour qui ce fut un don du ciel à la veille des élections ; change-t-on de gouvernement lorsque l'ennemi menace aux portes ? De de Gaulle, y trouvant un prétexte

pour sortir du marais sanglant de l'affaire algérienne, et jouer au « Grand à part entière » en faisant l'enfant terrible et se montrant plus intraitable que les américains. Seuls les Anglais, à qui leur marasme économique donne d'autres chats à fouetter, n'ont pas trouvé l'affaire à leur goût. Le XXIIe Congrès du P.C. russe terminé, les élections allemandes menées à bonne fin, l'affaire est prête à être enterrée à nouveau.

Pendant ce temps, il y a aussi les Berlinois, pas très à l'aise de se trouver dans cet engrenage, d'avoir des murs construits au milieu de leur ville, d'être des pions dans le jeu d'échecs des « Grands ». Des pions de valeur toutefois car il y a une hiérarchie des pions dans ce jeu international ; que des laotiens ou des congolais s'entretuent, qui s'en soucie vraiment ? C'est de la menue monnaie d'échange. Les Berlinois sont des pions d'une autre classe, chacun affirme sa détermination de les protéger. Mais au-dessus des Berlinois, il y a des pions encore plus précieux, rien que de les faire bouger présente des grandes implications stratégiques : mobiliser des soldats américains, laisser entendre que l'on pourrait les risquer dans cette affaire, voilà qui manifeste l'importance de l'enjeu et doit intimider l'adversaire.

Il va de soi qu'aussi bien dans les démocraties occidentales que dans les démocraties orientales les dirigeants ont constamment demandé l'avis de leurs populations respectives sur l'affaire, et n'ont agi chaque fois qu'avec leur accord préalable.

A NOS LECTEURS

Ce numéro 33 de notre revue paraît avec un retard considérable ; prévu d'abord pour juillet, puis pour septembre, il a dû être reporté pour des raisons financières. La raison essentielle de ces difficultés répétées c'est qu'un trop grand nombre de lecteurs achètent la revue au numéro au lieu de s'abonner.. Sur un numéro vendu par les Messageries (kiosques, gares, etc.) et payé par le lecteur 3 N.F., il nous revient en fait 0,40 ou 0,50 N.F. Le même numéro coûte à un abonné seulement 2,50 N.F. et ces 2,50 N.F. nous reviennent dans la pratique intégralement. Si tous les lecteurs qui actuellement achètent la revue au numéro s'abonnaient, la revue n'aurait pratiquement plus de problème financier. **Nous invitons donc instamment les lecteurs au numéro de s'abonner. C'est leur intérêt matériel ; c'est essentiel pour la revue non seulement du point de vue financier, mais aussi pour assurer sa parution régulière, qui est très importante pour le développement de sa diffusion ; cela présente enfin pour les lecteurs la possibilité d'avoir, s'ils le désirent, des contacts plus étroits avec la revue car un abonné est convoqué à des cercles d'études, des réunions de travail, des conférences, etc.**

Nous avons besoin de votre aide pour la diffusion de la revue. Faites connaître la revue autour de vous. Envoyez-nous des adresses de personnes qu'elle pourrait intéresser, nous leur enverrons des numéros spécimen. Indiquez-nous les librairies qui pourraient la mettre en vente. Utilisez pour cela les bulletins imprimés joints à la fin du numéro. Notez les nouveaux prix très avantageux que nous avons fixés, désormais, pour les volumes précédents et la collection complète de Socialisme ou Barbarie.

Nous avons besoin surtout de votre aide pour le contenu **de la revue. Nous ne voulons pas être une revue qui n'exprime que les idées de son comité de rédaction, s'adressant à un public bienveillant et passif. Si vous êtes, même modérément, d'accord avec les idées exprimées dans la revue, alors vous êtes aussi d'accord pour dire qu'une revue doit être tout autant l'expression de ses lecteurs que de son comité de rédaction. Ecrivez-nous pour nous dire ce que vous pensez, ce qui se passe autour de vous, dans votre milieu de travail et de vie, quel qu'il soit. Vos lettres, textes ou témoignages, seront publiés dans la revue.**

CERCLES DE LECTEURS DE PROVINCE. — Des cercles d'amis de la revue **existent déjà à Caen, Bordeaux, Le Mans, Lille, Lyon, Montpellier, Nîmes, Saint-Lô. Les lecteurs de ces régions qui voudraient y participer sont priés de nous écrire. D'autre part des abonnés d'Amiens, Besançon, Grenoble, Marseille, Toulouse désirent entrer en contact avec des lecteurs de ces régions pour organiser des cercles de lecteurs ? Prière d'écrire à la revue, qui transmettra.**

« POUVOIR OUVRIER ». — Nous rappelons aux abonnés de la revue qu'ils peuvent recevoir « Pouvoir Ouvrier » **en nous écrivant. Nous les invitons à nous indiquer les camarades qui pourraient s'y intéresser, et à faire des abonnés (2,50 N.F. pour 11 numéros par an). Au sommaire du mois de novembre (N° 34) :**

Algérie : La grève de la faim. — Tract diffusé par « Pouvoir Ouvrier ». **— Le 1er Novembre en Algérie. — Quels sont donc les crimes de Staline ? — La Régie Renault au Mans. — Paris demain : l'avenir qu'ils nous préparent.**

CERCLE DE CONFERENCES ORGANISE PAR SOCIALISME OU BARBARIE

Comme les années précédentes, nous organisons cette année un cercle de conférences consacré aux problèmes de la théorie et de la pratique révolutionnaire aujourd'hui. Les conférences seront d'une durée d'une heure environ, et suivies d'une discussion de deux heures. Les lecteurs de la revue y sont cordialement invités.

La première de ces conférences aura lieu LE VENDREDI 8 DECEMBRE 1961. **Elle sera faite par Jean-François Lyotard, et sera consacrée à**

LA SOCIETE MODERNE ET LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE.

Les conférences suivantes auront lieu les 12 janvier et 16 février 1962.

Toutes les conférences auront lieu au 39, rue Lhomond (5e, Métros Censier-Daubenton ou Mouge).

PERMANENCE DE SOCIALISME OU BARBARIE ET DE POUVOIR OUVRIER

Les lecteurs et les amis de Socialisme ou Barbarie **et de** Pouvoir Ouvrier **sont informés qu'une permanence de la revue et de l'organisation est tenue tous les jeudis, de 15 h. 30 à 19 h. 30, au 39, rue Lhomond (Métro Censier-Daubenton ou Mouge). Nous serons heureux de les y recevoir.**

LIBRAIRIES QUI VENDENT SOCIALISME OU BARBARIE

Nous donnons ci-dessous la liste des librairies qui vendent régulièrement notre revue dans la région parisienne :

Librairie du XXe Siècle, 185, boulevard Saint-Germain (VIe).
Librairie de Sciences-Po, 30, rue Saint-Guillaume (VIIe).
Librairie Gallimard, 15, boulevard Raspail (VIIe).
Librairie Croville, 20, rue de la Sorbonne (Ve).
Librairie du Panthéon, 2, rue des Carmes (Ve).
Librairie Rivière, 31, rue Jacob (VIe).
Librairie Le Divan, 37, rue Bonaparte (VIe).
Librairie L'Unité, angle boulevard Saint-Germain-Saint-Michel (VIe).
Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel (Ve).
Presses Universitaires (PUF), boulevard Saint-Michel (Ve).
Le Labyrinthe, 17, rue Cujas (Ve).
Librairie Berlitz, 28 bis, rue Louis-le-Grand (IIe).
Librairie Weill, 60, rue Caumartin (IXe).
L'Ami des Livres, 83, boulevard Saint-Michel (Ve).
« Prismes », 168, boulevard Saint-Germain (VIe).

BULLETIN D'ABONNEMENT
A "SOCIALISME OU BARBARIE"

M. .....
demeurant .....
à ..... département d.....
souscrit un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie :*
— ordinaire } (*supprimer la mention inutile*)
— soutien }
à partir du numéro ..... 196.....
et verse la somme de .....
A ....., le ..... 196.....
Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19

Abonnement un an (4 numéros)	10 N.F.
Abonnement de soutien	20 N.F.
Abonnement étranger	15 N.F.

AIDEZ NOTRE DIFFUSION

1. Je demande qu'on serve gratuitement un spécimen de *Socialisme ou Barbarie* à

M. .....
.....

2. Les librairies suivantes seraient susceptibles de vendre *Socialisme ou Barbarie* (librairies universitaires, de sciences sociales, ou vendant des revues culturelles ou politiques de gauche) :

Noms et adresses .....
.....
.....
.....
.....

COLLECTIONS DE VOLUMES DE *SOCIALISME OU BARBARIE*

MM. .....
demeurant .....
à ..... département d.....
demande le(s) volume(s) suivant(s) de la collection complète de *Socialisme ou Barbarie :*

Volume I, nos 1-6, 608 pages.....	3 N.F. le volume
Volume II, nos 7-12, 464 pages.....	3 N.F. le volume
Volume III, nos 13-18, 472 pages.....	3 N.F. le volume
Volume IV, nos 19-24, 1112 pages.....	6 N.F. le volume
Volume V, nos 25-30, 648 pages	
La collection complète, 30 nos.....	20 N.F. le volume

et verse la somme de .....
A ....., le ..... 196.....
Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19

ETUDES

Revue trimestrielle internationale

Publiée par l'INSTITUT IMRE NAGY DE SCIENCES POLITIQUES
467, avenue Brugmann, Bruxelles (18e)

Volume III — N° 2 — Avril 1961

La Commune de Paris, 1871.
Editorial : *Coopération des Revues Socialistes.*
Socialisme en Inde, par Hector ABHAYARDHAN (parution encore incertaine).
Les Ouvriers Hongrois en voie vers la Révolution (1945-1956), par Zoltan SZTARAY.
Représentation Politique, par Balazs NAGY.
TEMOIGNAGE
Les Expériences au Conseil Central Ouvrier de Grand-Budapest, par Miklos SEBESTYEN.
POINTS DE VUE
Buts et Programmes de : « *Mankind* », « *New Politics* », « *The Socialist Leader* ».
Chronique, Livres et Correspondances.

Volume III — N° 3 — Juillet 1961

Les Cinq Principes des relations internationales et notre politique étrangère, par Imre NAGY.
Les communistes est-européens entre le patriotisme et l'internationalisme, par François FEJTÖ.
Nationalisme et Internationalisme (Quelques remarques au sujet de l'article de François Fejtö), par B.-M. JOHANN.
Liberté et morale politique, par György VISSI.
POINTS DE VUE
« *Nouvelle Classe* » *ou société sans classes ?* par Mihaly SZEGEDI.
CHRONIQUE
Conférence des Revues Socialistes, par Giorgio GALLI.
BIBLIOGRAPHIE
« *La Hongrie et la deuxième guerre mondiale* », par Thomas SCHREIBER.
LIVRES
DISCUSSION
CORRESPONDANCE

Abonnement d'un an : 200 francs belges ou l'équivalent.
N° de compte : 84-998, Banque de la Société Générale de Belgique, 3, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles.

5e année, n° 21 — **ARGUMENTS** — 1er trimestre 1961

SOMMAIRE

L'AMOUR - PROBLÈME

A LA RECHERCHE DE L'AMOUR.
Les peuples sans amour (Luc de HEUSCH).
Le complexe d'amour (Edgar MORIN).
L'au-delà érotique (Octavio PAZ).
Pour une analytique de l'amour (François CHATELET).
L'errance érotique. Problématique de l'amour (Kostas AXELOS).
REVES ET REALITES.
Fourier : l'Organisation des libertés amoureuses (Pierre GAUDIBERT).
Les marxistes et l'amour (Jean de LEYDE).
Léon Blum et le mariage (Abel BERESSI).
De Sacher Masoch au masochisme (Gilles DELEUZE).
Les surréalistes (ARAGON, BRETON, BUNUEL, ELUARD).
L'AMOUR MODERNE.
L'amour bref (Violette MORIN).
Amour et érotisme dans la culture de masse (Edgar MORIN).
Lettre sur l'amour moderne (Amédée CASSAGNE).
L'amour et la mort (Herbert MARCUSE).

Rédaction-Administration, 7, rue Bernard-Palissy, Paris (6e). LIT 39-03
C.C.P. Arguments-Editions de Minuit, 180-43 Paris.
Abonnement (4 numéros) : 10 N.F. ; étranger : 15 N.F. ; soutien : 20 N.F.
Le numéro : 3 N.F.
Directeur-Gérant : Edgar MORIN
Rédacteur en chef : Kostas AXELOS
Rédaction : Roland BARTHES, Jean DUVIGNAUD, François FEJTÖ
Pierre FOUGEYROLLAS
Secrétaire de rédaction : Réa AXELOS
La diffusion en librairie restant limitée, il est recommandé de s'abonner.

Vient de paraître — *Collection « Arguments »*
Kostas AXELOS
MARX, PENSEUR DE LA TECHNIQUE
DE L'ALIENATION DE L'HOMME A LA CONQUETE DU MONDE
Un dialogue vivant et anticipateur avec le fondateur du marxisme.
Un volume de 325 pages : 19,50 N.F.
« Aux Editions de Minuit », 7, rue Bernard-Palissy, Paris (6e).

NUOVA PRESENZA

Rivista trimestrale di cultura

a. IV — n. 2 (Estate 1961)

SOMMARIO

Istvan Meszanos : Il problema dell'alienazione.
Katez Yacine : La guerra dei 130 anni (Prologo).
Atti del Convegno sull'Algeria (Intervento di C.A. Jemolo).
Roberto Sanesi : Poesie.
Gilberto Finzi Quale realismo ? (II).
Bepi Cavanier : Rovigo nelle sabbie mobili.

Lettera alla Direzione (D. Montaldi — F. Floreanini) — Rubriche.

Un numéro : lire 300 (estero : lire 600).
Abbonamento annuo : lire 1.000 (estoro : lire 1.800).
Direzione e Redazione : Viale Porta Vercellina, 7 = MILANO.
Amministrazione : Editrice Magenta — via Magenta 21 B = VARESE.
Versamenti sul c/c p. 27/20090 intestato a : Nuova Presenza — Varèse.
Sono ancora disponibili copie di *Presenza* (a. 1958-1960, nn. 1-8). Inviare richieste all'Amministrazione.

PRESENCE AFRICAINE

Revue Culturelle du Monde Noir

Nouvelle série bimestrielle N° 36. — Février-avril 1961

SOMMAIRE

Roger BASTIDE : *Variations sur la négritude.*
Ronald SEGAL : *La dernière bataille.*
Marc SANKALE : *Souveraineté nationale et problèmes sanitaires internationaux.*
R. PAGEARD : *Soundiata Keita et la tradition orale.*
L.H. OFUSU-APPIAH : *Réflexions sur les universités africaines.*
Roland-Tombekai DEMPSTER : *L'écrivain, son travail et son profit.*

⁂

Poèmes de Jocelyne ETIENNE, R.-T. DEMPSTER.
Sembene OUSMANE : *La Noire de...*
Amos TUTUOLA : *Les petits frères canards et leur sœur désobéissante.*

⁂

Jean VAN LIERDE : *Lumumba, leader et ami.*
Gabriel RAZAFINTSAMBAINA : *Hommage à Rabearivelo.*
Catherine TIHANYI : *Les « teenagers » du Nord U.S.A. sont-ils racistes ?*
Raymond MAUNY : *Ancienneté de la variolisation.*
P.A. : *Entretien avec Claude Bernard-Aubert.*
J.-B. OBAMA : *Note musicologique sur l'évolution des formes musicales africaines.*
Anumu PEDRO SANTOS : *Les bornes de la musique negro-africaine.*

⁂

Palabres — Notes.

Nouvelle série bimestrielle. — N° 37 — 2e trimestre 1961

P.A. : *Luminaire.*
Lawrence C. HOWARD : *Des différences entre l'impérialisme et le colonialisme.*
Pierre NAVILLE : *Y-t-il un néo-colonialisme soviétique ?*
Claude JULIEN : *Les Etats-Unis, Cuba et le Tiers-Monde.*
Guy de BOSSCHERE : *Le néo-colonialisme.*
L.V. THOMAS : *Pour un programme d'études théoriques des religions et d'un humanisme africain.*
Pierre MARTEAU : *A propos de « CADASTRE », d'Aimé Césaire.*

⁂

Poèmes.

⁂

Iwije KALA-LOBE : « *Mun'e-Moto* », *cultivateur camerounais.*
Adrienne CORNELL : *Névrose.*

⁂

R. DOGBEH : *Intelligence et éducation.*
Joseph KI-ZERBO : *L'histoire, levier fondamental.*
Jean CAILLENS : *La peinture cubaine.*
Dualla MISIPO : *Léo Frobenius, le Tacide de l'Afrique.*
Dimitri WISCHNEGRADSKY : *Le Blues.*

⁂

Palabre — Notes.

Conditions d'abonnement : un an (six numéros) :

France et Outre-Mer	20 N.F.
Etranger	23 N.F.
Abonnement de soutien	30 N.F.

Rédaction et Administration : 42, rue Descartes, Paris (5e), Ode. 57-69.
C.C.P. Paris 5936.25.

ALFRED ROSMER

MOSCOU SOUS LÉNINE

LES ORIGINES DU COMMUNISME
(1920-1924)

Préface par ALBERT CAMUS

Un volume 14×19 - 320 pages — 6 N.F. (franco de port)

SOMMAIRE

L'Europe en 1920. — Portraits des chefs de la Révolution d'Octobre. — Les travaux du IIe Congrès de l'Internationale communiste (1920). — Les peuples de l'Orient au Congrès de Bakou. — Les Anarchistes. Mort et obsèques de Kropotkine. — Le Congrès de Tours et l'adhésion à l'I.C. — Le groupe communiste français de Moscou. — Le soulèvement de Cronstadt. — Les travaux du IIIe Congrès de l'I.C. (1921) et la NEP. — Congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge (1921). — Tactique du Front unique. — Procès des Socialistes-révolutionnaires à Moscou (1922). — La question des Partis communistes et des Syndicats. — Les travaux du IVe Congrès de l'I.C. (1922). — Le Parti communiste français et ses difficultés (démission de Frossard). — Fusion de la IIe Internationale et de l'Internationale de Vienne (1923). — Situation révolutionnaire en Allemagne (1923). — Mort de Lénine (1924). — Texte du Testament politique de Lénine.

Du même auteur :

LE MOUVEMENT OUVRIER
PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Tome I : *DE L'UNION SACREE A ZIMMERWALD.* Vol. 14×22,5, 592 pages. Librairie du Travail, 1936 ..... 20 N.F. (Franco de port)

Tome II : *DE ZIMMERWALD A LA REVOLUTION RUSSE.* Vol. 16×24,5, 253 pages. Editions Mouton, 1959 ..... 30 N.F. (Franco de port)

Alfred ROSMER. Né en 1877. Rédacteur à la *Vie ouvrière* de Monatte et à la *Bataille syndicaliste.* — Animateur du Comité pour la reprise des relations internationales (devenu Comité pour l'adhésion à la IIIe Internationale). — Membre du Bureau aux IIe, IIIe et IVe Congrès de l'Internationale communiste. — Membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste et de son « Petit Bureau » (1920-1921). — Fondateur avec Losovsky, de l'Internationale Syndicale Rouge. — Membre de l'Internationale communiste à la Conférence des trois Internationales à Berlin. — Membre du Comité directeur et du Bureau politique du Parti communiste français (1923-1924). — Co-directeur de l'*Humanité* (1923-1924).

Adresser commandes et fonds à : Ferdinand TEULÉ, 1 bis, rue Eugène-Gibez, Paris (15e). C.C.P. 6003-86 Paris.

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE ROUENNAISE (S.-M.)
DÉPOT LÉGAL 4e TRIMESTRE 1961

TABLE DES MATIÈRES

Jean DELVAUX : Crise du gaullisme et crise de la « gauche » 1

Jean-François LYOTARD : L'Algérie, sept ans après 10

D. MOTHÉ : Les jeunes générations ouvrières 17

P. CANJUERS : La société sud-africaine 43

Paul CARDAN : Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne 60

LE MONDE EN QUESTION :

Les actualités. Situation des libertés civiles aux Etats-Unis de 1961. Conférence Internationale d'organisations révolutionnaires 86

Quelques textes publiés dans SOCIALISME OU BARBARIE

Socialisme ou Barbarie (N° 1).
L'ouvrier américain, par Paul ROMANO (Nos 1 à 6).
Les rapports de production en Russie, par Pierre CHAULIEU (N° 2).
La bureaucratie yougoslave, par Pierre CHAULIEU et Georges DUPONT (Nos 5 et 6).
Machinisme et prolétariat, par Philippe GUILLAUME (N° 7).
Le stalinisme en Allemagne orientale, par Hugo BELL (Nos 8 et 9).
La vie en usine, par Georges VIVIER (Nos 11 à 17).
Le problème du journal ouvrier, par D. MOTHÉ (N° 17).
Les luttes ouvrières en 1955 (N° 18).
Le totalitarisme sans Staline, par Claude LEFORT (N° 19).
La révolution hongroise (N° 20).
La bureaucratisation en Pologne (N° 21).
Sur le contenu du socialisme, par Pierre CHAULIEU (Nos 17, 22, 23).
L'usine et la gestion ouvrière, par D. MOTHÉ (N° 22).
Révolution et contre-révolution en Chine, par P. BRUNE (N° 24).
La crise française et le Gaullisme (N° 25).
Prolétariat et organisation, par Paul CARDAN (Nos 27 et 28).
Le contenu social de la lutte algérienne, par Jean-François LYOTARD (N° 29).
Les ouvriers et la culture, par D. MOTHÉ (N° 30).
La perspective révolutionnaire sous le capitalisme moderne, par Paul CARDAN (Nos 31 et 32).